

# RAPPORT DE STAGE



Elaboration du plan d'action du PCAET de la  
Communauté de Communes de l'Ile d'Oléron et de  
l'Evaluation Environnementale Stratégique

Tuteur professionnel : Samuel LE GOFF

Coordinateurs : Jean-Baptiste BONNIN et Nathan ROPERS

Tutrice pédagogique : Francesca DI PIETRO

LEGAY Théo, MERIADEC Basile, ROLLOT Romain et WURMSER Jeanne

## Table des matières

Introduction .....	2
1. Objectifs du stage selon le cahier des charges .....	3
2. Présentation des structures.....	4
2.1. La Communauté de Communes de l’Ile d’Oléron .....	4
2.2. Le Centre Permanent d’Initiatives pour l’Environnement du Pays Marennnes-Oléron ...	5
3. Méthode de rédaction des livrables .....	7
4. Fiches actions .....	9
5. Évaluation Environnementale Stratégique .....	11
Conclusion .....	12
Annexe 1 : Fiches actions.....	14
Annexe 2 : Tableau EES .....	127
Glossaire .....	130
Signification des sigles et des acronymes.....	131
Bibliographie .....	132
Table des figures .....	133

## Introduction

Depuis 2010, l'intercommunalité de l'île d'Oléron s'est engagée dans un Agenda 21, ce qui acte une volonté politique de développer une économie locale en phase avec les enjeux de développement durable et de lutte contre le changement climatique. En 2015, dans le cadre de l'appel à projets « Territoire à Énergie Positive », la Communauté de Communes s'est engagée dans un programme ambitieux de réduction de la consommation d'énergie et de production d'énergie renouvelable. La stratégie TEPos a pour objectif une indépendance énergétique de l'île d'Oléron à l'horizon 2050. Elle est également labellisée Cit'ergie en 2019, qui récompense les territoires avec une politique climat air énergie ambitieuse.

La Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015 renforce le rôle des collectivités territoriales dans la lutte contre le changement climatique. Les intercommunalités de plus de 20 000 habitants ont l'obligation de mettre en place un Plan Climat Air Énergie Territorial. Cette démarche engendre l'implication de l'ensemble des acteurs du territoire et s'articule avec les outils de planification, les documents d'urbanisme, et les démarches de développement durable. Ce document cadre oriente vers deux objectifs : participer à l'atténuation du changement climatique en limitant les émissions de gaz à effet de serre des collectivités et de leur territoire, et adapter le territoire aux effets du changement climatique en définissant des objectifs stratégiques et opérationnels, grâce à un programme d'action et un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats. Ainsi, depuis 2018 la Communauté de Communes de l'île d'Oléron a débuté l'élaboration de son PCAET avec la rédaction du diagnostic et de la stratégie du plan d'action. Il était ensuite primordial d'élaborer le plan d'action du PCAET en suivant la stratégie votée. De ce fait, et durant près de trois mois, de fin avril à fin juillet 2020, la Communauté de Communes de l'île d'Oléron a fait appel à nous pour rédiger ce plan d'action à la suite du dépôt de notre candidature spontanée.

# 1. Objectifs du stage selon le cahier des charges

Les objectifs du stage ont dû être revus en raison du contexte lié à la COVID-19.

Le déroulement du stage s'inscrit dans une période de renouvellement des élus communautaires. Il était donc prévu de construire avec les élus et la population le programme d'action du futur PCAET, et de faire émerger l'Évaluation Environnementale Stratégique (EES) du document réglementaire. L'EES permet d'évaluer les impacts environnementaux des actions du plan d'action. Nous devions initialement animer des ateliers participatifs pour co-construire les actions avec les élus et la population, afin de valider les actions par la suite.

Suite aux conditions exceptionnelles du stage, ce dernier point a dû être revu à cause de l'interdiction d'organiser des réunions et des ateliers participatifs. En remplacement, nous avons réalisé des entretiens individuels avec les nouveaux maires des communes. Les étapes de validation des actions et de concertation ont, elles, été décalées pour l'automne 2020.

De manière plus opérationnelle, les objectifs étaient les suivants :

- Prendre connaissance du contexte local et des éléments de bibliographie (SCOT, SRADDET notamment)
- S'approprier les enjeux relatifs à la question du changement climatique
- Organiser la planification et les grandes phases du stage en relation avec le responsable du service TEPos
- Identifier la liste des acteurs à mobiliser
- Réaliser un benchmarking des plans d'actions sur les territoires et collectivités similaires ayant adopté un PCAET
- Établir des propositions d'actions cohérentes compte tenu de l'ambition portée par le territoire et de ses réalités sociales, économiques et environnementales
- Finaliser le plan d'actions en détaillant et rédigeant les fiches action
- Vérifier la compatibilité du plan d'actions en réalisant l'Évaluation Environnementale Stratégique

Ces derniers ont tous pu être réalisés au cours du stage, sauf l'EES qui a été rédigée partiellement.

## 2. Présentation des structures

### 2.1. La Communauté de Communes de l'Île d'Oléron

Les huit communes de l'Île d'Oléron se sont regroupées en 1996 pour créer la Communauté de Communes de l'Île d'Oléron, définie par l'article L 5214-1 du code général des collectivités territoriales. L'EPCI doit alors se charger d'un territoire de 174 km<sup>2</sup> pour 44 000 habitants en moyenne aujourd'hui. La CdC a vu ses compétences évoluer au cours du temps notamment pour donner suite aux nouvelles lois dont les lois NOTRe et MAPTAM. La CdC possède aujourd'hui plus de vingt compétences et missions avec un budget annuel de 2 354 277 € (2018). A ce jour, la CdC comprend cent trente-cinq employés répartis dans dix services. La structure est également composée d'élus dont un président, sept vice-présidents et trente-cinq délégués. Les élections ayant été décalées à cause de la Covid-19, le conseil communautaire n'a été renouvelé que le 15 juillet. Le président de la CdC est désormais Michel Parent, Maire du Château d'Oléron.

Notre stage s'est effectué sous la responsabilité du chef de projet du service Territoire à Énergie Positive (TEPos), Samuel Legoff.

Suite à la validation de l'acte 2 de l'Agenda 21 en 2015, le territoire s'est engagé dans la stratégie TEPos avec l'ambition de répondre à l'urgence du changement climatique. Les élus ont voté un premier plan d'action volontaire pour permettre une transition énergétique du territoire. Ce plan d'action a été soutenu financièrement par l'ADEME, la Région Nouvelle-Aquitaine et l'État (Fond TEPCV).

Trois thématiques majeures ont été développées :

- Le développement du solaire (thermique et photovoltaïque)
- Le soutien aux entreprises
- La mobilité alternative à la voiture individuelle

La collectivité s'est également engagée dans la labellisation Cit'ergie, démarche d'excellence récompensant les collectivités européennes qui possèdent une politique climat air énergie ambitieuse.

Dans le but de partager ses actions et ses apprentissages et également de faire valoir son engagement à un échelon national, la Communauté de communes s'est également engagée au sein du réseau TEPos du CLER, de l'association AMORCE et du réseau CIRENA (Citoyens en Réseau pour les Énergies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine).

Les compétences et les missions de la Communauté de Communes de l'Île d'Oléron sont résumés ci-dessous.

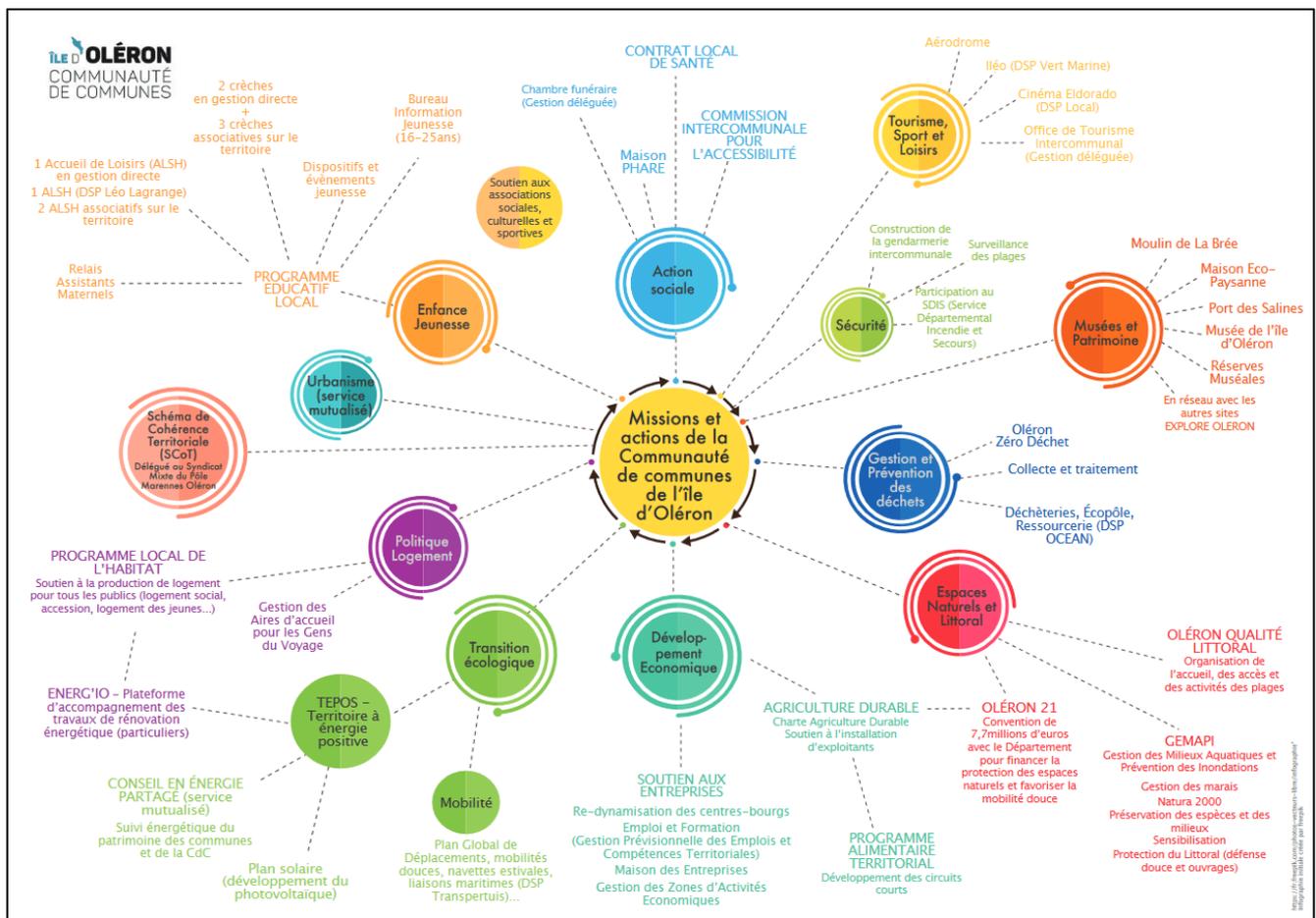


Figure 1 : Compétences et missions de la communauté de commune de l'île d'Oléron ( Source : <https://www.cdc-oleron.com/wp-content/uploads/2020/06/Missions-CDC-VFF.pdf>)

## 2.2. Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays Marennes-Oléron

En plus de l'encadrement assuré par la Communauté de Communes avec Samuel LE GOFF, nous avons été accompagnés par deux coordinateurs du CPIE tout au long de notre stage, Jean-Baptiste BONNIN et Nathan ROPERS.

Le label CPIE est un label d'État qui permet d'identifier les associations qui agissent activement pour la préservation de l'environnement et le développement durable. D'après la charte nationale du réseau des CPIE, ces structures sont porteuses de trois valeurs principales :

- Une approche humaniste de l'environnement. Elle vise à l'épanouissement de la personne humaine dans la complexité de son milieu de vie.
- Promotion de la citoyenneté. Elle a pour objectif de mettre chaque citoyen et chaque citoyenne en capacité d'agir pour contribuer au débat public, à la décision sur les choix environnementaux qui se posent et leurs impacts.

- Respect de la démarche scientifique. Elle se fait par l'appropriation des connaissances pour développer le regard critique de nos concitoyens-ennes, face aux obscurantismes et aux idées reçues."

L'association Ile d'Oléron Développement Durable Environnement (IODDE), basée sur le Pays Marennes-Oléron, est créée en 2004, puis labellisée CPIE. Elle œuvre pour promouvoir le développement durable aussi bien dans les réflexions que dans les actes de la population, des acteurs locaux et des élus. Cette association donne des conseils aux collectivités et aux porteurs de projets pour favoriser et valoriser la concertation et les partenariats constructifs centrés sur le développement durable.

L'équipe salariée permanente est composée de cinq personnes et l'association compte une centaine de bénévoles. Les interventions principales concernent le domaine de l'éducation à l'environnement et de l'accompagnement des territoires.

Tout au long du stage, les coordinateurs du CPIE ont veillé à l'intégration des impacts sur l'environnement de nos propositions d'actions. Ils ont apporté un regard extérieur et complémentaire sur le travail réalisé.

### 3. Méthode de rédaction des livrables

#### Début du stage : 21 avril 2020

Durant le stage, une adresse mail commune et un groupe de discussion sur *Discord* ont été créés et utilisés pour la communication. L'ensemble des documents nécessaires pour le stage et les travaux réalisés sont disponibles et conservés sur un Google Drive.

Le suivi du stage a été réalisé toutes les deux semaines avec le maître de stage et le CPIE puis toutes les semaines à partir du mois de juillet.

**Du 21 avril au 4 mai :** La première étape a consisté à prendre connaissance des différents documents et des démarches qui concernent le territoire, ou qui sont en lien avec un PCAET. Des résumés des documents ont été rédigés par la suite. Certains concernent l'échelle nationale comme la stratégie nationale bas carbone, la loi Littoral, d'autres s'appliquent au niveau régional (Neoterra, schéma régional climat air énergie, rapport Ecobiose, SRADDET). De nombreux autres documents se concentrent sur le territoire intercommunale (Agenda 21, PLPDMA, PAPI, PPRN, DOCOB, PDU, PLH, stratégie TEPos) ou communale comme les PLU.

Les éléments indispensables pour le début du stage ont été les documents existants sur le PCAET d'Oléron, à savoir le diagnostic et la stratégie pour permettre de cibler les enjeux du territoire et de s'en imprégner.

Ce premier travail a permis de recenser les actions déjà terminées, en cours ou en projet sur le territoire oléronais qui peuvent être compatibles avec les objectifs du PCAET.

**Du 4 mai au 17 mai :** Le PCAET est un document déjà mis en place sur de nombreux territoires. Le benchmarking de différents PCAET existants a été réalisé en ciblant des PCAET élaborés principalement sur des territoires de la côte Atlantique, de superficie et d'ambition plus ou moins similaires à l'île d'Oléron. Ce recensement a donné des premières pistes d'actions intéressantes qui pouvaient être mises en place sur Oléron.

Jusqu'alors en confinement dans nos lieux respectifs, ce travail de benchmarking s'est terminé à notre arrivée sur l'île d'Oléron. Par la suite, les premiers acteurs à rencontrer ont été contactés et les entretiens préparés.

**Du 18 mai au 14 juin :** Les rencontres avec les différents services de la CdC et avec les acteurs externes à la CdC ont débuté. Les entretiens consistent dans un premier temps à faire le point sur les actions faites, en cours ou en projet ; ces actions ont été identifiées dans les documents étudiés auparavant. Dans un second temps, une discussion s'est établie sur les premières idées d'actions à mettre en place sur le territoire, en lien avec le benchmarking réalisé et des recherches personnelles. Enfin, les rendez-vous se terminent en échangeant sur les points de vue des différents acteurs en tant que professionnels et citoyens. Les entretiens sont réalisés par binôme et un compte rendu écrit est établi pour garder une trace écrite des échanges.

Ces entretiens ont permis d'évaluer la prise en compte de chaque thématique sur le territoire. Ainsi, les différents secteurs ont été comparés entre eux afin de les classer selon le nombre d'actions finalisées ou en cours et l'ambition actuelle du territoire par rapport à ces thématiques. En parallèle, une ébauche des premières fiches actions a été réalisée par binôme.

**Du 15 juin au 28 juin :** À la suite des entretiens, les fiches actions ont été rédigées par thématique. Cette première vue d'ensemble a permis de travailler sur l'organisation des fiches actions au sein d'axes préalablement établis. Les fiches, jusque-là rassemblées par thématique, ont été rassemblées en fonction des enjeux du territoire. Afin de trouver les axes du PCAET, nous avons écrit le titre de chaque fiche action sur des *post-it* puis ils ont été étalés sur une table afin d'avoir une visibilité de toutes les actions. Celles qui semblaient répondre aux mêmes objectifs, sans être forcément dans les

mêmes thématiques ont été rassemblées. Finalement, sept axes ont été créés pour répondre aux enjeux du territoire dans les six ans à venir.

Ponctuellement, nous avons suivi des webinaires afin d'approfondir certains sujets. La plupart ont été conseillés par notre maître de stage, d'autres ont été consultés à la suite de recherches personnelles. Initialement, un travail devait être organisé avec les élus mais n'a pas pu être réalisé en raison de la Covid-19. L'ensemble des élus a toutefois été contacté et des entretiens ont eu lieu. L'objectif était de leur rappeler les objectifs d'un PCAET pour ensuite échanger sur les actions indispensables à mener au cours de ce mandat. Parmi les six entretiens réalisés, quatre nouveaux maires et deux anciens ont été rencontrés.

**Du 29 juin au 19 juillet :** Une fois la première rédaction des fiches actions terminée, nous avons par la suite entrepris une relecture des fiches. La relecture consistait à faire le point sur l'ensemble des fiches et des sous-actions proposées, entre nous puis d'uniformiser la rédaction. Les fiches ont ensuite été envoyées aux différents services concernés afin d'avoir des commentaires, des modifications puis leur validation technique. Dans certains cas des entretiens ont été programmés pour échanger directement.

En parallèle, nous avons continué le travail sur l'Évaluation Environnementale Stratégique, initié depuis le début de notre stage. Jusque-là, nous avons proposé des actions en ayant réfléchi en amont aux impacts environnementaux que celles-ci pouvaient avoir. Par la suite, le travail de rédaction du rapport technique de l'EES a été initié, afin d'en définir les grandes lignes.

Une fois la rédaction des fiches actions achevée, la relecture et les modifications réalisées à la suite des retours des différents services, la forme des fiches actions a été travaillée.

**Du 20 juillet au 31 juillet :** Lors d'un point de suivi, les objectifs finaux sur la rédaction intégrale de l'EES ont été revus avec le maître de stage et des coordinateurs, puisqu'elle ne pouvait pas être rédigée entièrement dans le temps imparti. Ce document est fortement lié au plan d'actions qui sera validé à l'automne. Le travail consiste donc à préparer la trame de ce document qui sera rédigée à la suite de ce stage.

Les dernières modifications sont apportées pour certaines fiches et leur mise en forme finale est appliquée.

Le 28 juillet, la restitution de notre travail a eu lieu devant la Vice-Présidente en charge du développement durable et de l'environnement, le Directeur Général des Services, les représentants des différents services de la CdC et le CPIE. Au final, dix-huit personnes étaient présentes (dont les quatre membres du groupe). La restitution s'est déroulée en deux temps. Tout d'abord nous avons présenté l'ensemble de notre travail et les différentes étapes qui ont marqué ce stage. Dans un second temps nous avons établi un temps d'échange où se sont mêlées remarques et questions.

Jusqu'à la fin du stage, les fiches actions ont été améliorées et l'EES avancée au maximum.

## 4. Fiches actions

Ces trois mois de stage ont abouti à la proposition d'un plan d'action composé de cinquante fiches actions. Les fiches actions ont toutes le même modèle. Elles sont composées d'un certain nombre d'onglets identifiables sur toutes les fiches comme le contexte, les objectifs ou les propositions d'actions. Certains onglets sont spécifiques pour faciliter la lecture ou préciser un point de la fiche, comme les actions en cours ou une illustration par exemple.

Les fiches actions se trouvent en annexe et ci-dessous, une aide à la lecture des fiches actions est proposée.

### Aide à la lecture des fiches actions

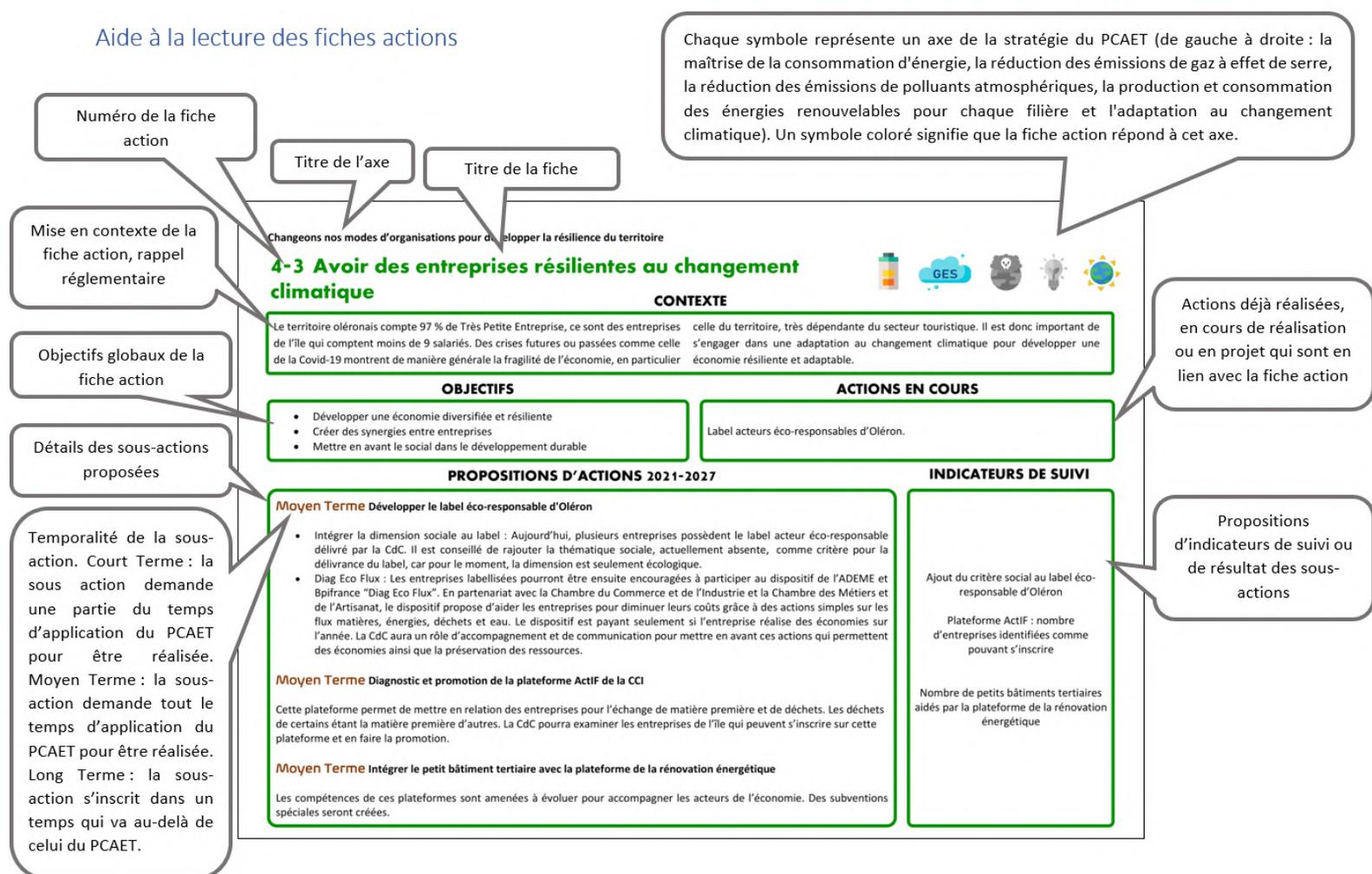


Figure 2 Aide à la lecture des fiches actions (1)

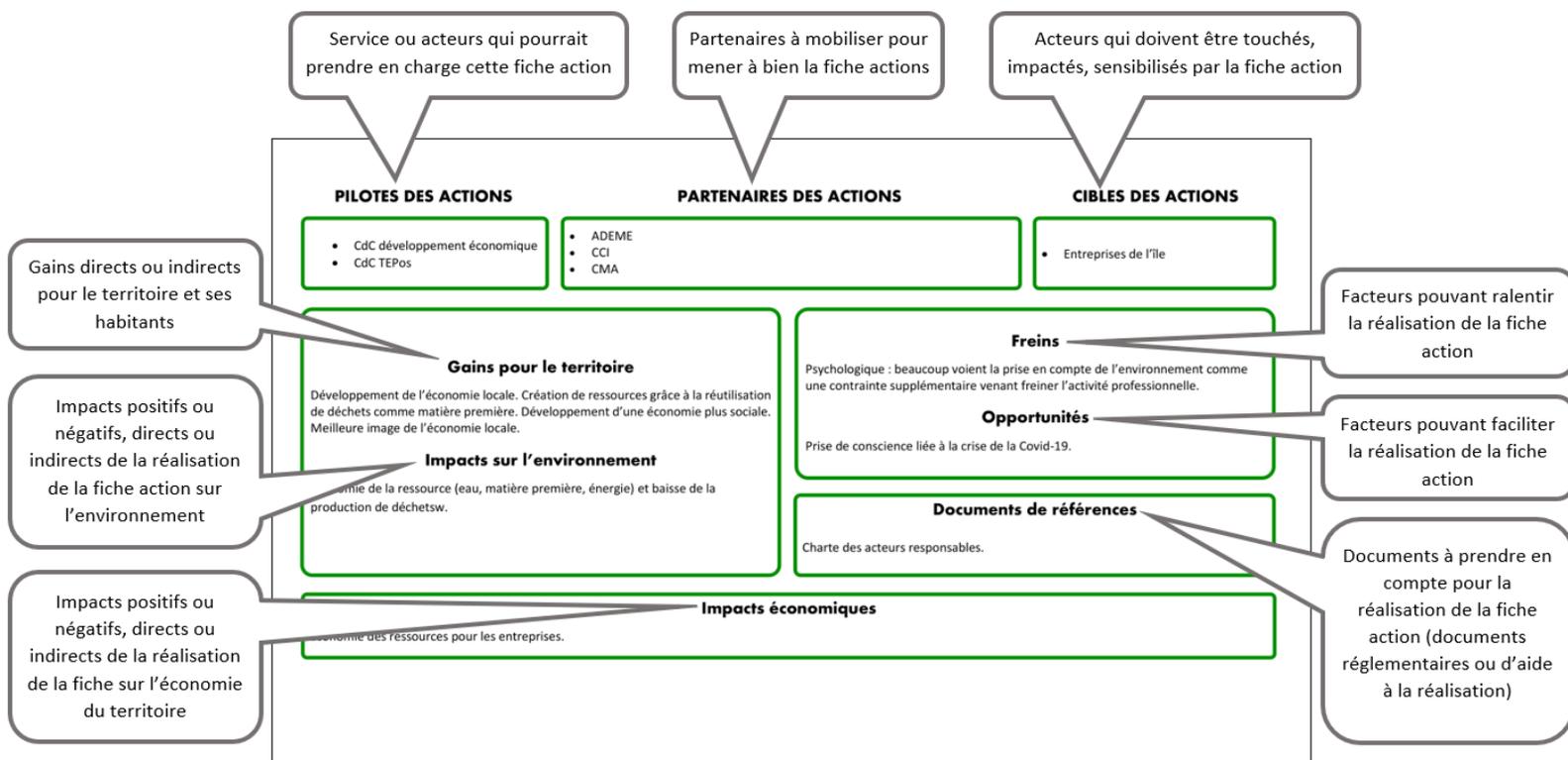


Figure 3 Aide à la lecture des fiches actions (2)

## 5. Évaluation Environnementale Stratégique

La démarche d'EES est un outil d'aide à la décision et à l'intégration environnementale. Ce processus progressif et itératif d'intégration des enjeux environnementaux doit permettre d'aboutir à un plan le moins dommageable pour l'environnement, renforçant ainsi sa sécurité juridique et son acceptabilité sociale. L'EES doit se voir comme un outil d'aide à l'élaboration d'une politique publique, avec un triple objectif :

- Aider à l'intégration de l'environnement dans l'élaboration du PCAET
- Éclairer l'autorité administrative sur les choix faits et les solutions retenues
- Contribuer à la bonne participation et information du public avant et après le processus décisionnel

Cette prise en compte a débuté dès la mise en œuvre du PCAET en 2018. Cependant, ce document globalise l'ensemble des impacts du plan d'actions, il est donc indispensable d'avoir le plan d'action voté par les élus pour finaliser l'EES. Ce stage n'a donc pas permis de terminer ce document. Nous avons réalisé une ébauche du rapport technique de l'EES, en complétant les parties que nous pouvions faire et en précisant les différents points à aborder dans ce document. De plus, une synthèse a été réalisée sous la forme d'un tableau croisé. On retrouve pour chaque action proposée, ses impacts (positifs ou négatifs) sur différents paramètres généraux (sols, santé, qualité de l'air, eau, ressources...). Les impacts qui peuvent avoir des conséquences positives, neutres ou négatives sur l'environnement peuvent être classés selon différents paramètres : permanent ou temporaire et direct ou indirect.

# Conclusion

## Synthèse et interprétation des résultats

Le stage, avec sa particularité d'être réalisé en groupe, a permis de créer une dynamique de groupe que nous avons réussi à conserver pendant toute la période du stage. La thématique liée au changement climatique est très intéressante et les enjeux de ce travail sur le territoire ont stimulé notre implication. L'ensemble des acteurs mobilisés a été très réactif à nos sollicitations malgré un contexte sanitaire particulier. Dans l'ensemble, le groupe et le commanditaire sont satisfaits du travail élaboré. L'ensemble des personnes contactées ont répondu à nos sollicitations. Les remarques et critiques sur ce travail au cours des entretiens et des retours de nos encadrants ont permis de le faire évoluer pour proposer un rendu cohérent et adapté au territoire. Le livrable a été terminé pendant le stage et les fiches actions ont toutes été revues avec les services concernés, ce qui permet à la CdC de poursuivre l'avancée de la rédaction et de la mise en place du PCAET dès la fin du stage.

Lors de la restitution le mardi 28 juillet, la nouvelle Vice-Présidente en charge du développement durable et de l'environnement a indiqué que « ce travail sera une base solide pour la finalisation de ce document ».

La réalisation de ce stage a été facilitée par la qualité de l'encadrement dont nous avons bénéficié via notre maître de stage Samuel LE GOFF et les deux coordinateurs du CPIE Jean-Baptiste BONNIN et Nathan ROPERS. Les points de suivis réguliers ont été adaptés tout au long du stage, ce qui a permis de répondre à nos questionnements et d'avoir un regard critique sur l'avancée du livrable.

Nous avons également participé à la réflexion pour la préparation des prochaines étapes comme l'implication des élus, la concertation avec les citoyens. Dans ce cas, certains outils ont été proposés pour établir une réflexion et un échange autour du changement climatique avec les élus mais également les citoyens.

## Bilan des compétences acquises

Tout au long du stage, de nombreuses connaissances acquises et développées lors de ces deux dernières années à Polytech ont été mobilisées. Ces compétences nous ont permis de comprendre les enjeux de ce stage très transversale pour répondre au mieux à la commande initiale. Par exemple, les connaissances de base en droit de l'environnement ont facilité la compréhension entre l'articulation et les priorités des différents documents entre eux. Les concepts fondamentaux de l'aménagement et de l'environnement ont donc été approfondis. Les présentations orales que nous avons l'habitude de préparer dans le cadre des enseignements au DAE nous ont permis de préparer rapidement et efficacement les entretiens et la restitution finale accompagnée d'un support visuel. Les bases en système d'information géographique nous ont permis de rechercher des informations. Les outils informatiques utilisés régulièrement tout au long de notre cursus ont donc été mobilisés.

Ce stage nous a fait comprendre l'importance de la pluridisciplinarité au sein d'une structure. Cette compétence défendue au travers les enseignements de ces deux dernières années, s'est révélée comme un réel avantage pour appréhender certains enjeux ou concepts du territoire. De plus, le groupe est composé de deux étudiants qui suivent l'option ITI et deux étudiants qui suivent l'option ADAGE. Ces deux visions complémentaires ont permis de produire un ensemble cohérent. Tout au long de ce travail, les tâches ont été réparties naturellement de façon équitable entre les membres du

groupe selon les connaissances et ses compétences de chacun. Le travail de groupe a permis selon nous d'apporter une réelle plus-value, par rapport à un travail réalisé de manière individuelle, grâce aux échanges et à la dynamique présente au sein du groupe. Chacun d'entre nous a également pu identifier ses points faibles, à améliorer ou des points de vigilance à avoir pour des futurs travaux.

Ce stage a permis également de développer de nouvelles compétences dans des domaines techniques spécifiques. En effet, les travaux réalisés dans le cadre de la formation à Polytech Tours ne sont pas liés directement à des enjeux politiques. Pendant ces trois mois, nous avons été en contact direct avec les élus lors d'entretiens, ce qui nous a permis de comprendre l'impact des décisions politiques sur notre travail, et celui de la CdC. Certaines actions proposées nécessitant absolument un appui politique pour leur mise en place. Une autre particularité de ce travail est liée à la temporalité du stage puisqu'il s'inscrit entre les deux tours des élections municipales. Parmi les élus rencontrés certains n'ont pas été réélus. Nous avons donc pu avoir le point de vue d'anciens élus, plus expérimentés et des nouveaux élus, ce qui a enrichi notre travail.

Tout au long du stage, nous avons dû nous adapter au contexte sanitaire et donc prendre en compte les enjeux de responsabilité, sécurité et santé au travail très au sérieux. Différentes solutions alternatives ont été réfléchies pour adapter notre travail à la situation et ne pas prendre de retard par rapport à nos objectifs initiaux. Certains entretiens ou réunions n'ont pas pu avoir lieu. Nous avons donc été incité à participer à des webinaires ou des visioconférences. Dans une situation classique, nous aurions peut-être moins sollicité ces outils que nous avons peu ou pas l'habitude d'utiliser régulièrement. Cependant, ils se sont avérés très utiles, riches en informations et ont permis de contacter des professionnels de Nouvelle-Aquitaine voire d'autres régions. Nous avons finalement su nous adapter dans ce contexte particulier, grâce à la mise en place de télétravail, d'outils de communication à distance.

### **Objectifs après le stage en termes de professionnalisation**

Les entretiens avec différents acteurs (privé, public, association...) ont permis à chacun d'entre nous de préciser son projet professionnel. Ces trois mois nous ont permis de comprendre le fonctionnement général d'une collectivité publique. Ce stage a confirmé la volonté de certains de nous de travailler au sein d'une collectivité publique sur un territoire plus ou moins important, tandis que d'autres sont plus attirés par les domaines privés voire associatifs. Ce travail, nécessitant une vision globale du territoire liée à la diversité des domaines abordés nous a permis de développer des connaissances dans des secteurs peu approfondis auparavant. L'ensemble de ces connaissances nous permettra de mieux comprendre, dans d'autres structures, les missions, les enjeux et les difficultés auxquelles nous serons confrontés.

## Annexe 1 : Fiches actions

# Axe 1 :

# Repensons nos habitations et notre patrimoine bâti

Sur l'île d'Oléron, le secteur résidentiel est responsable de 41 % de la consommation énergétique du territoire et de 19 % des émissions des gaz à effet de serre. C'est un secteur considérable pour la lutte contre la production de polluants atmosphériques et de GES.

Les logements anciens sont extrêmement énergivores et entraînent une surconsommation d'énergie. Il est possible d'agir en optant pour la rénovation dans le but d'améliorer les performances énergétiques. Dans une optique de transition énergétique, il est ainsi essentiel de tendre vers une sobriété énergétique et d'accompagner les citoyens dans des modes d'habitation plus vertueux. Cet axe permet de mettre en avant de nouveaux modes d'aménagements, moins consommateurs d'énergie et plus respectueux de l'environnement.

Les territoires vont devoir faire face à des évolutions inévitables liées au changement climatique, à l'augmentation de canicules et de sécheresses, à l'augmentation du risque de submersion, de précipitations en hiver et de la fréquence des tempêtes plus élevée. Ainsi, agir sur les règles locales d'aménagement et d'urbanisme est un levier central dans l'intégration du changement climatique, afin de renforcer la résilience de nos territoires.

# 1-1 Révision de la charte architecturale et paysagère



## CONTEXTE

La charte paysagère et architecturale est un document méthodologique qui définit les engagements d'un territoire, ici le pays Marennes Oléron, concernant le paysage et l'urbanisme. Il donne des indicateurs à différents acteurs impliqués dans la réalisation d'un aménagement, de la conception jusqu'à l'autorisation de construction.

Sur l'île d'Oléron, l'ensemble des PLU fait référence à cette charte, ce qui rend sa prise en compte obligatoire depuis 2012. Aujourd'hui, une charte paysagère et architecturale existe, élaborée en 2000, les enjeux évoluent avec le changement climatique même si l'identité du territoire reste inchangée. Il serait donc essentiel d'engager une révision de cette charte.

## OBJECTIFS

- Concilier les valeurs patrimoniales et le changement climatique
- Revoir la charte pour en faire un document simple à utiliser
- Proposer des actions plus ambitieuses en termes de changement climatique

## PROPOSITIONS D' ACTIONS 2020-2026

### **Court Terme** Réviser et revoir la forme de la charte architecturale et paysagère sous forme de fiche

Afin d'éviter la révision de l'ensemble de la charte, l'intérêt serait de revoir uniquement certaines parties sous forme de fiches afin de les actualiser avec les enjeux actuels. Ainsi, la lecture de la charte serait plus efficace, avec des actions concrètes par thématique.

### **Moyen Terme** Intégrer ces éléments en lien avec le changement climatique

- Concilier l'architecture du risque et le patrimoine traditionnel oléronais
- Promouvoir la végétalisation des bâtiments et une gestion durable des toitures
- Limitation de l'artificialisation lors des constructions
- Utiliser des éco-matériaux
- Privilégier les matériaux locaux
- Privilégier les bâtiments bioclimatiques et sobres en énergie
- Soutenir les nouvelles énergies renouvelables expliquées dans les fiches 6-4, 7-2 et 7-3

## INDICATEURS DE SUIVI

Réalisation d'une nouvelle charte paysagère et architecturale

Rédaction des fiches

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle urbanisme
- Pays Marennes Oléron

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Élus d'Oléron et Marennes
- Professionnels des secteurs concernés par la charte

### Gains pour le territoire

La révision de la charte permettrait une meilleure adaptation des bâtiments et des personnes au changement climatique et notamment aux risques naturels (retrait/gonflement des argiles, submersion, inondation...) et ainsi l'évitement de travaux de réparation. Amélioration du cadre de vie.

### Impacts sur l'environnement

L'évolution de la charte implique une modification du paysage plus ou moins importante.

### Freins

Peur de perdre le patrimoine local.

### Opportunités

Action déjà lancée et en cours par le service urbanisme de la CdC.

### Documents de références

Charte paysagère et architecturale élaborée en 2000, la mise à jour en 2011 avait pour but d'harmoniser un document à l'échelle du Pays Marennes-Oléron mais n'avait pas pour but d'intégrer de nouvelles thématiques. Fiches 6-4, 7-2 et 7-3.

### Impacts économiques

Diminution des dépenses énergétiques, production d'énergie via la pose d'énergies renouvelables.

## 1-2 Intégrer le changement climatique aux PLU/PLUi pour un territoire plus résilient



### CONTEXTE

La loi ALUR prévoit au premier janvier 2021 une possibilité de transférer la compétence PLU à l'intercommunalité mais les communes peuvent s'y opposer. Il s'agit d'une minorité de blocage exprimée par au moins 25 % des communes membres représentant au moins 20 % de la population dans les trois mois précédant cette échéance. Sur l'île d'Oléron, la décision doit être prise en fin d'année 2020. L'enjeu de ce changement est grand ; élaborer ensemble, communes et communauté, le plan local d'urbanisme et travailler dans le même temps à une vision globale du territoire. Cela apportera une réponse cohérente à l'échelle de l'île d'Oléron en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Agir sur les règles locales d'aménagement et d'urbanisme est un levier central dans l'intégration du changement climatique.

Cet enjeu est à intégrer dans le futur PLUi ou dans les PLU existants.

L'adoption d'un PLUi ou la révision des PLU sera l'occasion de placer la transition énergétique et climatique au cœur des documents d'urbanisme qui définissent la trajectoire d'aménagement du territoire. Actuellement, ces enjeux sont peu pris en compte dans les PLU existants, y compris ceux révisés récemment.

Il est ainsi indispensable d'en faire une des priorités dans la mise en œuvre du PCAET, afin que ces règles intègrent pleinement les enjeux Air-Energie-Climat et prennent notamment en compte les évolutions inévitables liées au changement climatique en cours (augmentation des températures, des canicules et des sécheresses, mais aussi des inondations et des précipitations en hiver).

### OBJECTIFS

- Intégrer la transition énergétique et climatique au sein des PLU ou du futur PLUi

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

**Moyen Terme** Dans le cas où le PLUi n'est pas adopté, un travail de sensibilisation pourrait être fait au niveau des communes pour intégrer au mieux les propositions d'actions dans les cahiers des charges lors des révisions des documents d'urbanisme. Intégrer les thématiques suivantes dans le PLUi ou les PLU :

- Limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette
- Limiter l'imperméabilisation des sols grâce à un indicateur de suivi et généraliser l'utilisation du coefficient de pleine terre
- Inciter la mise en œuvre de matériaux filtrants en voirie et l'obliger en stationnement
- Inscrire l'atteinte d'un niveau de performance énergétique des nouvelles constructions et/ou des rénovations
- Inscrire des objectifs d'utilisation d'éco-matériaux
- Inscrire des dispositions permettant de décliner l'objectif de déploiement du solaire photovoltaïque et thermique, (principe de toiture productive pour les surfaces significatives...)
- Favoriser l'infiltration et/ou la récupération des eaux pluviales

### INDICATEURS DE SUIVI

Vote positif des élus pour l'adoption du PLUi

Intégration des mesures proposées au PLUi

Réalisation du PLUi

- Intégrer la gestion de l'eau pour ne pas aggraver le risque inondation (construction en zone à risque et comblement des champs d'expansion de crue)
- Intégrer le risque de submersion marine
- Préserver les puits de carbone du territoire et notamment les boisements et les zones humides

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC (si PLUi)
- Communes (si maintien des PLU)

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- ADEME

### CIBLES DES ACTIONS

- Élus

### Gains pour le territoire

Création de valeur grâce à l'utilisation d'éco-matériaux et la montée en compétence des artisans du territoire. Amélioration de la résilience du territoire.

### Impacts sur l'environnement

La mise en place d'un PLUI permettrait d'avoir une stratégie d'aménagement commune à l'ensemble de l'île et plus respectueuse de l'environnement. Si les propositions sont appliquées, les conséquences seraient une artificialisation des sols réduite, une meilleure infiltration de l'eau dans les sols, une réduction de la consommation énergétique.

### Freins

Possibilité de refus de l'adoption du PLUi liée à la réticence de certains élus.

### Opportunités

Renouvellement des élus et meilleure prise en compte des enjeux liés au changement climatique.

### Documents de références

PLU des communes.

### Impacts économiques

Coût de remplacement des services écosystémiques évité si les boisements et la perméabilité du sol sont maintenus. Production d'énergie via les ENR. Revente d'énergie possible. Indépendance énergétique du territoire renforcée. Meilleure performance énergétique des bâtiments donc réduction de la consommation d'énergie et de la dépendance aux énergies fossiles.

## 1-3 Accompagnement des particuliers dans la rénovation de leur logement dans un but de sobriété énergétique



### CONTEXTE

Le développement des énergies renouvelables doit être avant tout accompagné par une politique de sobriété énergétique. La meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas.

Pour que tous aient accès aux connaissances et aux financements auxquels ils sont

éligibles pour la rénovation de leur logement, la CDC, grâce à l'aide de l'ADEME, s'est muni d'une plateforme de rénovation énergétique. En 2018, 167 foyers ont pu bénéficier des conseils de la plateforme de la rénovation énergétique et le gain moyen d'énergie après travaux et conseils a été de 40 %.

### OBJECTIFS

- Permettre aux particuliers de pouvoir financer la rénovation de leur habitat
- Faire connaître la plateforme de la rénovation énergétique et mettre en avant la sobriété énergétique
- Faire fonctionner l'économie locale

### ACTIONS EN COURS

Prime de 1000 € pour l'amélioration des performances énergétiques. Conseils gratuits pour la performance et la sobriété énergétique grâce aux services de la plateforme de la rénovation énergétique de la CdC.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Pérennisation et développement de la plateforme de la rénovation énergétique

Ce dispositif de l'ADEME a été prévu pour une durée limitée et arrive bientôt à terme. Il serait judicieux de maintenir la présence de la plateforme sur l'île. Certaines actions peuvent être poursuivies ou renforcées : augmentation des subventions et des moyens d'accompagnement de proximité des particuliers pour améliorer la sobriété énergétique de l'habitat. Privilégier les aides pour la sobriété énergétique en amont, avant d'avoir recours à des aides pour l'installation d'énergies renouvelables. Valoriser le bouquet de travaux (faire les travaux en une fois pour la cohérence globale des chantiers) afin d'éviter des surcoûts financiers (montage d'échafaudage plusieurs fois) et environnementaux (plusieurs flux de camions). Prolonger la réflexion pour le maintien à domicile des personnes âgées et l'adaptation des logements aux risques.

#### **Moyen Terme** Échanger avec les banques de l'île pour des modalités de prêt

Certains propriétaires rebutent à initier des travaux car le paiement du prêt pour l'achat de leur maison est déjà trop important. Une discussion pourrait être engagée entre la CdC et les banques de l'île pour permettre aux habitants de décaler le paiement de leur prêt pour la réalisation de travaux pour la sobriété énergétique. Les échanges avec les agences immobilières pourront être poursuivis.

### INDICATEURS DE SUIVI

Bilan d'action de la plateforme de la rénovation énergétique

Nombre de banques identifiées prêtes à suivre la démarche

Augmentation du nombre de travaux en faveur de la sobriété énergétique

## **Court Terme** Adapter la taxe de séjour des résidences en location en fonction de leur sobriété énergétique

Pour encourager les propriétaires dans une démarche de sobriété énergétique, la taxe de séjour pourra évoluer positivement ou négativement. Les propriétaires des résidences réalisant des travaux dans ce but ou ayant déjà une sobriété énergétique optimale pourront en bénéficier.

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- ADEME
- ANAH
- Département Charente Maritime
- Région Nouvelle Aquitaine
- Réseau des plateformes de la rénovation

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Citoyens

### **Gains pour le territoire**

Si la quantité d'énergie nécessaire pour le fonctionnement de l'île est moins importante, le ratio production/consommation en énergie renouvelable augmentera et l'île deviendra plus autonome en énergie.

### **Impacts sur l'environnement**

La meilleure isolation énergétique des bâtiments permet de mieux maîtriser les besoins en énergie pour le chauffage et diminue donc la dépendance en énergies fossiles.

### **Freins**

Budget pour le fonctionnement de la plateforme et son développement.

### **Opportunités**

Poste pour la plateforme de la rénovation énergétique déjà existant et très demandée.

### **Documents de références**

PLH. Documents de l'ADEME (Cit'ergie).

### **Impacts économiques**

1 ETP en plus pour le développement de la plateforme et son fonctionnement (ETP qui couvrira aussi la fiche action 1-4).

## 1-4 Des logements à faible impact carbone et peu énergivores



### CONTEXTE

Chaque année des logements sont rénovés et réhabilités sur l'île d'Oléron dans le but d'améliorer leur performance énergétique. Le Plan Local de l'Habitat projette les rénovations qui sont nécessaires, notamment pour des logements anciens ou insalubres qui sont extrêmement énergivores. En effet, 54 % du parc de logements sociaux est considéré comme énergivore (étiquettes énergétiques E et F) sur l'île. Leur surconsommation d'énergie entraîne donc une émission de GES importante

ainsi qu'une facture élevée pour les particuliers. Dans une optique de transition énergétique et écologique, il est nécessaire de tendre vers une sobriété énergétique et carbonée. Une des solutions permettant la création de logement sobre en énergie est l'utilisation d'éco-matériaux. Ces derniers sont tout autant voire plus efficaces que des isolants conventionnels mais leur impact carbone est bien plus faible et leur utilisation favorise une économie locale dans certain cas.

### OBJECTIFS

- Réduire la part de logements qui sont extrêmement énergivores
- Informer, inciter à la sobriété énergétique
- Favoriser l'utilisation d'éco-matériaux pour toute rénovation ou construction

### ACTIONS EN COURS

Fiche action n°6 du PLH. Formations à la maison éco-paysanne. Action d'animation autour des éco-matériaux.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme Mettre en place un chantier témoin (maison du gestionnaire de l'aérodrome) et le mettre en avant**

Un projet de maison pilote est en cours, dans laquelle différentes rénovations seront effectuées afin de mettre en lumière l'efficacité de chaque rénovation grâce aux calculs d'économie d'énergie ou gains thermiques mesurés. Une fois les premières rénovations effectuées, cela permettra également de convaincre les particuliers dans leurs rénovations en leur communiquant précisément les économies qu'ils peuvent réaliser. Cette maison sera un lieu d'innovation et de démonstration pour convaincre les habitants de l'île à suivre cette démarche de sobriété énergétique. Les élus et bureaux d'études exerçant sur le territoire pourront aussi visiter ce lieu pour être sensibilisés. Les rénovations de la maison témoin de l'aérodrome se feront en continu sur les six ans du PCAET. Cette action pourra être accentuée par la valorisation des chantiers déjà en cours par des retours d'expérience.

#### **Moyen Terme Mettre en avant un confort estival peu énergivore**

L'île étant en majorité habitée durant l'été, le confort estival est très important. Aujourd'hui, ce sont les climatisations qui le permettent mais elles sont très énergivores et participent au phénomène d'îlot de chaleur. Il faudra donc agir et sensibiliser sur la ventilation naturelle des bâtiments et leur inertie (isolation avec un fort déphasage par exemple).

### INDICATEURS DE SUIVI

- Nombre de visiteurs de la maison témoin
- Volet PCAET dans le PLH comportant des ambitions plus élevées
- Nombre de logements réhabilités
- Nombre de professionnels formés
- Nombre de formation proposées
- Nombre de chantiers utilisant des éco-matériaux

## **Long Terme Adapter la future révision du PLH au PCAET**

Pour la future révision du PLH, les actions suivantes sont conseillées :

- Continuer et renforcer la réhabilitation du parc locatif ancien en veillant aux dépenses énergétiques : à chaque révision du PLH, des logements sont identifiés pour être réhabilités dans le but d'améliorer leur performance énergétique. Il est conseillé de poursuivre cette démarche et de la renforcer.
- Développer le volet PCAET dans le PLH : des objectifs plus ambitieux en accord avec le PCAET pourront être inscrits et intégrés au PLH (objectif de rénovation énergétique plus élevé, construction de logements en éco-matériaux par exemple) en plus des objectifs de rénovations énergétiques déjà inscrits dans le PLH.
- Renforcer l'adaptation de nos habitats au changement climatique en développant "l'habitat de demain"; maison sur pilotis, préfabriquée, modulable.

## **Moyen Terme Favoriser l'utilisation d'éco-matériaux pour toute rénovation ou construction**

Les actions conseillées sont les suivantes :

- Proposer des formations pour l'utilisation d'éco-matériaux.
- Encourager les professionnels à l'utilisation d'éco-matériaux (formations, sensibilisations, montrer l'intérêt pour les clients et la santé des professionnels, produits plus valorisables auprès des clients).
- Création de partenariats (économique, échange de formations, ...) entre la CdC et des professionnels qui utilisent ces techniques de construction.
- La CdC pourra mettre en avant et faire la promotion des chantiers écologiques et participatifs de l'île.
- Les professionnels du bâtiment sensibilisés et compétents pourront s'inscrire sur le réseau de référencement des professionnels de l'éco-construction (exemple Twiza).

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- ANAH
- ADEME
- Professionnels du bâtiment (réseau des éco-matériaux, syndicat, artisans)
- Chambre syndicale, chambre de commerce
- Maison éco-paysanne
- Site de référencement de professionnels (ex : Twiza)

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Professionnels
- Citoyens

### **Gains pour le territoire**

Montée en compétences des artisans. Création de valeur pour le territoire. Augmentation de l'adaptabilité des logements au changement climatique.

### **Impacts sur l'environnement**

Consommation d'énergie réduite grâce à la rénovation de logements et donc baisse de la dépendance aux énergies fossiles. Techniques de construction plus douces donc réduction des impacts néfastes sur l'environnement.

### **Freins**

Coût des rénovations et quantité de logements à rénover.

### **Opportunités**

Territoire déjà engagé dans la transition énergétique. Nombreux mécanisme financier incitatif. Contexte réglementaire national (RE 2020 (réglementation thermique)).

### **Documents de références**

PLH. Document de référence RAGE du FFB. Document Technique d'Application. Document Technique Unifié.

### **Impacts économiques**

Subventions de l'ADEME et de l'État. Développement de l'économie locale grâce à l'utilisation d'éco-matériaux.

# Axe 2 :

## Réduisons les émissions des gaz à effet de serre et améliorons la qualité de l'air

Les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique ont un impact négatif sur l'environnement et notre santé. L'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère est l'un des principaux facteurs à l'origine du réchauffement climatique. La pollution de l'air est le 5ème facteur de risque pour la santé, responsable de 7 millions de décès prématurés chaque année dans le monde.

L'île d'Oléron est déjà engagée dans une démarche de réduction des GES et d'amélioration de la qualité de l'air, le PCAET permettra de poursuivre et de renforcer cet engagement.

Dans cet axe, la stratégie est de limiter les émissions de GES ainsi que d'améliorer la qualité de l'air en agissant sur différents secteurs : les transports, le résidentiel, l'agriculture, la santé. En 2015, 124 000 tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent ont été émises sur le territoire Oléronais, provenant essentiellement des secteurs du transport (55 %) et du résidentiel (19 %). Les « produits pétroliers », comprenant notamment le fioul et les carburants, sont les énergies les plus émissives, représentant 81 % des émissions sur le territoire, ces dernières vont devenir de plus en plus rares et de plus en plus chères au cours des prochaines décennies.

Les objectifs, à terme, sont de remplacer les énergies fossiles et de changer nos pratiques dans le but de restaurer la qualité de l'air. Les enjeux concernant le secteur du transport à l'échelle de l'île d'Oléron sont de maîtriser l'usage de la voiture, de favoriser les modes doux et actifs, d'optimiser le réseau de transports en commun et d'être un territoire innovant en testant de nouvelles mobilités.

## 2-1 Créer de nouveaux plans de mobilités



### CONTEXTE

Un Plan Global des Déplacements a été voté par les élus en 2012 pour compléter le SCoT. Les enjeux à l'échelle de l'île d'Oléron étaient de maîtriser l'usage de la voiture, de réduire l'insécurité routière, d'optimiser les flux de marchandises, de favoriser les modes doux, d'optimiser le réseau de transports en commun et d'être laboratoire de recherche en testant de nouvelles mobilités. Le contexte a aujourd'hui évolué et il est

recommandé de mettre à jour ce document avec des objectifs plus ambitieux, notamment pour répondre à la transition écologique. Aujourd'hui, 55 % des émissions des GES et 39 % des émissions de NOx sur l'île proviennent des transports. À la suite du défi mobilité mis en place par la CdC en 2019, 35 % des salariés ont modifié leur pratique de façon définitive ou ponctuelle. Cependant, le taux de participation est en baisse.

### OBJECTIFS

- Lutter contre l'autosolisme
- Favoriser l'accès à d'autres moyens de mobilité que la voiture
- Encourager l'utilisation de mobilités douces et peu émettrices de GES

### ACTIONS EN COURS

Mise en place de Plan de mobilité de la CdC (2017) et d'autres entreprises. Plan Général des Déplacements (2012). Challenge de la Mobilité (2017, 2018, 2019).

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme** Elaboration d'un nouveau plan de déplacements

L'île fait face à des saturations du trafic sur certaines périodes ayant pour conséquence l'émission d'une quantité de GES importante. Les transports routiers sont responsables de 39 % des émissions de NOx qui sont deux fois plus importantes que la moyenne régionale. Deux niveaux d'ambition sont possibles pour réaliser cette action. Le plus haut étant la rédaction d'un Plan de Mobilité. Sinon, le Plan Global de Déplacements qui est un document plus souple pourra être révisé. Ce nouveau plan permettrait la mise en place d'une réflexion autour des mobilités, l'amélioration de la qualité de l'air et donc de la santé des habitants. De plus, il est conseillé de renforcer les échanges entre la CdC et les communes concernant les aménagements pour les mobilités.

#### **Court Terme** Promouvoir le challenge de la mobilité pour inciter à changer les pratiques

Il serait nécessaire d'accroître la communication portée par la CdC via un démarchage des entreprises en complément de celui de l'ADEME, des panneaux publicitaires et le site internet de la CdC. À la suite du challenge, un retour avec les entreprises, via une rencontre avec le chef d'entreprise pour présenter le PDM ainsi que par un sondage à destination des employés, pourra être réalisé afin d'observer l'évolution des pratiques.

### INDICATEURS DE SUIVI

État d'avancement du document

Nombre d'entreprises, d'employés participants

Parts des moyens de transports utilisés

Nombres de PDM créés

Nombre de chefs d'entreprises qui ont pour volonté de créer un PDM après le challenge de la mobilité et la rencontre avec un agent de la CdC

## **Moyen Terme** Inciter à la création de nouveaux Plan De Mobilité Employeur au sein des entreprises

Pour que chacun soit acteur dans la transition des mobilités, les entreprises du territoire doivent être encouragées à développer un Plan De Mobilité. Ce plan de mobilité a pour but de trouver des alternatives à la pratique de l'autosolisme. La CdC pourra accompagner les entreprises dans la rédaction de ce document et renforcer les incitations en nature (tarification spéciale pour la navette maritime, fourniture des dépliant horaires des navettes estivales/carte des pistes cyclables). La plateforme pour la mobilité inclusive sur l'île (voir fiche 2-3) pourra également assurer un soutien dans cette démarche. Au sein de ce plan, il est primordial d'inciter au télétravail. Lors de la crise sanitaire, de nombreuses entreprises ont été obligé d'instaurer le télétravail, ce qui a eu pour conséquence une réduction significative de l'émission des GES émis par le transport des migrations pendulaires. De plus, cette pratique a séduit de nombreux employés. Il faudra donc encourager les entreprises à pratiquer le télétravail de manière régulière ou ponctuelle.

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC pôle technique

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- Plateforme de mobilité inclusive (ex : Wimoov)
- Chefs et employés d'entreprises de l'île d'Oléron
- Région Nouvelle Aquitaine
- ADEME
- Océan
- Bureau d'étude

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Chefs et employés d'entreprises de l'île d'Oléron

### **Gains pour le territoire**

Utilisation moindre de la voiture. Amélioration du cadre de vie. Amélioration de l'offre de transport sur l'île.

### **Impacts sur l'environnement**

Réduction de la production des différents polluants atmosphériques. Baisse de la production de GES.

### **Freins**

Temps nécessaire aux changements de pratiques, mentalités. Temps de rédaction des plans de mobilités long.

### **Opportunités**

La crise du coronavirus a montré que le télétravail était possible. Prise de conscience au changement climatique. Démocratisation des moyens de mobilités douces.

### **Documents de références**

PGD. Fiche 2-3 du PCAET.

### **Impacts économiques**

## 2-2 Développer les connaissances et compétences du personnel en matière de santé environnementale



### CONTEXTE

D'après l'OMS, la santé environnementale comprend les aspects de la santé humaine et la qualité de la vie, qui sont déterminés par l'ensemble des facteurs de notre environnement (physiques, chimiques, biologiques...). Elle est liée à la prise en compte de l'impact des polluants sur la santé, qu'ils soient locaux ou globaux.

La qualité de l'environnement influe sur notre santé. Ce n'est plus aujourd'hui une interrogation mais bel et bien un constat. L'air que nous respirons, l'eau et les

aliments que nous ingérons, le bruit auquel nous sommes exposés, influent tous de manière plus ou moins directe sur notre santé.

Sans attribuer à la dégradation de l'environnement la responsabilité unique de l'apparition de pathologies, on observe néanmoins ces dernières décennies une augmentation du nombre de maladies qui peuvent être fortement liées à l'état de l'environnement.

### OBJECTIFS

- Prévenir les risques sanitaires liés à l'environnement, notamment liés à la qualité de l'air intérieur
- Réduire la présence de substances toxiques dans l'environnement intérieur (Matériaux utilisés, produits d'entretiens et d'hygiène utilisés)

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

**Moyen Terme** Encourager l'utilisation de produits d'entretien dits écologiques et revoir les pratiques de travail pour protéger la santé du personnel

Les actions suivantes peuvent être réalisées pour atteindre cet objectif :

- Réaliser un diagnostic des structures qui sont gérées par la CdC puis l'étendre aux structures communales sur les pratiques d'entretien, les produits utilisés, les habitudes de travail.
- Formation des agents d'entretien de ces structures. Créer une formation valorisante avec le GLEMO sur les bonnes pratiques.
- Formation des agents territoriaux pour mettre en avant les produits vertueux dans les appels de marchés publics (comment différencier un produit vertueux d'un autre, etc.). Mettre en place la même démarche pour le choix du mobilier, du revêtement et de l'ensemble du matériel favorisant au mieux une bonne santé environnementale.
- Mutualisation des commandes de produits vertueux pour l'entretien, et l'hygiène. Cette démarche permet de limiter l'émission des GES due au transport des nombreuses livraisons.

### INDICATEURS DE SUIVI

Création de la formation

Nombre d'agents qui ont suivi la formation

Réalisation du référentiel achat pour les produits vertueux

## **Moyen Terme** Intégrer la santé environnementale dans les actions des services communaux et intercommunaux

La santé environnementale peut être intégrée de façon transversale dans des événements ou actions réalisées par les différents services. ("Mois sans tabac" en lien avec la ROD, sensibilisation à la bonne nutrition, lutte contre les pesticides pour le service agriculture, sensibilisation à la qualité de l'air en lien avec le pôle technique et la mobilité, sensibilisation aux espèces de plantes allergisantes en lien avec services espaces naturels). Le but est que chaque service se rende compte que ses actions ont des impacts sur la santé environnementale.

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC
- GLEMO

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- Élus
- Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS)
- Education nationale
- CPAM
- ARS
- ATMO
- IREPS

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Personnels

### **Gains pour le territoire**

Montée en compétence du personnel. Amélioration de la qualité de vie.

### **Impacts sur l'environnement**

Amélioration de la qualité de l'air intérieur des bâtiments. Diminution des GES liées aux transports. Montée en compétence des agents sur le volet santé et environnement.

### **Freins**

Thématique encore trop peu connue et intégrée par les citoyens.

### **Opportunités**

Plan de formation de l'ADEME.

### **Documents de références**

Contrat local de santé (deux fiches sur la santé environnementale). Diagnostic du PCAET. PRSE.

### **Impacts économiques**

Coût d'investissement des formations des professionnels. Réduction indirecte des dépenses publiques pour la santé lié à l'amélioration du cadre de vie.

## 2-3 De nouveaux outils pour se déplacer autrement



### CONTEXTE

L'île d'Oléron est caractérisée par un usage de la voiture excessif, source de pollution et de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Il n'est plus à prouver qu'il est temps d'adopter des mobilités plus propres. Pour se déplacer autrement, les Oléronais doivent avoir toutes les informations nécessaires. En France, de nombreux

territoires se sont dotés d'outils innovants pour favoriser l'accès à une mobilité douce et peu polluante. L'offre de transport étant amenée à évoluer sur l'île, l'information et la sensibilisation sont nécessaires afin de faire connaître aux usagers les différents modes de transport qui permettent une alternative à la voiture particulière.

### OBJECTIFS

- Donner accès à une nouvelle mobilité pour tous
- Rendre accessible l'information pour encourager les citoyens à adopter des moyens de transport plus durables
- Donner la possibilité aux citoyens de s'exprimer sur les mobilités

### ACTIONS EN COURS

Partenariat avec l'application sur smartphone Loopi pour créer des itinéraires touristiques à vélo. Durée des différents trajets inscrits sur les cartes sur les pistes cyclables.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Installer une plateforme pour la mobilité inclusive sur l'île

Le but serait de proposer un accompagnement personnalisé pour les publics en situation de fragilité (séniors, personnes en insertion professionnelle ou en situation de handicap). L'objectif pour le bénéficiaire de l'aide est de devenir autonome dans sa mobilité, de façon durable et responsable. L'aide peut aussi bien être pédagogique que matérielle ou financière. Cela pourra aussi être effectué par un chargé de mission en mobilités inclusive.

#### **Court Terme** Une application pour tous les déplacements

Deux niveaux d'ambitions sont envisageables. Le plus ambitieux serait de créer une application qui recense des itinéraires vélos sécurisés et rapides aussi bien pour les touristes que pour les actifs oléronais, les aménagements vélos (parking), les parcours des navettes et bus, avec possibilité de faire remonter des problèmes, défauts ou dangers sur la voirie directement aux services techniques de la CdC. Le second niveau d'ambition serait de promouvoir la plateforme régionale Modalis (<https://modalis.fr/fr/>), en proposant des améliorations de celle-ci.

### INDICATEURS DE SUIVI

Avancée des accords entre la plateforme de la mobilité inclusive et la CdC

Avancée de la création de l'application et sa communication

Avancée de la création du guide et de sa distribution

Nombre d'utilisateur de l'application

Guide disponible chez tous les partenaires (acteurs publics, tourisme, ...)

## **Court Terme** Un nouveau guide pour compléter l'application

Afin de sensibiliser le public autrement que via l'informatique, il est conseillé d'éditer un guide reprenant les éléments de l'application et de le rendre disponible chez les organismes publics et partenaires (campings, commerces, entreprises...).

## **Moyen Terme** Revoir la place des véhicules des collectivités

Une réflexion peut s'initier pour revoir la place des véhicules utilitaires des collectivités territoriales et leur énergie de fonctionnement. De plus, il serait intéressant de chercher à optimiser la flotte de véhicule notamment avec le dispositif de l'ADEME Mobilipro.

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC pôle technique

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- Plateforme de la mobilité inclusive
- Acteurs relais du tourisme
- Services techniques
- Région (pour la plateforme Modalis)
- Office de Tourisme

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Touristes
- Citoyens

### **Gains pour le territoire**

Baisse du trafic routier et amélioration du cadre de vie. Amélioration de l'offre de transport pour les actifs et les touristes.

### **Impacts sur l'environnement**

Baisse de la production des GES et des polluants atmosphériques.

### **Freins**

Budget nécessaire à la création des différentes offres.

### **Opportunités**

Délégation à la plateforme de compétences sur les déplacements.

### **Impacts économiques**

Attraction de nouveaux actifs sur l'île. Baisse de coûts de gestion du parc de véhicules des collectivités.

## 2-4 Renforcer les aménagements pour la pratique du vélo



### CONTEXTE

Le développement du vélo est une politique importante pour la CdC et les communes. Trois "Plan Vélo" se sont succédé pour permettre le déplacement des touristes en sécurité et dans un cadre optimal. Aujourd'hui, un projet de Trans-Oléronaise est en cours et permettra aux Oléronais d'effectuer rapidement des déplacements

quotidiens autres que dans un but touristique (domicile-travail, déplacements utilitaires et scolaires). L'île d'Oléron est un territoire relativement plat et donc idéal pour les déplacements en vélo, qui sont de plus en plus courants. Il est nécessaire d'accompagner et d'amplifier ce changement de pratique.

### OBJECTIFS

- Permettre à toutes et à tous de se déplacer à vélo en sécurité et facilement
- Rendre l'accès au vélo classique et/ou électrique aux habitants

### ACTIONS EN COURS

Réalisation du Plan Vélo 3 (arrêté de DUP à venir pour lancer l'acquisition des parcelles si nécessaire). Lancement d'une étude pour la construction de la Trans Oléronaise (piste cyclable pour déplacements utilitaires des actifs, traversant l'île du Nord au Sud et reliant les différentes communes). Aide à l'achat de VAE de 100€, parking à vélo près des plages.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### Moyen Terme Une location longue durée de vélo

Proposer une offre de location de vélo classique, électrique (VAE) ou cargo au mois ou à l'année pour donner à chacun la possibilité de se déplacer à vélo sans engendrer de frais trop importants. Ainsi, cela permettrait de développer une offre de mobilité pour les nouveaux actifs via une transition facile au vélo pour ceux qui souhaitent changer leurs pratiques. Aucune concurrence avec les loueurs de vélo n'aura lieu car cette offre ne concerne pas les touristes.

#### Court Terme Développer les vélos-écoles et ateliers participatifs de réparation de vélo pour tous les publics

Il existe actuellement en 2020 un atelier participatif sur l'île, basé à la Cailletière s'appelant re-cycle. Il faudrait continuer et développer cette démarche.

#### Court Terme Analyser la place du vélo en ville dans le but d'améliorer et d'harmoniser la signalétique

Il serait nécessaire de réaliser un état des lieux à l'échelle communale de la place du vélo pour permettre d'appréhender les améliorations futures (signalétique, sécurité du cycliste).

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de vélos loués en longue durée

Evolution du nombre d'accidents de vélo par rapport au nombre d'utilisateurs

Nombre de nouvelles places de stationnement de vélo

Nombre de vélos loués

Baisse de la part d'accident de vélo par rapport au nombre de vélo dans toutes les communes

## Court Terme Création de nouveaux parkings à vélo

- Recensement des emplacements où la localisation d'un parking à vélo serait nécessaire.
- Création de nouveaux parkings à vélo aux localisations identifiées et développement de parkings à vélo temporaires pour la période estivale.

## Court Terme Gardiennage de vélos

Mettre en place du gardiennage de vélos aux abords des plages pour encourager les utilisateurs de vélo et VAE à venir sans risquer de se faire voler leur véhicule en période de forte affluence. Contre une faible somme, il serait possible d'accrocher son vélo dans un parking fermé et surveillé par un employé. Cet aménagement serait démontable pour ne pas gêner hors-saison.

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle technique
- Communes

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Associations de cyclistes
- Loueurs de vélo
- ONF

### CIBLES DES ACTIONS

- Touristes
- Citoyens

### Gains pour le territoire

Désengorgement des voitures sur les axes principaux en saison estivale.  
Amélioration du cadre de vie et de l'offre de mobilité à vélo pour les actifs et les touristes.

### Impacts sur l'environnement

Baisse de la production des GES et des polluants atmosphériques.

### Freins

Coûts d'investissements pour la mise en place des projets.

### Opportunités

Démocratisation du vélo. Territoire très plat qui permet des déplacements à vélo faciles.

### Documents de références

Plan vélo 3. Loi d'Orientation des Mobilités. Carte des ateliers participatifs en France ([https://www.heureux-cyclage.org/les-ateliers-en-france?afficher\\_gis=oui](https://www.heureux-cyclage.org/les-ateliers-en-france?afficher_gis=oui)).

### Impacts économiques

Retombées économiques grâce au gardiennage de vélos et à la location des vélos et VAE. La création d'un ETP est nécessaire pour gérer la location longue durée de vélos.

## 2-5 Renforcer les aménagements pour les déplacements piétons



### CONTEXTE

L'île d'Oléron a une identité territoriale marquée par des centre-bourgs denses. Cependant, ils sont fréquemment aménagés en faveur des véhicules motorisés, engendrant des espaces piétons étroits, désagréables, voire inexistantes ou inaccessibles pour les PMR ainsi que les poussettes.

Ainsi, les Oléronais sont indirectement incités à utiliser leur voiture, pourtant, les déplacements de moins de deux kilomètres peuvent être effectués à pied, en moins de trente minutes. La marche permet d'intégrer l'activité physique à sa routine quotidienne, c'est un choix écologique et économique.

### OBJECTIFS

- Redonner une place importante aux piétons dans les centres urbains
- Diffuser et faire connaître tous les cheminements piétons des communes pour encourager les déplacements à pied

### ACTIONS EN COURS

Hypercentre rendu en partie ou totalement piéton en période estivale à Saint Pierre d'Oléron et Saint-Trojan-les-Bains. Création de panneaux de signalisation piétons dans l'hypercentre indiquant les chemins à suivre pour trouver chaque magasin à Dolus

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### Court Terme Piétonnisation estivale

Il est conseillé de rendre les centre-bourgs et centres-villes piétons lors des périodes estivales afin de faciliter le déplacement des habitants et des touristes et de limiter l'usage de la voiture. Les commerces et artisans auront ainsi plus de visibilité. Des bornes escamotables peuvent être mises en place pour permettre de laisser passer les véhicules des habitants et des livraisons.

#### Court Terme Carte piétonne

Afin de faciliter et d'encourager les déplacements piétons, des cartes piétonnes fixes peuvent être créées dans les villes indiquant, comme les cartes vélos, les temps de trajets et les différents chemins possibles pour se rendre d'un point à un autre. La signalétique piétonne devra être pensée en conséquence.

#### Moyen Terme Nouveaux parcours découverte du patrimoine à pied en centre-ville

L'objectif est de faire découvrir les lieux stratégiques des centres-bourgs et centres-villes : commerces, aménagements, patrimoines via de nouveaux parcours du patrimoine et de la ville. Le but étant de faire prendre conscience qu'il est possible de ne pas utiliser la voiture pour découvrir un territoire. Ces parcours peuvent être mis en place par les communes ou par Terra Aventura.

### INDICATEURS DE SUIVI

Etat d'avancement de la piétonnisation des centres-villes

Nombre de panneaux installés

Création des parcours Terra Aventura dans chaque centre-ville et centre-bourg

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC TEPos
- Communes

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Terra Aventura (Charentes Tourisme)
- Oléron Visite Patrimoine

## CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens

### Gains pour le territoire

Amélioration du cadre de vie et de la santé pour les piétons. Amélioration de l'offre touristique. Réduction de la prise de la voiture et désengorgement des routes.

### Impacts sur l'environnement

Baisse de la production de GES due aux voitures.

### Freins

La CdC n'a pas la compétence voirie.

### Opportunités

L'aménagement des centres-villes et centres-bourgs sont propices au développement du déplacement piéton. Le climat oléronais de la période estivale est favorable à ces actions.

### Impacts économiques

Meilleure visibilité des commerces grâce à la piétonisation et aux parcours découvertes entraînant des retombées économiques locales.

## 2-6 Renforcer les aménagements et les dispositifs pour les transports en commun



### CONTEXTE

À Oléron, l'offre de transports en commun est axée sur une courte période, notamment avec les navettes estivales. Pourtant, les besoins sont aussi présents tout au long de l'année. Or seules trois lignes de bus réalisent entre deux et cinq passages par jour et desservent sept arrêts sur le territoire. Elles sont disponibles uniquement

hors saison estivale.

Des actions d'amélioration sont donc possibles dans ce domaine, dans le but de proposer des alternatives à la voiture particulière et de rendre l'île d'Oléron accessible pour les individus ne possédant pas de véhicule.

### OBJECTIFS

- Permettre aux habitants d'utiliser les transports en commun tout au long de l'année
- Rendre possible les déplacements plurimodaux
- Faciliter l'arrivée sur l'île aux voyageurs autrement que par leur véhicule particulier

### ACTIONS EN COURS

Projet de recherche du département sur les nouvelles énergies pour les mobilités.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Prolonger la période des navettes estivales

Les navettes sont actuellement disponibles en juillet et en août. L'objectif est de faire fonctionner les lignes estivales sur une période plus large de juin à septembre et durant les vacances de Pâques et de la Toussaint. De plus, il est conseillé de choisir des navettes à énergie propre.

#### **Court Terme** Inciter les voyageurs à venir sur l'île autrement qu'en voiture

Actuellement, la majorité des touristes arrive sur l'île en voiture. Seule une minorité des voyageurs utilise les navettes maritimes et les bus.

Il est recommandé de développer un réseau de partenaires pour la mise en place de réductions (location vélo, logements) à destination des personnes qui se rendent sur l'île sans voiture. Des réductions pourraient également s'appliquer sur la navette maritime entre La Rochelle et l'île d'Oléron pour les voyageurs qui viennent passer des vacances à Oléron.

#### **Moyen Terme** Favoriser le transport multimodal

Le vélo étant très prisé sur l'île, les transports en commun doivent inclure la possibilité de voyager avec un vélo. La CdC pourrait inciter la région à inclure un tel dispositif dans leurs transports en commun. Il est aussi nécessaire d'adapter l'offre de navettes estivales afin qu'elles soient adaptées au transport de vélos (remorque à vélos, espace réservé à bord des navettes).

### INDICATEURS DE SUIVI

Evolution dans la création des nouvelles lignes de bus

Suivi des accords avec la région

Nombre de bus qui possèdent un moyen de transporter les vélos

Allongement du fonctionnement des navettes estivales

Nombre de nouvelles lignes de bus qui sont créées

Nombre de personnes qui viennent sur Oléron sans voiture

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle technique
- Région Nouvelle-Aquitaine

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Région Nouvelle Aquitaine
- Communes
- Compagnies de bus régionales
- CdA de La Rochelle

## CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens
- Touristes

### Gains pour le territoire

Désengorgement des voitures sur les axes principaux. Limitation de la voiture. Réduction de GES et de la dépendance aux énergies fossiles. Amélioration de l'offre touristique.

### Impacts sur l'environnement

Réduction de la pollution atmosphérique et des émissions de GES dû à la diminution du nombre de voitures sur l'île.

### Freins

Coût du prolongement dans le temps des navettes estivales.

### Opportunités

Encouragement des voyageurs à prendre le train. Prise de conscience collective vis à vis de la voiture.

### Impacts économiques

Investissement de la part de la CdC afin de proposer des modes de transports plus vertueux.

## 2-7 Protéger la santé des jeunes enfants en améliorant la qualité de l'air intérieur dans les lieux de la petite enfance



### CONTEXTE

Les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique ont un impact négatif sur l'environnement et sur la santé de la population qui n'est plus à démontrer. La qualité de l'air des lieux clos est un enjeu primordial, nous passons plus de 80-90 % de notre temps dans les lieux clos confinés qui peuvent présenter des pollutions spécifiques. Depuis 2018, les textes de lois rendent obligatoires les mesures de la qualité de l'air dans les crèches et écoles maternelles. Dans les écoles élémentaires et les centres de loisirs cela s'applique depuis 2020. Les professionnels

des établissements accueillant des jeunes enfants doivent être mobilisés, et formés pour assurer une large diffusion des messages de prévention. Ils sont directement en contact avec les enfants et leurs parents, et ont ainsi un rôle essentiel de transmission des informations et des gestes de bonne conduite pour accompagner la santé de tous. Suite à la crise sanitaire et l'accentuation des règles d'hygiène, il est indispensable d'utiliser des produits qui protègent la santé des utilisateurs et l'environnement.

### OBJECTIFS

- Prévenir les risques sanitaires liés à l'environnement, et notamment la qualité de l'air intérieur
- Réduire la présence de substances toxiques dans l'environnement intérieur (mobilier et matériaux utilisés, produits d'entretiens utilisés, revêtements de sol, système d'aération, etc.)

### ACTIONS EN COURS

Via le Contrat Local de Santé, un diagnostic de la qualité de l'air au sein des bâtiments appartenant à la CdC a été réalisé, notamment dans les crèches de Dolus d'Oléron et de Saint-Georges d'Oléron. Un accompagnement des crèches c'est fait à deux niveaux par la mise en place d'une crèche témoin (bâtiment, équipement et fonctionnement exemplaire vis à vis de la qualité de l'air) et d'un changement de pratiques visant à la réduction des polluants utilisés dans l'ensemble des activités quotidiennes.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

**Court Terme** Sensibiliser et former le personnel des établissements accueillant des jeunes enfants pour agir de façon à diminuer les risques d'exposition à des substances présentes dans l'environnement intérieur.

**Moyen Terme** Favoriser l'utilisation de produits d'entretien et d'hygiène éco-labellisés européens et écologiques pour la CdC et les communes afin de réduire la présence de substances chimiques dans l'air au sein des accueils de loisirs et des crèches.

### INDICATEURS DE SUIVI

Analyse de la qualité de l'air (quantité de PM10)

Nombre d'agents formés

Réalisation du référentiel "achat" (pour l'achat de produits éco-labellisés)

Quantité de produits éco-labellisés achetés

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC Oléron (Santé, Service enfance jeunesse, TEPOS, Service technique)

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS)
- CPAM et CAF
- Associations gérant certaines crèches
- ATMO
- IREPS

## CIBLES DES ACTIONS

- Personnel des crèches
- Parents d'élèves

### Gains pour le territoire

Amélioration de la santé des enfants. Montée en compétences du personnel des crèches.

### Impacts sur l'environnement

Réduction de l'utilisation de produits chimiques et nocifs pour l'environnement.

### Freins

### Opportunités

Actions déjà en cours.

### Documents de références

Contrat local de santé 2. Diagnostic du PCAET. PRSE.

### Impacts économiques

## 2-8 Un chauffage au bois responsable et moins polluant



### CONTEXTE

L'un des objectifs du PCAET est de faire du bois énergie la première source d'énergie renouvelable de l'île et ainsi de le substituer au chauffage au fioul. Par ailleurs, les foyers ouverts sont une source importante de COVNM et de NOx sur l'île. Les émissions de COVNM sont deux fois supérieures à celle de la région rapportées au nombre d'habitants. Ces particules ont des conséquences sur la santé et

l'environnement. Il est ainsi nécessaire d'encourager le remplacement des chaudières fioul et des anciens chauffages à bois très émetteurs de polluants atmosphériques par des chauffages à bois ou à granulés à foyer fermé. Cette démarche devrait se conjuguer avec une rénovation des logements concernés.

### OBJECTIFS

- Développer le bois énergie sans polluer davantage l'air
- Apporter une solution de chauffage plus performante aux habitants
- Augmenter la part d'énergie renouvelable sur l'île

### ACTIONS EN COURS

Aides financières pour l'installation d'un équipement type poêle à bois ou à granulés grâce aux conseils et à l'accompagnement de la plateforme de la rénovation énergétique.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### Moyen Terme Réduire les émissions de COVNM et NOx

- Poursuivre la démarche de remplacement des chaudières anciennes au fioul, à bois (foyer ouvert) et à gaz par des dispositifs de chauffage à bois performants et moins émetteurs de polluants atmosphériques.
- Concernant les aides financières délivrées par la plateforme de la rénovation énergétique, il est conseillé de ne subventionner que des chauffages à bois à foyer fermé, peu polluant.

#### Moyen Terme Créer un groupement de commandes pour l'achat de bois énergie

Les pollutions issues du chauffage au bois proviennent également de sa livraison, qui est source d'une quantité importante de GES. Afin d'y remédier, un groupement de commandes pourrait être mis en place.

Ainsi, dans un premier temps, il serait nécessaire de réaliser un recensement du potentiel énergétique pour la sylviculture local (en Charente-Maritime ou en Nouvelle-Aquitaine), puis d'établir un partenariat avec une exploitation de bois durable. À la suite de cela, les Oléronais pourront faire part de leurs besoins en bois directement à l'organisme en charge du groupement de commandes. À la suite d'un appel d'offre, le bois serait commandé et livré en une fois. Ce groupement de commandes permettrait un coût du bois plus bas pour les clients, et assurera un approvisionnement en bois durable.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de subventions de la CdC pour poêle à bois ou à granulés

Nombre de dispositifs de chauffage à bois peu émetteur de polluants atmosphériques installés

Taux de conversion du chauffage au fioul ou anciens en chauffage à bois

Diminution de consommation énergétique sur le volet résidentiel

Baisse des émissions de NOx et de COVNM liées au résidentiel

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- ADEME
- Les fournisseurs d'énergie
- Communes (relais)

## CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens

### Gains pour le territoire

Une meilleure isolation permet de diminuer la quantité de ressources utilisées pour le chauffage et engendre une économie de transports et une réduction de la dépendance aux énergies fossiles.

### Impacts sur l'environnement

La performance énergétique est meilleure grâce au chauffage au bois, mais contribue à l'émissions de polluants atmosphériques, qui sont déjà supérieurs à la moyenne du département et de la région. Le bois issu du groupement de commandes doit provenir d'une gestion durable des forêts, et inclure cette production de bois énergie pour ne pas créer de monoculture ou encourager la déforestation.

### Freins

Coût plus élevé des dispositifs de chauffage au bois (poêles à foyer fermé) moins polluants.

### Opportunités

La plateforme de la rénovation énergétique est déjà dans la démarche d'encourager les particuliers à changer leur chauffage ancien.

### Documents de références

Territoires ayant mis en place un groupement de commande de bois énergie : Ville de Morangis et Territoire de La Roche-Jaudy.

### Impacts économiques

Baisse du prix du bois pour les clients.

## 2-9 Agir sur les produits phytosanitaires et risques émergents



### CONTEXTE

Les pathologies respiratoires peuvent être favorisées par différents facteurs environnementaux, comme les produits phytosanitaires, la présence dans l'air de perturbateurs endocriniens, de pollens.

Les pesticides sont des produits chimiques utilisés pour la protection des cultures contre les maladies, les insectes ravageurs ou les "mauvaises herbes". Ces intrants utilisés pour le traitement de terres cultivées peuvent représenter jusqu'à 60 % du chiffre d'affaire d'une exploitation agricole. Ce coût économique s'ajoute à un impact environnemental désastreux : certaines molécules sont à l'origine d'une part importante de la pollution de l'air (émissions de GES), des eaux et des sols, causent des dommages sur la santé des agriculteurs et de leurs consommateurs,

contribuent au changement climatique, nuisent ou détruisent la biodiversité locale à moyen ou long terme (FNE, 2015). Ils peuvent également être utilisés par des particuliers.

Les perturbateurs endocriniens sont des composés qui déstabilisent le système hormonal des êtres vivants. Ils ont un impact négatif sur l'environnement. Ces substances entrent en contact avec notre corps par inhalation, par ingestion ou se déposent directement sur notre peau via des produits d'entretien, des cosmétiques ou des vêtements. Ils peuvent avoir des conséquences sur les fonctions vitales tels que la croissance, la reproduction, le comportement... Il est donc indispensable de comprendre les risques auxquels ils sont associés.

### OBJECTIFS

- Faire prendre conscience aux agriculteurs, aux collectivités et aux particuliers des enjeux de santé environnementale liés aux pesticides et aux perturbateurs endocriniens
- Diminuer l'utilisation de produits phytosanitaires dans les pratiques des agriculteurs, des collectivités et des particuliers

### ACTIONS EN COURS

Les espaces verts entretenus par la CdC sont zéro phyto. De plus, à compter de 2020, une exonération de taxe foncière (part intercommunale) sera en vigueur pour les parcelles agricoles exploitées selon le mode de production biologique.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Réaliser des mesures de produits phytosanitaires dans l'air

Ce suivi pourrait être accompagné par une Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air.

#### **Moyen Terme** Former et sensibiliser les agents des collectivités territoriales à la thématique des produits phytosanitaires, des perturbateurs endocriniens et des plantes allergisantes

Les collectivités peuvent agir en limitant l'utilisation des produits phytosanitaires et comprenant des perturbateurs endocriniens dans leurs pratiques (entretien des espaces verts et des bâtiments). De plus, il est possible de limiter la plantation d'arbres et de plantes à fort potentiel allergisant. Il est nécessaire d'intensifier l'information sur les risques allergiques liés aux pollens et d'assurer la diffusion de calendriers polliniques adaptés. Certaines plantes allergisantes sont des Espèces Exotiques

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de formations et/ou rencontres

Nombre de supports d'information créés et diffusés

**Long Terme** Sensibiliser et accompagner les exploitants agricoles dans la mise en œuvre de pratiques alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires (lien avec la fiche 3-1)

- Rencontre entre des exploitants qui utilisent des pesticides et des agriculteurs qui ont changé leur mode de fonctionnement.
- Encourager la labellisation Haute Valeur Environnementale.
- Développer les exploitations engagées dans une démarche d'agriculture biologique et/ou de conservation.
- Proposer des formations pour permettre les changements de pratiques.
- Inciter l'utilisation d'équipements agricoles qui limitent la dissipation des produits phytosanitaires dans l'environnement (épandage, rinçage du matériel agricole...).

Nombre d'exploitations en agriculture biologique ou terre de conservation.

Nombre d'exploitation en HVE, Agriculture Biologique ou autres labels

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC Développement économique, ROD, pôle santé et Pôle technique

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Région Nouvelle-Aquitaine
- Agence Régionale de Santé
- ATMO

### CIBLES DES ACTIONS

- Exploitants agricoles
- Citoyens

### Gains pour le territoire

Le territoire pourra bénéficier d'une meilleure qualité de l'air donc d'une meilleure qualité de vie.

### Impacts sur l'environnement

En France en moyenne, la sensibilisation à l'utilisation de pesticides et à des modes de gestion plus respectueux permettra d'alimenter une dynamique vertueuse sur les systèmes de production et la qualité de vie en général.

### Freins

Pour les agriculteurs, il existe des freins aux changements des pratiques agricoles par rapport aux risques économiques, à la diminution du rendement et aux pressions liées ravageurs et aux maladies. La fiabilité économique est nécessaire.

### Opportunités

Prise de conscience face aux effets néfastes sur la santé des produits phytosanitaires et volonté de manger bio de la population.

### Documents de références

Procédure de certification environnementale. PRSE. Liste des produits autorisés amateurs actualisée le 12 juin 2020. Fiche EE1 du DOCOB. Fiche action 3-1 du PCAET.

### Impacts économiques

## 2-10 Entretien des espaces verts avec des méthodes plus vertueuses



### CONTEXTE

Le fauchage le long des pistes cyclables nécessite un entretien important. Il s'effectue à l'aide d'un tracteur-gyrobroyeur qui est source d'émissions de GES.

Actuellement, les engins agricoles se trouvent à Ors, dans le sud de l'île. C'est un inconvénient lorsque les espaces verts à entretenir se trouvent au nord de l'île car il faut se déplacer avec les engins agricoles pour traverser l'île, ce qui pourrait être évité s'ils étaient différemment répartis et entreposés sur le territoire.

Une gestion moins émettrice de GES pourrait être mise en place pour éviter l'utilisation d'engins agricoles, responsables de pollutions atmosphériques et de

contribution au réchauffement climatique.

La crise sanitaire de 2020 a eu pour conséquence l'arrêt de l'entretien des espaces verts et des pistes cyclables pendant près de deux mois. Cet arrêt a permis le développement de la biodiversité aux abords des pistes et a parfois montré la présence d'espèces peu communes comme les orchidées. Un entretien intensif le long des pistes n'est pas forcément nécessaire tant que la sécurité des usagers est assurée.

### OBJECTIFS

- Réduire l'émission de GES en changeant de mode de gestion
- Limiter l'usage de produits issus du pétrole
- Assurer la sécurité des cyclistes avec une piste propre en permettant à la biodiversité de se développer

### ACTIONS EN COURS

Test d'entretien des pistes cyclables par traction animale sur une portion de trente kilomètres. Programme "prairies fleuries" le long de certaines pistes cyclables prévu pour 2021.

### PROPOSITIONS D'ACTIONS 2021-2027

**Court Terme** Entretien des pistes cyclables à l'aide d'un gyrobroyeur tracté par un animal.

Ce dispositif serait à mettre en place sur les zones adaptées aux animaux (pente, largeur de la piste, ...).

**Court Terme** Revoir l'organisation de la localisation des engins agricoles

Le but est d'éviter que tous les engins soient stockés à Ors afin d'optimiser leurs déplacements lorsqu'ils sont utilisés et ainsi de limiter les GES et émissions de polluants (possibilité de déplacer certains engins à l'aéroport).

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de kilomètres de pistes cyclables entretenues par traction animale

## **Court Terme** Limiter le fauchage le long des pistes cyclables

Afin de limiter l'utilisation de tracteur-gyrobroyeur et de valoriser la biodiversité le long des pistes. Il est nécessaire de trouver un compromis entre le développement de la biodiversité et des pistes "propres" pour assurer la sécurité des utilisateurs :

- Actions pédagogiques de communication sur la fauche tardive, et sur la biodiversité qu'on peut retrouver. Actions de sensibilisation sur la biodiversité commune, sur la notion de "propreté" et l'étendre aux espaces verts des centres urbanisés.
- Réalisation du programme "pistes fleuries".

## **Court Terme** Intégrer des plantes vivaces et autochtones

Dans les espaces verts communaux et intercommunaux. Ces plantes nécessitent moins d'eau et demandent un entretien moins régulier.

Nombre de kilomètres de pistes qui font partis du programme "pistes fleuries"

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC pôle technique

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- Partenaire pour traction animale
- CdC service espaces naturels

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Usagers des pistes
- Service espaces verts des communes

### **Gains pour le territoire**

Amélioration du cadre de vie des habitants. Développement de la faune et de la flore locale.

### **Impacts sur l'environnement**

Risque d'émissions de GES augmenté à cause d'une durée d'utilisation plus élevée du gyrobroyeur tracté par un cheval.

### **Freins**

L'évolution naturelle des pistes cyclables est perçue par des utilisateurs de façon négative. Elle considérée comme non entretenue et "sale".

### **Opportunités**

L'action d'entretien des pistes cyclables par traction animale a déjà été testé sur une portion de trente kilomètres.

### **Impacts économiques**

Coûts de l'entretien et du stockage de matériels évités.

# Axe 3 :

## Préservons et valorisons nos ressources naturelles pour s'adapter au changement climatique

L'île d'Oléron est connue pour ses paysages et son cadre de vie naturelle. De ce fait, il est indispensable de s'adapter et d'atténuer le changement climatique afin de préserver les ressources naturelles du territoire. Ces espaces sont soumis à des fortes pressions du fait des risques littoraux tels que la submersion et l'érosion marine, les activités humaines telles que le tourisme, les loisirs, la pêche. Certaines sont exposées à des pressions humaines et climatiques tout au long de l'année comme les sols agricoles, d'autres le sont uniquement en période estivale comme l'eau potable dont l'approvisionnement dépend entièrement du continent.

D'autre part, les ressources naturelles telles que les marais, les forêts (26 % du territoire), la végétation, fournissent des services écosystémiques indispensables et contribuent à la lutte contre le changement climatique : stockage de carbone, purification de la qualité de l'air, apport de fraîcheur, lutte contre l'érosion, refuge pour la biodiversité. Ainsi, ces services écosystémiques, peuvent être conservés et renforcés grâce à une gestion durable et adaptée de ces écosystèmes.

Les conséquences du changement climatique ont des impacts directs sur les ressources naturelles. Par conséquent, il est aujourd'hui primordial pour l'île de préserver et de valoriser les ressources naturelles de son territoire mais aussi par ses influences, celles des territoires voisins.

## 3-1 Développer les pratiques agroécologiques



### CONTEXTE

L'agriculture est le troisième secteur qui engendre le plus d'émissions de GES sur l'île d'Oléron (10 % en 2015). Il est indispensable d'inciter aux changements de pratiques des exploitants agricoles. Ainsi, il est nécessaire d'agir sur les exploitants déjà présents et d'accompagner les nouveaux agriculteurs (même si certains documents d'urbanismes et lois comme la loi Littoral rendent difficile leur implantation).

L'agroécologie est une alternative possible. Il s'agit de concevoir des systèmes de production agricole basés sur les fonctionnalités des écosystèmes. Cela permet de diminuer les pressions sur l'environnement, de préserver des ressources naturelles, d'assurer la durabilité des productions et la diversité des milieux et des paysages.

La nature, les sols étant les facteurs de production, il est indispensable de maintenir leurs capacités de renouvellement. L'agroécologie, contrairement aux systèmes d'agricultures conventionnels permet de maintenir les services écosystémiques comme le stockage de carbone, le maintien de l'humidité ou la lutte contre l'érosion, fournis par le sol et la végétation.

L'agroécologie est un ensemble de méthodes que chaque exploitant adopte en fonction des spécificités de son exploitation. Il n'existe pour le moment aucune certification distinctive (ex : label) pour distinguer l'agroécologie. Aujourd'hui, de plus en plus d'exploitations orientent leur système dans ce sens.

### OBJECTIFS

- Mettre en lumière les avantages du territoire dans l'agroécologie
- Développer les outils techniques pour permettre le développement de pratiques agroécologiques adaptées au territoire
- Préserver les sols, la biodiversité et les ressources

### ACTIONS EN COURS

Plantation d'arbres et de haies végétales. Conduite d'une expérimentation collective sur 3 ans de lutte biologique contre les tordeuses de la vigne par la méthode de confusion sexuelle. Organisation d'une formation "Sols vivants, couverts permanents et pratiques agroforestières en viticulture". Réhabilitation de friches avec expérimentation de BRF et couverts végétaux (légumineuses). Comité pour le Développement d'une Agriculture Durable (CDAD) (2011). Charte agricole de l'île d'Oléron protection des espèces autochtones (oignon) (2012). Aide financière pour la certification "Agriculture Biologique".

## PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

### **Moyen Terme** Permettre l'installation d'exploitations agricoles durables et vertueuses

- Renforcer l'axe 4 de la charte agricole "Systèmes et pratiques d'exploitation durable". Au sein de cet axe certaines actions peuvent être reconduites comme la formation sur l'éco-conduite et banc d'essai tracteur pour diminuer les émissions de GES liées à une mauvaise utilisation/réglages des engins agricoles. (en lien avec fiche 2-10)
- Développer le bail rural à clause environnementale (autrement dit "bail environnemental"). Cela implique l'achat des terres agricoles par la CdC. Il permet d'établir entre le bailleur (loueur) et le preneur (agriculteur) des conditions plus exigeantes en matière d'environnement pour engager des pratiques plus vertueuses de l'environnement par les nouveaux exploitants agricoles.
- Accompagner les agriculteurs dans l'instruction des demandes et la recherche de foncier adapté. Alerter les parlementaires sur les enjeux et difficultés pour qu'ils impulsent des évolutions via le Réseau Agricole des Îles Atlantiques.

### **Moyen Terme** Développer l'expérimentation et le soutien de pratiques agroécologiques visant à réduire les impacts des pratiques agricoles sur l'environnement comme :

- Augmenter le nombre de rotations de cultures par an
- Inciter la couverture permanente des sols (BRF...) [en lien avec la fiche 4-10]
- Encourager la pratique des Cultures Intermédiaires à Valorisation Énergétique (par exemple avec les légumineuses)
- Informer sur le pâturage tournant dynamique et accompagner les agriculteurs dans leur changement de pratiques
- Favoriser l'élevage à l'herbe
- Développer les expérimentations pour de nouvelles pratiques culturales adaptées au changement climatique
- Privilégier les espèces locales, rustiques, adaptées au changement climatique et favoriser leur diversité génétique. Avec la levée de l'interdiction internationale de la vente des semences paysannes, permettre le retour de ces semences, principalement celles locales
- Continuer à des opérations de replantation de haies sur l'ensemble de l'île
- Investir via les CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricole)
- Contrôler et limiter le développement des Espèces Exotiques Envahissantes

## INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de baux ruraux établis

Nombre de participants par formations

Budget engagé par action

Actions et projets développés

Nombre d'agriculteurs engagés et/ou bénéficiaires d'accompagnement, d'aides financières

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC Développement Économique
- Pays Marennes Oléron

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Élus d'Oléron et Marennes
- Professionnels des secteurs concernés par la charte

### Gains pour le territoire

Montée en compétences des agriculteurs. Territoire pionnier et modèle pour un changement de pratiques.

### Impacts sur l'environnement

Diminution des émissions de GES et polluants atmosphériques. Préservation de la biodiversité et maintien des services écosystémiques.

### Freins

Existence de freins aux changements des pratiques agricoles par rapport aux risques économiques, à la diminution du rendement et aux pressions liées aux ravageurs et aux maladies. Lois contraignantes, budget important nécessaire pour certains projets.

### Opportunités

Charte déjà existante. Travail déjà en cours avec les agriculteurs : lien de confiance établi. Loi sur les semences. Début d'une inertie nationale vers des changements de pratique.

### Documents de références

Charte agricole. Conduire une démarche TEPOS en préservant et valorisant la biodiversité - Avril 2020. PLU des 8 communes. Fiche EE1 du DOCOB. Bail rural à clause environnementale (<https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-25178-bail-rural-environnemental-cerema.pdf>).

### Impacts économiques

Développement d'exploitations plus résilientes ce qui évite des coûts supplémentaires liés à des pratiques agricoles non vertueuses ou en cas de catastrophes naturelles.

## 3-2 Encourager le développement de la filière bois énergie en favorisant une gestion durable des forêts



### CONTEXTE

Le bois énergie se présente comme une source d'énergie renouvelable, c'est une filière en fort développement. Elle permet la production de plus de 60 GWh/an en 2020 sur l'île d'Oléron et la volonté de la stratégie TEPos est d'augmenter cette production de 12 GWh/an pour 2030.

Les forêts sont une ressource naturelle essentielle et sont génératrices d'activité économique grâce à l'exploitation de bois. Elles permettent également un stockage carbone grâce aux bois sur pied et une conservation du carbone stocké grâce au bois d'œuvre utilisé dans les aménagements. Aujourd'hui, la consommation de bois sur l'île est en quasi-totalité importée du continent.

Ce qui a pour conséquence des émissions de GES dues au transport routier ainsi qu'un coût élevé. Il apparaît important d'engager une réflexion sur l'exploitation des ressources de bois local gérées durablement. Il semble également primordial de construire une connaissance du potentiel énergétique de la forêt ainsi que des gisements de bois local (à l'échelle de la région).

De plus, des modifications climatiques à venir risquent d'avoir des répercussions sur les peuplements et les conduites de forêt, il est ainsi essentiel d'anticiper ces répercussions en adoptant une gestion forestière durable.

### OBJECTIFS

- Recentrer la gestion locale et durable du bois
- Impliquer les citoyens dans une gestion adaptée des forêts de l'île
- Revaloriser les déchets de bois

### ACTIONS EN COURS

Une partie de la forêt domaniale de Saint-Trojan est consacrée à la production, le bois est exploité pour une papeterie en Charente-Maritime. Le reste de la forêt est classé en forêt de protection donc son exploitation n'est pas possible. Une partie du bois exploité (chêne vert) est vendu comme bois de chauffage aux locaux.

### PROPOSITIONS D'ACTIONS 2021-2027

#### **Long Terme** Encourager l'utilisation de bois local et géré durablement en favorisant la coupe du bois par les particuliers

Recenser le micro parcellaire forestier non utilisé de l'île et encourager son rachat (ces parcelles pourront être revendues à une association ou à une société citoyenne). Les citoyens pourraient venir afin de couper du bois selon leurs besoins (un système de marquage d'arbre et d'autorisation peut être mis en place). Une réflexion pourra être engagée sur les six ans du PCAET pour arriver, à terme, à cette action.

#### **Moyen Terme** Mise en place de contrat de gestion forestière durable avec les exploitations forestières

Il s'agit de privilégier les contrats pour l'exploitation et l'approvisionnement de bois avec les professionnels ayant des pratiques responsables. Les contrats pourront comprendre des actions comme maintenir et valoriser le taillis sous futaie, privilégier une ressource locale, favoriser les modes d'exploitation permettant un retour au sol de la matière organique, utiliser des espèces peu consommatrices en eau.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de citoyens intéressés par la démarche du coupage du bois

Nombre de contrats de gestion forestière durable mis en place

Quantité de déchets de bois annuelle

Production d'énergie par bois énergie

Réalisation de l'étude de performance énergétique et du recensement

## **Moyen Terme** Renforcer la production de bois énergie à partir de déchet, de résidus et produits secondaires de récoltes de bois

Différentes actions sont proposées pour atteindre cet objectif :

- Réalisation d'un recensement des gisements de bois disponibles localement
- Achat de déchets, débris, chutes de bois par la CdC auprès des entreprises liées aux travaux du bois
- Attendre les résultats de l'étude sur l'utilisation de la fraction ligneuse pour revoir la valorisation des déchets verts afin de développer le bois énergie (cf fiche 4-9).

**Long Terme** Avoir une veille pour renforcer et agrandir les réseaux de chaleur et l'utilisation du bois de chauffage local dans les bâtiments où une rénovation est planifiée.

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- ADEME
- ONF
- Communes
- Propriétaires forestiers
- Syndicats des sylviculteurs
- Entreprises de la filière bois
- OSS 17

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Citoyens
- Associations
- Bâtiments publics

### **Gains pour le territoire**

Diminution de l'impact carbone. Augmentation de la production d'énergie renouvelable. Renforcement de l'économie circulaire.

### **Impacts sur l'environnement**

Le stockage de carbone par les boisements permet une meilleure qualité de l'air. Une bonne gestion du milieu forestier et une sensibilisation auprès du public du rôle des espaces forestiers permet une amélioration du paysage et des pratiques agro-forestières. Une mauvaise gestion peut avoir des impacts sur la biodiversité et l'environnement. La déforestation totale d'une parcelle contribue au changement climatique en empêchant le stockage de carbone.

### **Freins**

Ces actions du long terme demandent beaucoup d'organisation.

### **Opportunités**

Volonté de développer ces énergies renouvelables.

### **Impacts économiques**

Création d'un poste chargé de mission exploitation de bois (1 ETP). Coût évité dû au transport. Revalorisation de matière.

## 3-3 Renforcer la Trame Verte et Bleue pour favoriser ses fonctions dans les écosystèmes



### CONTEXTE

Les arbres et la végétation sont sources de nombreux services écosystémiques. Ils permettent l'amélioration de la qualité de l'air en éliminant les polluants atmosphériques ou la lutte contre le changement climatique en apportant de la fraîcheur et de l'humidité. Ils ont également un rôle de fixation et assurent le bon fonctionnement des sols. Ils constituent des milieux de vie pour les espèces et des zones de refuge pour une importante biodiversité dont les auxiliaires de culture et les prédateurs de ravageurs ce qui a des conséquences sur la biodiversité et sur les services écosystémiques rendues par ces milieux.

Il est donc nécessaire d'agir sur le renforcement de la Trame Verte et Bleue, et de valoriser les espaces boisés et végétalisés existants.

La trame verte et bleue inclut une composante verte qui fait référence aux milieux naturels et semi-naturels terrestres et une composante bleue qui fait référence aux réseaux aquatiques et humides. La démarche de préservation de TVB vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, assurer leur cycle de vie.

### OBJECTIFS

- Conserver et renforcer la TVB à l'échelle de l'île
- Intégrer les enjeux liés aux lisières entre deux unités paysagères
- Repenser les friches comme des espaces riches en biodiversité qui assurent des services écosystémiques indispensables

### ACTIONS EN COURS

La révision du SCoT a permis d'élaborer une cartographie détaillée de la Trame Verte et Bleue à l'échelle de l'île d'Oléron. C'est un outil qui permet d'améliorer la connaissance sur la TVB et qui représente un levier d'action "réglementaire". Des actions sont en cours pour renforcer la TVB, notamment en termes de sensibilisation/communication, d'éducation à l'environnement au sens large sur la biodiversité et les espaces naturels (marées de sensibilisation Pêche à pied de loisirs, l'élaboration d'ouvrages sur la faune et flore oléronaise, ainsi que des outils pédagogiques, etc.). L'objectif est d'élaborer le plus d'outils et moyens pour amener le public à mieux connaître et comprendre les écosystèmes locaux et leur biodiversité, pour les percevoir comme des atouts.

### PROPOSITIONS D'ACTIONS 2021-2027

#### Moyen Terme Reboiser et végétaliser les centres urbanisés

- Lors de nouvelles constructions et aménagements, limiter la coupe d'arbres pour empêcher la fragmentation
- Développer le potentiel arboré du territoire : encourager les communes et la CdC à planter une diversité d'espèces autochtones d'arbres chaque année
- Contrôler l'expansion et limiter la propagation des Espèces Exotiques Envahissantes
- Création d'îlots de fraîcheur au sein des zones urbanisées

### INDICATEURS DE SUIVI

Suivi écologique dans le cadre du suivi TVB

Nombre d'arbres plantés par les communes par an

### **Moyen Terme** Préserver des friches

La friche est un stade temporaire de l'espace naturel qui évolue rapidement. Les milieux naturels ne sont pas figés. La notion de "friche" est souvent liée à de la déprise et doit être intégrée dans les modèles de gestion (ou non gestion) des espaces naturels tout en prenant en compte le problème de prolifération des nuisibles dans ces espaces. Ce sont des espaces fragiles abritant aussi des nuisibles (sangliers par exemple).

- Recenser les friches d'intérêt écologique (soit intrinsèques, soit au regard de la TVB à l'échelle territoriale, corridors ou « pas japonais ») et les préserver : la nature sauvage dans les friches urbaines contribue à la préservation de la biodiversité

### **Moyen Terme** Assurer la présence d'écotones

Un écotone est un milieu limitrophe entre deux milieux, généralement un milieu fermé (type forestier) et un milieu ouvert (type prairie). Il s'agit d'un corridor écologique essentiel pour le cycle de vie de beaucoup d'espèces animales aquatiques et terrestres mais aussi végétales.

- Préserver les corridors écologiques entre les différentes entités forestières pour assurer la circulation des espèces et limiter la fragmentation.
- Acquisition foncière des milieux remarquables pour la création de corridors écologiques, accompagné par le Département 17 et le Conservatoire du littoral.
- Conserver les lisières et l'interconnexion entre les différents milieux (forêt-prairie, forêt-marais...). Les lisières sont sources d'abondance et de diversité des organismes, par exemple des espèces ayant besoin de milieux fermés pour s'abriter et de milieux ouverts pour se nourrir.

Nombre d'actions menées en faveur de la TVB

Nombre de parcelles acquises ou conventionnées pour la création de corridors écologiques

## **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC (Espaces Naturels)

## **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- CPIE et autres associations
- Propriétaires concernés par la trame verte et bleue
- ONF
- Service ENS, Département 17
- Conservatoire du littoral
- Parc Marin et Cellule Migrateurs (EPTB/CREAA) Université La Rochelle/laboratoire LIENS

### **Gains pour le territoire**

Montée en compétences des particuliers sur la gestion plus respectueuse des espaces naturels qui permettra aussi d'alimenter une dynamique vertueuse sur les systèmes de production et la qualité de vie en général.

### **Impacts sur l'environnement**

L'amélioration de la capacité de résilience du territoire : la diversité des milieux et leur continuité sont deux atouts synergiques.  
Effets bénéfiques sur la biodiversité et les paysages, le cycle de l'eau, les sols.

### **Freins**

Fragmentation parcellaire avec de nombreux propriétaires et la problématique des parcelles à camper. Risque de gestion trop monolithique des friches (diminution par défrichement ou exploitation généralisée, girobroyage pour limiter l'attractivité pour les sangliers...).

### **Opportunités**

Envie de nature en ville, besoin de fraîcheur pour les habitants dans un contexte d'épisodes caniculaires de plus en plus fréquents.  
Enjeu planétaire, divers appels à projets/programmes en faveur de la préservation de la TVB, la biodiversité étant en chute au niveau planétaire ; ce qui a un impact économique, social et sanitaire pour l'Homme du fait des déséquilibres et désordres écologiques causés.

### **Documents de références**

SCoT, Voir la fiche EE1 du DOCOB, PPRN, fiches 3-7 et 6-6 du PCAET.

### **Impacts économiques**

Services écosystémiques maintenus, (coût évité de la perte des services écosystémiques liés à la perte de biodiversité et aux écosystèmes). Possibilité d'exploitation douce (bois, fruits, graines, champignons...).

## 3-4 Valoriser les eaux usées



### CONTEXTE

Les eaux usées, les eaux grises (eaux usées domestiques) ou les eaux traitées peuvent être réutilisées, notamment pour l'entretien des espaces verts. Sur l'île d'Oléron, cinq stations d'épuration des eaux usées permettent de traiter l'équivalent des besoins de 135.000 habitants. Ces ressources pourraient être réemployées sur le territoire.

Les eaux usées peuvent également être une source d'énergie renouvelable et de chauffage. Plusieurs communes en France ont adopté la cloacothermie qui consiste en l'utilisation de la chaleur des eaux usées à des fins énergétiques pour assurer les besoins en chauffage de certains quartiers.

### OBJECTIFS

- Récupérer l'eau pour économiser la ressource
- Créer une nouvelle forme d'énergie renouvelable

### ACTIONS EN COURS

Actuellement le golf de Boyardville est arrosé avec de l'eau issue de la STEP.

### PROPOSITIONS D'ACTIONS 2021-2027

**Moyen Terme** Etudier la faisabilité avec les contraintes réglementaires existantes d'utiliser les eaux usées traitées pour l'arrosage des espaces communaux

Ces eaux sont déversées dans la mer directement, pourtant, elles peuvent être utilisées pour l'arrosage des espaces verts des communes. Les services des espaces verts des communes et de la CdC pourront venir chercher l'eau en camion-citerne ou se relier au réseau reliant la STEP de la Cotinière au golf de Boyardville. De la même manière, les eaux de pluies des zones de lagunages pourront être récupérées pour l'arrosage. Étudier la faisabilité et la pertinence de l'installation de micro-irrigation pouvant permettre une économie d'eau accrue.

**Moyen Terme** Encourager la récupération et la réutilisation des eaux grises chez les particuliers

Les eaux grises sont les eaux peu chargées en éléments polluants, qui proviennent des lavages domestiques. Des nouvelles technologies comme la Start up Hydraloop qui propose un système de traitement et de recyclage de l'eau intégré à la maison, de la taille d'un réfrigérateur, permet de recycler 85% de l'eau domestique. Sensibiliser et accompagner les particuliers à l'enjeu de récupération des eaux grises pour faire des économies d'eau.

**Moyen Terme** Étudier la faisabilité de récupérer la chaleur fatale d'une STEP

Une étude pourra être menée pour analyser la faisabilité d'une telle installation afin d'identifier si l'installation de la structure et du réseau d'accompagnement est possible.

### INDICATEURS DE SUIVI

Part des terrains communaux arrosés avec les eaux usées

Economie d'eau à l'échelle du territoire

Création d'énergie calorifique

## PILOTES DES ACTIONS

- CDC
- Communes

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- RESE
- SOR
- Eau17
- Services des espaces verts

## CIBLES DES ACTIONS

### Gains pour le territoire

Création d'énergie calorifique. Développement d'innovations.

### Impacts sur l'environnement

Impact de la construction de la STEP sur l'environnement. Continuer à faire des économies d'eau. Ne pas gaspiller l'eau.

### Freins

Coût d'installation. Réglementation des eaux grises et de l'arrosage.

### Opportunités

Réseau existant de la RESE reliant la STEP de la Cotinière au golf de Boyardville.

### Documents de références

SDAGE (Schéma Directeur de l'Aménagement et de Gestion des Eaux)

### Impacts économiques

Économie d'eau à l'échelle du territoire.

## 3-5 Economiser la ressource en eau



### CONTEXTE

L'eau est une ressource rare et précieuse, l'eau douce représente seulement 2,5 % de l'eau sur terre. Il est donc primordial d'agir sur la gestion de celle-ci en privilégiant son économie. Concernant l'île d'Oléron, son approvisionnement dépend entièrement du continent et rend ce territoire vulnérable en cas de crise, il est nécessaire de renforcer son autonomie en eau.

Aujourd'hui, la thématique de la gestion de l'eau apparaît peu dans les documents communaux. Pourtant, même si sa gestion est assurée par les syndicats des eaux, les communes et la CdC ont un rôle à jouer dans la préservation de cette ressource. De plus, la CdC devra engager une réflexion sur la prise de compétences de la gestion de l'eau et de l'assainissement, qui doit s'effectuer jusqu'en 2026.

### OBJECTIFS

- Harmoniser la gestion de l'eau des communes
- Faire prendre conscience de la rareté de cette ressource et de l'importance du maintien du cycle de l'eau
- Economiser la ressource en eau potable

### ACTIONS EN COURS

Récupération et valorisation des eaux pluviales à Dolus. Gestion des eaux pluviales à la parcelle à la Brée-les-Bains.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme** Création d'un poste pour la gestion de l'eau

Il est recommandé de créer un nouveau poste à la CdC afin d'encourager l'économie de l'eau à plusieurs échelles. Le chargé de mission pourra être responsable de plusieurs actions telles que :

- Réalisation d'un diagnostic dans les bâtiments publics afin d'élaborer des actions sur l'économie de la ressource.
- Distribuer des mousseurs pour robinet. Les mousseurs permettent une économie de l'eau de 30 à 60%. Les mousseurs sont des objets bons marché qui pourraient être distribués gratuitement à la CdC ou lors d'événements.
- Sensibiliser et inciter à l'installation de récupérateur d'eau de pluie. La CdC pourra communiquer auprès des particuliers sur l'utilité d'un récupérateur d'eau et les économies qui en découlent. Une subvention ou la vente à prix réduit comme pour les composteurs pourront être mis en place.
- Action de sensibilisation et de communication multi-cibles sur la baisse de la ressource en eau et l'importance de réduire sa consommation en eau auprès des citoyens, d'agents communaux et intercommunaux.

#### **Long Terme** Porter une réflexion au long terme sur la mise en place une tarification incitative de l'eau

De la même manière que pour les déchets, la consommation d'eau pourra comprendre une tarification incitative. Moins un habitant consomme, moins le prix au mètre cube est cher. Ainsi, une baisse de la consommation en eau potable est attendue.

### INDICATEURS DE SUIVI

Présence ou non d'un chargé de mission eau

Avancée des discussions pour la tarification incitative

Nombre de mètres de réseau rénové

Nombre de mousseur distribués

Des actions pour économiser l'eau sont mise en place par la CdC

La tarification incitative est mise en place

Baisse des pertes d'eau

## Long Terme Réalisation d'un diagnostic des performances du réseau d'eau potable

Les performances du réseau sont la première source de gaspillage de l'eau potable, en effet, la station de La Cotinière doit distribuer 2 litres et demi pour qu'un litre arrive en bout de chaîne. Il est donc primordial d'améliorer ces performances, les consommateurs étant peu responsables des pertes de cette ressource.

Ainsi, un diagnostic est indispensable afin de connaître le rendement du réseau, l'emplacements des fuites et les entrées des eaux parasites. Suite à cela, il sera possible d'engager des travaux de rénovation ou de réhabilitation des réseaux si nécessaire.

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- STEU
- Communes
- Syndicat des Eaux de la Charente Maritime
- Syndicat des Eaux de Royan

### CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens

### Gains pour le territoire

Changement de comportement pour éviter le gaspillage de l'eau. Meilleure autonomie en eau.

### Impacts sur l'environnement

### Freins

Intégrer ce plan dans les PLU.

### Opportunités

Besoins en autonomie de l'eau.

### Documents de références

DCE (Directive Cadre sur l'Eau). SDAGE Charente-Maritime. Fonctionnement de l'Hydraloop (<https://brightvibes.com/1585/en/save-water-save-money-wash-your-whites-in-grey-water-thanks-to-this-clever-device>).

### Impacts économiques

Economie sur la facture d'eau des communes et des ménages.

## 3-6 Adapter et préserver le littoral face au changement climatique



### CONTEXTE

Avec près de 100 km de côtes d'une diversité singulière (côte à falaise, dunes sableuses, vasière...), le littoral de l'île d'Oléron est soumis à de fortes pressions naturelles liées aux aléas submersion et érosion marine.

Conjugué aux nombreux enjeux présents à l'arrière immédiat du trait de côte (zones bâties, activités économiques, touristiques...), cette étroite bande côtière reste

très vulnérable face aux risques littoraux, en particulier dans le contexte actuel de réchauffement climatique.

Il est donc essentiel de construire une stratégie de gestion de la bande côtière qui soit durable et coordonnée à l'échelle de l'île, pour concilier à court, moyen et long terme, les enjeux d'aménagement du territoire face aux risques littoraux.

### OBJECTIFS

- Concilier les enjeux d'aménagements du territoire face aux aléas littoraux dans la perspective du changement climatique

### ACTIONS EN COURS

**Étude de la stratégie de gestion de la bande côtière** lancée par la CdC et en cours de réalisation par un bureau d'études, nécessite la Co-construction avec les élus.

**Aménagement et protection du littoral au travers la Démarche OQL Oléron Qualité Littoral :** Aménagement sur trois ans (2018-2021) de 25 sites pour l'accueil du public adapté au milieu et à la fréquentation. Travail sur le cheminement du public, les parkings vélo et voiture, sur le sens de circulation, les pistes cyclables. L'étude et les aménagements sont en cours pour s'adapter en permanence aux besoins, usages et projection du recul du trait de côte.

### PROPOSITIONS D'ACTIONS 2021-2027

#### Long Terme Mise en place de la stratégie de gestion de la bande côtière à court terme (2030)

La stratégie permet d'élaborer une réponse adaptée face aux enjeux humains et matériels identifiés face aux risques naturels de submersion et d'érosion. Comprend une phase de diagnostic hydro sédimentaire de l'île, ainsi qu'une réponse locale sur des zones sensibles. Cette stratégie a pour but d'aboutir à l'élaboration d'un plan d'action avec une vision à court, moyen et long terme. (observatoire du trait de côte, amélioration des connaissances, accompagnement des processus naturels, techniques de lutte active souple, lutte active dure) Développer les méthodes d'ingénierie écologique pour préserver la bande côtière.

#### Court Terme Journée sans voiture

Une journée par semaine, l'accès voiture des plages serait fermé afin d'encourager les individus à s'y rendre en vélo ou à pieds. Ces aménagements garantiront l'accès voiture aux PMR. A long terme, l'objectif est de préserver le littoral en limitant l'utilisation de la voiture.

### INDICATEURS DE SUIVI

Mise à jour de la stratégie de la bande côtière

Action "journée sans voiture" mise en place

## Court Terme Action de sensibilisation et de prospection

Continuer les actions de sensibilisation sur les marais et littoraux (expositions, actions de communication...) à destination de tout type de public.

A l'instar de Saint-Trojan, et pour compléter les actions de protection du littoral, **des ambassadeurs de plage** seraient présents afin d'informer, de sensibiliser les touristes et habitants aux pratiques respectueuses du littoral. Initialement déployés suite à la crise sanitaire, le rôle de ces derniers pourrait être complété.

Nombre d'ambassadeurs formés

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC
- Prestataires

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Élus
- Ambassadeurs de plage
- Parc Naturel Marin des secteurs concernés par la charte

### CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens

### Gains pour le territoire

Montée en compétences des ambassadeurs de plage, qui permettra de sensibiliser la population à un comportement respectueux envers l'environnement.  
Développement du bien-être en allant à la plage via des mobilités douces.

### Impacts sur l'environnement

Réduction de déchets produits grâce à la sensibilisation des touristes par les ambassadeurs.  
Réduction de la pression anthropique sur les espaces naturels.  
Réduction des GES avec journée sans voiture.  
Meilleure gestion des risques (submersion, érosion).

### Freins

#### Opportunités

Étude lancée, journée sans voiture à Saint-Trojan et 10 ambassadeurs de plage recrutés jusqu'à fin août 2020 (avec soutien de département) pour prospecter sur les 17 plages surveillées de l'île.

### Documents de références

Loi littoral. PPRN. PAPI. Démarche OQL

### Impacts économiques

Financement par le département et la région (Aménagement et gestion durable des plages). Coût de prévention largement inférieur aux coûts de réparation.

## 3-7 Carbone bleu, une solution pour réduire notre empreinte carbone



### CONTEXTE

Le carbone bleu fait référence au dioxyde de carbone retiré de l'atmosphère par les écosystèmes océaniques côtiers, principalement les marais salants, les herbiers marins via la croissance des plantes, l'accumulation et l'enfouissement de matière organique dans le sol. Les marais apparaissent comme des potentiels puits de carbone sur l'île d'Oléron, jusque-là, ignorés pour cette fonction. Ils couvrent une grande partie du territoire insulaire (pour les marais libres) et pourraient représenter un fort potentiel de stockage de carbone, si les connaissances

sur ces milieux et leur gestion étaient approfondies. En effet, aujourd'hui, on ne connaît pas le rôle des marais par rapport aux GES. La séquestration du carbone par les marais est difficile à déterminer car elle dépend aussi de leur modalité de gestion. En plus de leur potentiel de stockage de carbone, les marais jouent un rôle essentiel dans la trame bleue, comme garants de la biodiversité. La trame bleue est composée de l'ensemble des réseaux aquatiques et humides. C'est une composante importante au sein du territoire insulaire qu'est Oléron (marais et mer).

### OBJECTIFS

- Évaluer la potentialité des marais en tant que puits de carbone
- Évaluer l'impact des actions réalisées sur ces écosystèmes pour adapter la gestion et la stratégie mise en place

### ACTIONS EN COURS

La Cdc de l'île d'Oléron s'assure, via la compétence GEMAPI qu'elle exerce depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2018, de la gestion des marais salés et mixtes pour assurer leur fonctionnalité hydraulique d'une part et leur fonctionnalité écologique d'autre part au titre d'Espaces Naturels Sensibles. Depuis 2019, un travail est en cours pour identifier les réseaux des marais qui répondent à ces fonctionnalités. Des données techniques sur le fonctionnement hydraulique et sur la contribution des marais au niveau écologique sont recueillies. Cette étude ne prend pas en compte la séquestration carbone des marais.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

**Long Terme** Lancer une étude à long terme sur la contribution des marais dans la séquestration du carbone, afin d'enrichir les connaissances sur le fonctionnement et le comportement de ces milieux aquatiques (collecte de données).

- Évaluation de la typologie des différents marais et de leur captation de carbone qui dépend du mode de gestion afin de comprendre l'intérêt de les entretenir ou de les laisser en évolution libre.
- Connaître le fonctionnement du cycle du carbone, en fonction des périodes pour définir une gestion adaptée au développement des services écosystémiques.

**Long Terme** Lancer en parallèle de l'étude, une expérimentation sur l'impact des différents modes de gestion sur les marais de l'île d'Oléron afin d'obtenir des réponses concrètes.

Différents paramètres seront observés : Comparer plusieurs types de marais (doux, salé et mixte) avec différents modes de gestion et pressions humaines (évolution libre du marais, peu d'intervention et d'activité, intervention forte et soumis à une activité intense).

### INDICATEURS DE SUIVI

Réalisation des études

**Court Terme** Informer le grand public sur la notion de carbone bleu, les enjeux, les axes d'action le rôle des marais dans ce processus et l'importance de leur protection.

Utiliser l'exposition itinérante de La Rochelle sur le carbone bleu.

**Court Terme** Actions relatives à la trame bleue notamment en marais

- Entretien et restauration du réseau hydraulique
- Amélioration de la connaissance de la faune piscicole
- Réalisation d'aménagements nécessaires pour favoriser et permettre la circulation des poissons migrateurs, etc.

Nombre de personnes sensibilisées par l'exposition.  
Ressenti des visiteurs de l'exposition.

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- CdA de La Rochelle
- Université de la Rochelle
- ADEME
- Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis
- Région Nouvelle-Aquitaine
- UNIMA

### Gains pour le territoire

Montée en compétence de la CdC et des partenaires sur la connaissance du stockage de carbone.

### Impacts sur l'environnement

Augmentation de la séquestration de carbone. Préservation de la diversité des marais.

### Freins

Étude à long terme

### Opportunités

Territoire de La Rochelle déjà impliqué sur le volet carbone bleu dont un axe comprend une étude de répliquabilité. CdC site candidat. Possibilité d'être accompagné dans cette démarche

### Documents de références

Données recueillies sur la gestion des marais, données de la CdA de La Rochelle.

### Impacts économiques

Subvention grâce au projet d'investissement d'avenir, à la région Nouvelle-Aquitaine à l'ADEME. Taxe GEMAPI, budget des espaces naturels pour ce projet.

# Axe 4 :

# Changeons nos modes d'organisation pour une économie et une consommation plus résiliente

L'adaptation au changement climatique demande des changements dans nos modes d'organisation et de fonctionnement. L'économie est un secteur avec des impacts lourds sur l'environnement, qu'il faut s'assurer de limiter.

Les flux de marchandises, de personnes, de déchets, responsables d'impacts négatifs sur l'environnement sont à réorganiser, de façon à les diminuer ou à les améliorer pour s'adapter au changement climatique et s'engager vers une économie plus résiliente.

Ainsi, il est essentiel de se tourner vers une économie circulaire, qui prône une gestion des déchets favorisant le réemploi et le recyclage. L'alimentation sur le territoire est également un secteur responsable de conséquences néfastes sur l'environnement, avec plus de 836 tonnes de gaspillage alimentaire en 2017 et 11 % des COVNM émis, dus à l'agro-alimentaire. Il est donc indispensable de repenser les modes de fonctionnement et de distribution, afin de réduire leur impact carbone. Enfin, les citoyens étant au centre de ces flux, leur implication ne peut être que bénéfique afin de se tourner vers une gestion plus citoyenne et résiliente sur le territoire.

## 4-1 Se tourner vers une économie plus citoyenne



### CONTEXTE

Les sociétés citoyennes représentent un large concept désignant les entreprises qui prennent en compte l'intérêt collectif dans leur activité quotidienne et leur développement des contraintes. Elles ont deux principaux avantages, d'un point de vue financier, l'objectif n'est pas de réaliser des bénéfices, l'argent récolté est réinvesti dans les domaines souhaités pour la réalisation de projets. Les sociétés citoyennes ne subissent pas de pressions politiques, n'ont pas d'objectifs de productivité et peuvent donc agir plus librement. Aujourd'hui en Nouvelle-Aquitaine, des sociétés citoyennes sont en train ou ont émergé ces dernières années,

dont une sur l'île d'Oléron : OSS 17. Les trois objectifs à long terme sont les suivants :

- Initier et terminer un maximum de projets de mise en place de PV sur les toits d'entreprises, collectivités, particuliers
- Sensibiliser les citoyens notamment au niveau des écoles.
- Réduire la précarité énergétique.

L'île a l'avantage d'avoir comme résidents de nombreux retraités, généralement moteur de ces organismes dans lesquelles les postes importants demandent plus de temps.

### OBJECTIFS

- Pousser à l'émergence des sociétés citoyennes dans des domaines variés
- Faire connaître les sociétés citoyennes

### ACTIONS EN COURS

Réseau CIRENA [Citoyens en Réseau pour des EnR en Nouvelle-Aquitaine] (2014). OSS 17 (2018)

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme** Mettre en avant les sociétés et entreprises citoyennes de l'île et leurs actions

L'accompagnement des sociétés citoyennes comme OSS17 doit continuer, afin de faire accroître leur nombre de projets et d'inciter de nouveaux citoyens à participer dans ces dynamiques. Pérenniser ces sociétés citoyennes pour rompre en partie l'effet top-down des décisions politiques. En effet, ce sont les citoyens qui créeront l'économie et donc pourront plus facilement participer aux décisions politiques. Tenter de faire émerger de nouvelles sociétés citoyennes en reproduisant la démarche utilisée pour créer OSS 17 (ciné débat, stand au festival Oléron Durable). Pour les ENR, le réseau CIRENA accompagne la création des entreprises, des banques comme LUMO permettent des prêts pour ce type de projets. Ces entreprises peuvent se mettre en place dans différents secteurs d'activité.

#### **Moyen Terme** Engager une réflexion sur la création d'un fond d'investissement citoyen

Ce type de fond permettrait de soutenir des entreprises locales. En cas de crise, ces entreprises auront ainsi plus de fonds propres pour s'adapter et survivre. Ce fond pourrait être accompagné par la Cigale de Marennes pour sa mise en place.

### INDICATEURS DE SUIVI

Suivi des débats, ateliers participatifs pour la création des sociétés citoyennes

Création de nouvelles sociétés citoyennes

Augmentation des demandes et des parts prises par les citoyens au sein d'OSS 17

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- CIRENA
- OSS 17
- Coopérative régionale Enercoop

## CIBLES DES ACTIONS

- Entreprises
- Citoyens

### Gains pour le territoire

Montée en compétences des citoyens dans le domaine des énergies renouvelables. Création de sociétés citoyennes et de valeur pour le territoire.

### Impacts sur l'environnement

Montée en compétences des citoyens qui permet une meilleure prise en compte de l'environnement grâce à l'intérêt collectif pris en compte dans l'activité quotidienne des sociétés citoyennes.

### Freins

Difficulté d'impliquer les citoyens.

### Opportunités

Volonté politique de diffuser la participation citoyenne, volonté des citoyens à s'investir plus dans la vie politique. Nombre élevé de retraités qui ont du temps pour s'investir dans des projets.

### Documents de références

Site web CIRENA : <https://energie-partagee.org/outils/se-faire-accompagner/comment-monter-un-projet/>

### Impacts économiques

Résilience et indépendance économique accrue du territoire. Possibilité de revente de l'énergie renouvelable locale créée grâce à des sociétés citoyennes comme OSS17.

## 4-2 Penser le risque à l'échelle intercommunale



### CONTEXTE

Depuis la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004, chaque commune qui possède un Plan de Prévention des Risques Naturels doit proposer un Plan Communal de Sauvegarde. Il rassemble les documents de compétences des communes en matière d'information, prévention et de protection des citoyens en

cas d'événements pouvant porter atteinte à la sécurité civile. Parmi ces documents, le Document d'Information Communale des Risques Majeurs est à destination des habitants. Il permet de résumer les comportements à avoir selon le risque encouru.

### OBJECTIFS

- Développer des comportements uniformes et collectifs à l'échelle de l'île
- Comprendre les enjeux du changement climatique
- Préparer les citoyens aux risques futurs

### ACTIONS EN COURS

L'île est soumise à différents types de risques dont l'érosion des côtes et la submersion marine qui sont surveillés, étudiés et intégrés dans le SCoT et le PAPI. Les communes sont équipées de PCS et de DICRIM. L'ensemble des risques est également repris et développé dans le PPRN.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Rendre les documents accessibles sur les sites internet de la CdC et des communes

Pour que chacun puisse réagir de manière optimale et sans aggraver la situation, il est indispensable de rendre les DICRIM disponibles sur les sites internet des collectivités.

#### **Moyen Terme** Créer un PCS intercommunal

L'ensemble des communes de l'île est globalement soumis aux mêmes risques. Le caractère insulaire de l'île justifie un document commun pour réagir de façon coordonnée en cas de risque.

#### **Long Terme** Encourager une révision du PCS après chaque renouvellement du conseil municipal

Pour que les informations contenues dans le document soient toujours à jour. Les DICRIM peuvent également être distribués dans tous les foyers après révision. De plus, un exercice de gestion de risque pourrait être proposé tous les 6 ans, afin de faire connaître à la population les gestes à adopter en cas de catastrophe.

### INDICATEURS DE SUIVI

Élaboration d'un PCS intercommunal ou non

Mise à jour du PCS tous les 6 ans

Les documents sont accessibles en ligne facilement pour l'ensemble des communes

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Communes
- SDIS
- Gendarmerie

## CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens

### Gains pour le territoire

Montée en compétences des citoyens et élus. Meilleure adaptation du territoire en cas de crise.

### Impacts sur l'environnement

### Freins

Coût et temps nécessaire à l'élaboration d'un document commun.

### Opportunités

La crise Covid fait prendre conscience aux habitants de l'importance d'adopter des gestes collectifs et communs d'où l'intérêt d'un document commun à l'échelle de l'île qui les référence. Prise de la compétence GEMAPI.

### Documents de références

Dossier Départemental des Risques Majeurs : <http://www.charente-maritime.gouv.fr/content/download/6181/33563/file/DDRM.pdf>  
PAPI. PPRN. PCS actuel.

### Impacts économiques

Une meilleure organisation permettra une meilleure réponse en cas de crise et les pertes économiques seront donc plus faibles.

## 4-3 Avoir des entreprises résilientes au changement climatique



### CONTEXTE

Le territoire oléronais compte 97 % de Très Petite Entreprise, ce sont des entreprises de l'île qui comptent moins de 9 salariés. Des crises futures ou passées comme celle de la Covid-19 montrent de manière générale la fragilité de l'économie, en particulier

celle du territoire, très dépendante du secteur touristique. Il est donc important de s'engager dans une adaptation au changement climatique pour développer une économie résiliente et adaptable.

### OBJECTIFS

- Développer une économie diversifiée et résiliente
- Créer des synergies entre entreprises
- Mettre en avant le social dans le développement durable

### ACTIONS EN COURS

Label acteurs éco-responsables d'Oléron.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### Moyen Terme Développer le label éco-responsable d'Oléron

- Intégrer la dimension sociale au label : Aujourd'hui, plusieurs entreprises possèdent le label acteur éco-responsable délivré par la CdC. Il est conseillé de rajouter la thématique sociale, actuellement absente, comme critère pour la délivrance du label, car pour le moment, la dimension est seulement écologique.
- Diag Eco Flux : Les entreprises labellisées pourront être ensuite encouragées à participer au dispositif de l'ADEME et Bpifrance "Diag Eco Flux". En partenariat avec la Chambre du Commerce et de l'Industrie et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, le dispositif propose d'aider les entreprises pour diminuer leurs coûts grâce à des actions simples sur les flux matières, énergies, déchets et eau. Le dispositif est payant seulement si l'entreprise réalise des économies sur l'année. La CdC aura un rôle d'accompagnement et de communication pour mettre en avant ces actions qui permettent des économies ainsi que la préservation des ressources.

#### Moyen Terme Diagnostic et promotion de la plateforme ActIF de la CCI

Cette plateforme permet de mettre en relation des entreprises pour l'échange de matière première et de déchets. Les déchets de certains étant la matière première d'autres. La CdC pourra examiner les entreprises de l'île qui peuvent s'inscrire sur cette plateforme et en faire la promotion.

#### Moyen Terme Intégrer le petit bâtiment tertiaire avec la plateforme de la rénovation énergétique

Les compétences de ces plateformes sont amenées à évoluer pour accompagner les acteurs de l'économie. Des subventions spéciales seront créées.

### INDICATEURS DE SUIVI

Ajout du critère social au label éco-responsable d'Oléron

Plateforme ActIF : nombre d'entreprises identifiées comme pouvant s'inscrire

Nombre de petits bâtiments tertiaires aidés par la plateforme de la rénovation énergétique

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC développement économique
- CdC TEPos

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- ADEME
- CCI
- CMA

## CIBLES DES ACTIONS

- Entreprises de l'île

### Gains pour le territoire

Développement de l'économie locale. Création de ressources grâce à la réutilisation de déchets comme matière première. Développement d'une économie plus sociale. Meilleure image de l'économie locale.

### Impacts sur l'environnement

Économie de la ressource (eau, matière première, énergie) et baisse de la production de déchets.

### Freins

Psychologique : beaucoup voient la prise en compte de l'environnement comme une contrainte supplémentaire venant freiner l'activité professionnelle.

### Opportunités

Prise de conscience liée à la crise de la Covid-19.

### Documents de références

Charte des acteurs responsables.

### Impacts économiques

Économie des ressources pour les entreprises.

## 4-4 Avoir une gestion des ZAE avec moins d'impacts sur l'environnement



### CONTEXTE

La CdC possède la compétence de gestion des Zones d'Activités Économiques depuis 2017. Chacune des quatre ZAE possède son propre règlement de lotissement. L'aménagement d'un îlot est souvent source d'impacts importants sur l'environnement, il faut s'assurer de les limiter. Les ZAE sont également responsables de nombreux flux (personnes, marchandises...) qui devront être pris en compte afin de limiter leur empreinte carbone.

### OBJECTIFS

- Accueillir et inciter des nouvelles entreprises à prendre en compte le changement climatique
- Veiller à une imperméabilisation contrôlée des sols
- Encourager les pratiques vertueuses des ZAE liées à l'environnement

### ACTIONS EN COURS

La ZAE la plus récente, celle des Quatre moulins possède un règlement plus contraignant que les ZAE déjà existantes. Parmi les points mis en avant, l'artificialisation des sols doit être inférieure à 70% du terrain alors qu'elle atteint jusqu'à 90% sur d'autres zones de l'île.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme Réviser les règlements des ZAE pour favoriser les bonnes pratiques des entreprises**

Harmoniser les règlements des lotissements des ZAE pour réduire leurs impacts sur l'environnement. Il serait nécessaire de réviser ces règlements afin d'intégrer de nouvelles mesures : imposer une artificialisation maximum de 70 % de la surface, obliger l'installation de panneaux photovoltaïques et le respect de certaines normes énergétiques. La plateforme de la rénovation énergétique pourrait apporter son expertise afin d'accompagner les exploitants. Conserver les arbres et la végétation, déjà présents sur le site. D'autres mesures pourront compléter ces règlements selon les besoins spécifiques de chaque ZAE.

#### **Moyen Terme Favoriser les bonnes pratiques de la CdC**

- Les mobilités sur les ZAE : le déplacement des piétons et des PMR devra être facilité via une réfection des trottoirs. Il est recommandé de revoir la signalétique piétonne et cycliste, de créer des parkings à vélo ainsi que des bornes de recharge de voitures électriques.
- L'éclairage public des ZAE les plus anciennes étant très consommateur d'énergie, pourra se voir renouveler en basse consommation ou en éclairage dynamique suite à un état des lieux lors de réaménagement futurs. Prendre en compte le cycle de vie pour remplacer les équipements anciens en priorité.
- Les ZAE, lieux d'innovations et d'exemplarité : la CdC pourra encourager des pratiques novatrices comme l'autoconsommation collective sur ces zones avec le développement de smart grid, la production d'énergie renouvelable innovante (hydrogène), etc.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de règlements harmonisés

Les préconisations pour la mobilité sont respectées

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC développement économique et pôle technique

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Acquéreurs de lots des ZAE

### Gains pour le territoire

Exemplarité des ZAE.  
Meilleure intégration paysagère des ZAE.

### Impacts sur l'environnement

Limiter l'imperméabilisation des sols, conservation d'arbres sur le site.

### Freins

Coût d'investissement supplémentaire pour les acquéreurs.

### Opportunités

Gain de visibilité des entreprises si leur investissement leur permet d'avoir le label acteur éco-responsable.

### Documents de références

Règlements des ZAE.  
Cahier Charges Cession Terrain.

### Impacts économiques

Diminution du coût de l'électricité par la création d'énergie renouvelable locale. Amélioration de la qualité de vie au travail. Baisse du coût de l'éclairage public.

## 4-5 Limiter le gaspillage alimentaire

### CONTEXTE



En 2017, le gaspillage alimentaire représentait 9.8 % des ordures ménagères soit 836 tonnes de nourriture jetées en un an sur l'île d'Oléron. L'ensemble du cycle de vie (production, transformation, transport, stockage) de ces produits finalement jetés a un coût environnemental colossal notamment en termes de dépenses énergétiques.

Sur l'île, une politique de réduction des déchets est déjà mise en place et se traduit notamment par les actions sur les déchets alimentaires. Les actions de sensibilisation ont débuté dans les écoles. Il est désormais nécessaire d'étendre cela à l'ensemble de la population.

### OBJECTIFS

- Rendre tous les citoyens acteurs de la diminution du gaspillage alimentaire
- Limiter les émissions de GES et l'utilisation des ressources (eau, énergie, matière première) liées à la production des aliments, leur transport et leur traitement en tant que déchets.
- Agir sur les habitudes de travail des professionnels pour changer les comportements individuels

### ACTIONS EN COURS

Diagnostic de gaspillage alimentaire en restauration collective établi. Plan Alimentaire Territorial en cours de réalisation.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Prolonger la lutte du gaspillage alimentaire dans la restauration collective

Étendre le diagnostic de gaspillage alimentaire établi sur les établissements scolaires aux hôpitaux et EHPAD. Sensibiliser les établissements concernés au gaspillage alimentaire puis revoir l'organisation et la préparation des repas.

#### **Moyen Terme** Envisager un partenariat avec une entreprise engagée dans la lutte contre le gaspillage alimentaire

Accompagnement des producteurs, des commerces de proximité et des grandes surfaces dans la réduction du gaspillage alimentaire en renforçant le lien avec les banques alimentaires.

#### **Court Terme** Réduire le gaspillage des fruits et légumes en renforçant leur présence dans les paniers des banques alimentaires

Actuellement, les paniers de la banque alimentaire manquent de produits frais, réduisant les libertés des bénéficiaires dans la cuisine. Il faudrait renforcer la présence de produits frais dans les paniers ou permettre aux bénéficiaires d'en acheter à moindre coût. Pour pallier ce problème et dans le même temps limiter le gaspillage alimentaire, les grandes surfaces et les producteurs locaux pourraient être associés afin de fournir leurs fruits et légumes invendus aux banques alimentaires.

### INDICATEURS DE SUIVI

Pesée journalière des déchets pour établir un suivi mensuel/annuel

Baisse du pourcentage de gaspillage alimentaire

Part de fruits et légumes dans les paniers

Nombre d'adhérents au dispositif mis en place par une entreprise engagée dans la lutte contre le gaspillage alimentaire

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC Développement économique
- CdC ROD

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Restaurant collectif (scolaire, EHPAD et hôpitaux)
- Grandes surfaces et commerces de proximités
- Communes
- La Cailletière
- Entreprise engagée dans la lutte contre le gaspillage alimentaire

## CIBLES DES ACTIONS

- Restaurants collectifs
- Commerçants
- Citoyens

### Gains pour le territoire

Renforcer l'autonomie alimentaire de l'île.

### Impacts sur l'environnement

Limitation des émissions de GES, quantité de déchets en moins à traiter, quantité d'énergie dépensée pour des produits finalement jetés.

### Freins

Réglementation stricte, coopération entre les associations d'aide alimentaire et les commerces.

### Opportunités

Mise en place de la redevance incitative.

### Documents de références

PAT. Loi anti-gaspillage alimentaire de 2016.

### Impacts économiques

Economie grâce à la redevance incitative.

## 4-6 Approvisionnement local de la restauration collective



### CONTEXTE

Les restaurants collectifs représentent des flux de nourritures importants. Ils sont donc des acteurs incontournables pour les changements des pratiques alimentaires. Il s'agit de permettre à tous d'avoir accès à une alimentation de qualité. Aujourd'hui, il existe de nombreux freins pour rendre l'approvisionnement des restaurants collectifs de l'île en produits locaux. L'organisation des commandes et l'absence d'engagements formels entre producteurs et cantines rend complexe la coordination entre ces acteurs. Pourtant, la loi Egalim impose 50 % de produits de qualité (labels IGP, AOP, label rouge, produits fermiers...) dont 20 % de bio d'ici 2022 dans la restauration collective de la maternelle au lycée.

De plus, les éleveurs de l'île ne sont pas agréés pour approvisionner la restauration collective. La demande de la restauration collective n'est pas adaptée à l'offre des producteurs qui proposent principalement des colis pour les particuliers.

La crise sanitaire de 2020 nous a montré que le système alimentaire français dépendait des transports, entraînant des complications voire des impossibilités d'acheminement des produits alimentaires. C'est la raison pour laquelle il est essentiel de développer l'approvisionnement en produits locaux.

### OBJECTIFS

- Approvisionner les restaurants collectifs avec des produits de qualité
- Faciliter la logistique entre agriculteurs et chefs cuisiniers, restaurateurs
- Augmenter la part de produits locaux dans les cantines scolaires

### ACTIONS EN COURS

Groupement de commandes [cf. action 4 du PAT] pour la restauration scolaire (écoles maternelles et primaires). L'objectif est de prévoir un an à l'avance les commandes pour les agriculteurs. Un accompagnement juridique d'un an et demi, pour la mise en place du groupement de commandes, a débuté en juillet 2020. Les chefs de cuisine des établissements scolaires ont suivi une formation de deux jours au mois d'août 2020 sur la création de plan alimentaire avec un axe sur les repas végétariens.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### Moyen Terme Groupement de commandes

Concrétiser le groupement de commandes pour la restauration collective en écoles maternelles et primaires. Par la suite, le groupement pourrait s'étendre à toute la restauration collective (EHPAD et hôpitaux).

Ce groupement de commandes serait l'opportunité d'encourager les agriculteurs à produire tout au long de l'année. En effet, pour certains agriculteurs, la demande créée par la saison estivale est assez élevée pour leur permettre de produire uniquement une moitié de l'année. Ainsi, en hiver, la production locale chute. Pour encourager à une production sur toute l'année, la restauration scolaire et les agriculteurs pourraient être mis en relation par un engagement écrit, ce qui aura pour conséquences d'augmenter la part de production locale en hiver.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de communes membres du groupement de commandes

Nombre de lots attribués à des producteurs locaux

Etat d'avancement de l'étude de faisabilité de la plateforme logistique

Production locale en basse saison (Visite et retour des agriculteurs)

## **Moyen Terme** Etudier la faisabilité d'une plateforme de logistique (en lien avec fiche 4-8 du PCAET et 5 du PAT)

La logistique des circuits courts entraîne de nombreux déplacements au sein de l'île. Il serait intéressant d'engager une étude de faisabilité pour la création d'une plateforme de logistique, qui permettrait de trouver des alternatives allégeant la circulation, en permettant à chaque agriculteur de livrer toutes ses commandes à un seul endroit, où les restaurateurs pourraient venir récupérer leurs commandes.

## **Court Terme** Augmenter la part de repas végétariens dans la restauration collective

L'approvisionnement en viande locale est compliqué et le coût financier et environnemental nécessaire à la production des protéines animales est élevé. Proposer des alternatives végétariennes plus souvent diminuerait l'importation de viande sur l'île et les coûts associés. Aujourd'hui, il est obligatoire d'avoir un repas végétarien par semaine en restauration scolaire. L'objectif minimum serait de respecter la réglementation en vigueur.

Nombre de repas végétariens dans les cantines par semaine

Groupement de commandes mis en place

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC pôle développement économique

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- Chefs cuisiniers des restaurants collectifs
- Agriculteurs
- EHPAD et hôpitaux

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Chefs cuisiniers
- Agriculteurs

### **Gains pour le territoire**

Renforcement de l'indépendance alimentaire. Amélioration de la qualité des repas et donc de la santé des habitants.

### **Impacts sur l'environnement**

Les circuits-courts ne permettent pas toujours une diminution des GES émis (transports liés au dernier kilomètre).

### **Freins**

Manque d'interconnaissance des contraintes respectives des différents acteurs. Le code des marchés publics empêche la sélection des candidats sous le critère de proximité.

### **Opportunités**

Rédaction du PAT.

### **Documents de références**

PAT. Loi EGAlim. PNNS.

### **Impacts économiques**

Développement de l'économie locale. Économies liées à la réduction de l'achat de viande qui permet de privilégier la qualité des produits.

## 4-7 Développement des circuits-courts et de la production locale



### CONTEXTE

Le circuit-court est un circuit de distribution dans lequel intervient au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Actuellement, sur Oléron, des projets de changements de pratiques et de revalorisation des circuits-courts sont mis en avant. Notamment avec la restauration du moulin de la Brée-Les-Bains, qui a pour

but de restituer son fonctionnement afin de produire de la farine grâce à l'activité d'un meunier. Ces projets permettent d'encourager des changements de pratiques, de la part des agriculteurs mais aussi des consommateurs en faveur d'une production locale, respectueuse de l'environnement et bénéfique pour l'économie d'Oléron.

### OBJECTIFS

- Développer les circuits-courts et de proximité
- Améliorer l'autonomie alimentaire et économique de l'île

### ACTIONS EN COURS

Les associations Marennes Oléron Produits Saveurs et Assiette Saveurs Marennes Oléron donnent respectivement de la visibilité aux producteurs et restaurateurs engagés dans la production et consommation de produits locaux. Depuis 2008, MOPS approvisionne les restaurants scolaires. Afin de faciliter les commandes, MOPS a développé un logiciel "panier local" pour les cantines en 2020.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### Moyen Terme Encourager la production et la consommation de produits locaux hors saison estivale

- Le moulin de La Brée-les-Bains comme symbole du circuit-court. Une fois le moulin en état de fonctionnement, il pourra devenir un lieu exemplaire permettant de promouvoir les circuits-courts et de proximité, d'inciter les agriculteurs à un changement de pratiques et inciter les citoyens à privilégier une alimentation diversifiée et locale.
- Etude de la faisabilité de la légumerie. L'enjeu est de diminuer le gaspillage alimentaire et de répondre à la demande en produits locaux pendant les périodes où la production agricole est plus faible. La légumerie pourrait servir également à conditionner, stocker et conserver le surplus agricole pour une redistribution future, dans un premier temps pour la restauration collective.

### INDICATEURS DE SUIVI

Étude de faisabilité terminée  
Mise en service du moulin de la Brée-les-Bains

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle développement économique

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Restauration collective
- Agriculteurs

### CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens
- Acteurs circuits-courts

### **Gains pour le territoire**

Amélioration de l'indépendance alimentaire. Renforcement de l'économie locale. Exemplarité dans la mise en place d'un modèle de circuit-court et de proximité.

### **Impacts sur l'environnement**

Baisse du gaspillage alimentaire.

### **Freins**

Coûts des projets importants.

### **Opportunités**

Indépendance de l'île. Les citoyens (agriculteurs, élus, habitants) sont attachés à leur patrimoine insulaire donc volonté de le valoriser.

### **Documents de références**

Fiches actions 3-1 et 4-6 du PCAET. PAT 2.

### **Impacts économiques**

Coût en moins lié aux transports des marchandises.

## 4-8 Une gestion collective de la logistique des marchandises



### CONTEXTE

Aujourd'hui, les entreprises et la restauration collective utilisent chacune leur véhicule pour transporter leurs marchandises sur l'île. Ce mode de fonctionnement contribue à la pollution atmosphérique, l'obstruction des routes, entraînent des

retards de livraison. Actuellement, le seul document traitant de la logistique à l'échelle de l'île existant est le PGD (2012), il ne comprend aucun volet sur le transport de marchandises. D'un point de vue maritime, l'île a un potentiel de transport de marchandises, pour le moment peu exploité.

### OBJECTIFS

- Diminuer le trafic routier sur l'île et les émissions de GES
- Organiser et optimiser le transport de marchandises sur l'île
- Diversifier et innover les formes de transports

### ACTION EN COURS

Groupements de commande dans les collectivités (action n°4 PAT).

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Faire une étude des transports maritimes

Analyser la possibilité pour importer et exporter des produits par voies maritimes. Les marchandises pourraient être transportées via les liaisons touristiques La Rochelle-Ile d'Oléron.

#### **Moyen Terme** Etudier la faisabilité de la création d'un point relais pour la logistique des marchandises

Création d'une plateforme logistique dans le but de réduire les déplacements, d'alléger le trafic sur l'île et de réduire les GES. Les nombreux trajets causés par les circuits-courts peuvent émettre plus de GES qu'un transport de marchandises classique. Il serait nécessaire d'engager une réflexion pour revoir les modes d'organisation des entreprises afin de regrouper les livraisons et/ou marchandises. Lors de l'étude, la création d'un service de livraison en triporteur et/ou en vélo à assistance électrique pourrait être envisagée.

#### **Long Terme** Diminuer la part des camions trop polluants sur le territoire

Pour améliorer la qualité de l'air, réduire les pollutions atmosphériques et sonores, des normes d'entrée sur l'île pourraient être mises en place pour les poids lourds qui doivent effectuer des livraisons sur l'île. Ce critère pourrait être ajouté au label éco-responsable, ainsi, les entreprises d'Oléron engagées dans une réflexion pour réduire leurs émissions de GES ou adhérentes au dispositif Objectif CO2 pourraient se voir délivrer le label.

### INDICATEURS DE SUIVI

Avancée de l'étude

Évolution du projet de plateforme (emplacement, nombre de structures adhérentes)

Évolution du nombre de camions dépassant les normes sur l'île

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle technique

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Les entreprises de l'île d'Oléron

## CIBLES DES ACTIONS

- Transporteurs routiers

### Gains pour le territoire

Fluidification du transport de marchandises. Baisse des coûts de livraison liés au transport fluvial. Baisse de la production de GES. Amélioration du cadre de vie. Diversification des modes d'échanges de marchandise.

### Impacts sur l'environnement

Limitation des GES, des polluants atmosphériques.

### Freins

Acceptation et adaptation du projet par tous les acteurs concernés. Temps nécessaire au changement de mentalité et de pratique.

### Opportunités

Potentiel du transport maritime de marchandises lié à la proximité au continent. Volonté de réduire la pollution atmosphérique suite à la crise sanitaire.

### Documents de références

Fiche 4-6 du PCAET. PAT.

### Impacts économiques

Baisse des coûts de transport de marchandises grâce au transport maritime.

## 4-9 Favoriser le recyclage



### CONTEXTE

Le recyclage permet d'éviter le gaspillage de ressources naturelles et d'énergie et de limiter les impacts sur l'environnement. Il permet d'éviter chaque année en France l'équivalent de 20 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. A ce jour, 95% de l'ensemble des déchets (ordures ménagères résiduelles et les déchets ménagers et assimilés) sont valorisés (recyclage ou valorisation énergétique) ; l'objectif étant d'arriver à 100%.

2.000 tonnes de déchets de l'île d'Oléron sont enfouies sur le continent. Bien que la baisse de la production de déchets soit la priorité de la politique de la gestion des déchets initiée par les élus, le recyclage est un axe important. Le tri a été étendu à l'ensemble des emballages sur l'île et le taux de valorisation a augmenté.

### OBJECTIFS

- Augmenter le taux de recyclage
- Baisser le taux d'incinération et d'enfouissement

### ACTIONS EN COURS

L'Ecopôle, site de collecte et traitement des déchets de la collectivité, participe à cette démarche en proposant le recyclage des déchets verts, du bois non-traité et des gravats du BTP et le propose en suite à la revente. Actuellement, les campings dont les déchets sont collectés par la ROD, ont mis en place des outils de pré-collecte des déchets recyclables.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Faire appel à des associations pour aider au recyclage

Aujourd'hui, une presse permet de compacter les déchets polystyrène pour limiter le nombre de déplacements jusqu'au centre de traitement. Actuellement, la presse est sous-utilisée, faute de temps disponible. Il serait possible de donner la gestion de cette presse à une association et de compléter cette activité à la compaction du carton qui nécessite l'acquisition d'une presse spécifique.

**Court Terme** Renforcer la collaboration entre l'OHPA et la CdC pour accompagner au mieux les campings dans leur gestion des déchets. Ainsi ils auraient tous accès aux mêmes outils (outils de pré-collecte, compost...).

#### **Court Terme** Mettre en place une collecte des mégots et sensibiliser à leurs conséquences sur l'environnement

Les mégots sont des déchets considérés comme dangereux qui polluent les sols et les eaux pendant plus de 15 ans, améliorer leur collecte est donc primordial. Des entreprises proposent la vente de cendriers et assurent la collecte de ces derniers à une certaine fréquence. Les mégots récoltés sont ensuite transformés en mobilier urbain. Cette action peut être complétée par la distribution de cendriers de poche (action déjà engagée). De plus, il serait nécessaire de réaliser des actions de sensibilisation à la pollution de la mer causée par le jet de mégot dans le réseau d'eau pluviale (messages sur les bouches d'égout, journée au port sans tabac).

### INDICATEURS DE SUIVI

Volume de déchets compactés (polystyrène et carton)

Volume de déchets recyclable collectés par les campings

Quantité de mégots récoltée

**Moyen Terme** Utiliser les résultats de l'étude de la valorisation de la fraction ligneuse pour revoir la part de production de bois-énergie, de compostage et d'envisager une production de BRF.

**Court Terme** Continuer et accentuer la sensibilisation au recyclage

Relayer des messages clés concernant le recyclage (consignes de tri, méthodes et circuits de recyclage), par exemple grâce à des affiches, dans le magazine de la CdC, pour encourager les citoyens et les touristes à trier leurs déchets. Améliorer l'information (localisation et types de déchets) sur les Points d'Apport Volontaire sur le site internet de la CdC.

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC ROD

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Campings
- Associations locales

### CIBLES DES ACTIONS

- Touristes
- Citoyens

### Gains pour le territoire

Tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> évitées grâce au recyclage. Développement de l'économie circulaire.

### Impacts sur l'environnement

Diminution des déchets dans la nature grâce à leur valorisation et à la sensibilisation des citoyens.

### Freins

Rentabilité et coût d'investissement de la presse. Nécessite de relayer l'information en permanence pour une efficacité à long terme.

### Opportunités

Facilité de mise en place et faible coût de certaines actions.

### Documents de références

PLPDMA. Guide pratique de la gestion des déchets sur l'île d'Oléron. Fiche 4-10 du PCAET

### Impacts économiques

Perspectives de financement notamment par l'ADEME sur des projets spécifiques avec le Fonds Déchets (recyclage et valorisation). Coût des actions préventives mais évitement des coûts des actions curatives.

## 4-10 Favoriser le réemploi et la réparation



### CONTEXTE

Le réemploi correspond à "toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus (ADEME)". Avec la réparation et comme avec le gaspillage alimentaire, le réemploi permet de diminuer la quantité de déchets produits. Le réemploi prolonge la vie de l'objet qui deviendra un jour un déchet

recyclable ou non. Actuellement en 2018, l'Ecopôle permet le développement de 152 tonnes de bois-énergie par an (chaufferie pour Iléo) et 1641 tonnes par an de compost. De plus la ressourcerie (inscrite dans le réseau Repair Café) permet de détourner des déchets et de leur donner une seconde vie. Le réemploi concerne tous les acteurs de l'île : particuliers, professionnels et collectivités.

### OBJECTIFS

- Repenser les déchets comme une ressource
- Utiliser des matériaux produits localement
- Baisser la production de déchets

### ACTIONS EN COURS

A l'échelle de l'île, la gestion des déchets fait parti des engagements de la collectivité. L'Ecopôle propose des zones de réemploi. La ressourcerie et deux boutiques solidaires sont gérées par l'association Océan. La collectivité participe à la semaine de la réparation en Charente Maritime et valorise les acteurs de la réparation sur son territoire.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

**Long Terme** Créer une **matériauthèque** pour développer le réemploi de nouveaux matériaux tout au long de l'année (lieu à définir). Collecter les matériaux jetés à l'Ecopôle pour les mettre à disposition des professionnels ou particuliers dans un espace dédié.

**Court Terme** Privilégier et mettre en valeur les ressources de l'Ecopôle pour les usages des collectivités de l'île.

Inciter les communes à utiliser en priorité les produits de l'Ecopôle (compost, gravats pour la voirie...).

**Court Terme** Mettre en avant les acteurs de la réparation en animant des ateliers

Un annuaire des réparateurs existe à l'échelle de la région.

**Long Terme** Améliorer la prise en compte des déchets d'échouage

### INDICATEURS DE SUIVI

Quantité de matériaux proposés à la matériauthèque

Diversité de matériaux proposés à la matériauthèque

Tonnage annuel de produits issus de l'Ecopôle acheté par chaque commune

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC (ROD)

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Les communes
- Les professionnels (entreprises du BTP/artisans de la réparation)
- Les citoyens

## CIBLES DES ACTIONS

- Les professionnels
- Les collectivités

### Gains pour le territoire

Production locale de matière première pour les entreprises du bâtiment. Mise en valeur des acteurs de la réparation. Développement de l'économie circulaire.

### Impacts sur l'environnement

Économie de la ressource. Baisse de la production de GES liée au traitement des déchets.

### Freins

Création de synergies entre entreprises à cette échelle. Coûts des ressources de l'Ecopôle trop peu avantageux par rapport au commerce.

### Opportunités

Communes déjà engagées pour l'utilisation des ressources de l'Ecopôle. Les professionnels de la pêche prennent conscience des problèmes liés aux déchets d'échouage.

### Documents de références

PLPDMA, La Matière <https://www.lm-lr.com/>. Répar'acteurs <https://www.dechets-nouvelle-aquitaine.fr/reparateurs/>

### Impacts économiques

Coût de la gestion des déchets en moins. Développement de l'économie locale.

## 4-11 Valoriser les pratiques vertueuses au sein de la conchyliculture



### CONTEXTE

Les conséquences du changement climatique ont des impacts directs sur certaines activités. C'est le cas des activités de la mer comme la conchyliculture. L'augmentation du niveau de la mer, des températures et du rayonnement solaire, la modification de la salinité et de l'acidité de l'eau, le développement plus fréquent de virus ou les variations irrégulières des nutriments pour les coquillages ne sont que quelques exemples des problèmes auxquelles doivent faire face ces professionnels. Ces changements ont des conséquences directes sur la qualité des produits (moules, huîtres), et leur productivité, faisant peser de lourds risques sur la filière, fleuron de

l'économie locale. Les pratiques ostréicoles sont très diverses, cette profession a l'habitude de s'adapter depuis toujours et il est nécessaire de permettre ce changement.

L'activité conchylicole permet d'assurer un stockage de carbone grâce à la formation des coquilles de moules et d'huîtres, qui permet ainsi d'éviter le relargage du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Ces coquillages assurent de nombreux services écosystémiques, filtration de l'eau, favorisent la biodiversité, ce sont des indicateurs de la qualité de l'eau. Il est donc nécessaire de penser ces activités en intégrant le changement climatique.

### OBJECTIFS

- Anticiper les adaptations
- Valoriser les professionnels de l'ostréiculture

### ACTIONS EN COURS

Le CREEA et le CRC portent de nombreuses études pour accompagner les exploitants et expérimenter des changements de pratiques. Les coquilles d'huîtres sont valorisées principalement en tant que remblais, cette pratique est intégrée et soutenue par la charte Natura 2000. Des actions sont également en cours pour limiter l'usage de plastique aussi bien sur le terrain (coupelles en matériaux biosourcés) que lors d'événements ouverts au public comme les salons, les dégustations chez les producteurs.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme** Revoir la logistique de collecte des déchets ostréicoles

Identifier un point ou une plateforme de stockage pour les poches. Ces déchets aujourd'hui sont sources de pollution.

#### **Moyen Terme** Limiter l'utilisation de plastique par des méthodes alternatives

La conchyliculture est responsable d'une utilisation de plastique excessive, aujourd'hui, près de 90% des déchets plastiques sont enfouis ou incinérés sans traitement préalable. Leur volume croît de 3 à 5% par an et la production annuelle dépasse les 2 millions de tonnes en France (Source ADEME). Augmenter la part de poches / coupelles / mannes réparables, réparées...

**Moyen Terme** Encourager et développer la valorisation des coquilles de moules et continuer de valoriser les coquilles d'huîtres (amendement agricole, matériaux de construction...) car l'activité conchylicole permet d'assurer un stockage de carbone qui permet ainsi d'éviter le relargage du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

### INDICATEURS DE SUIVI

Réalisation d'une étude sur un(e) point/plateforme de stockage des poches

Réalisation/finalisation d'études pour aider les professionnels

Réalisation d'actions de sensibilisation du grand public

Quantité de plastique utilisé/ quantité de plastique recyclé / Matériaux biosourcés

## Long Terme Poursuivre et communiquer sur les études portant sur le changement climatique

Les impacts du CC sur la conchyliculture, le stockage de carbone dans les coquilles, alternatives au plastique utilisé, etc.

- Communiquer sur les études faites et en cours pour s'adapter au changement climatique.
- Mettre en valeur les exploitants qui font de l'expérimentation et de l'adaptation au changement climatique (exploitation qui s'est diversifiée avec production de gambas, utilisation de matériaux biosourcés, culture en eaux profondes...)

**Court Terme Communiquer et sensibiliser le grand public** sur le fait que l'activité conchylicole fait partie du paysage, de l'identité d'Oléron, et souhaite prendre sa part à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

Utilisation de produits biosourcés

Augmentation de la part de produits recyclés

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- CdC (ROD, développement économique, espaces naturels)
- CREA
- Professionnels ostréicoles

### CIBLES DES ACTIONS

- Professionnels ostréicoles
- Citoyens

### Gains pour le territoire

Remplacement de services écosystémiques. Création de ressources sur le territoire, rôle économique. Evitement de risques sur la filière (exemple : risques de taux de plastique et composés dégradés rendant les coquillages impropres à la consommation ; risque médiatique de dénigrement de la profession et des produits), et au contraire opportunité d'ajouter une dimension vertueuse aux produits, attractive pour les consommateurs sensibles à l'environnement (de plus en plus nombreux).

### Impacts sur l'environnement

L'ensemble du cycle de croissance n'est pas tout le temps réalisé en Charente-Maritime et implique des transports en camion dans d'autres régions/pays donc des émissions de GES.

### Freins

Paysage figé par les touristes qui "achètent" un paysage.  
Manque de moyens et de conviction pour changer les pratiques.  
Manque d'anticipation des conséquences du changement climatique.  
Manque d'alternative au plastique.  
Coût jugé supplémentaire / manque de budget dédié (réflexion court terme).

### Opportunités

Les professions ostréicoles ont l'habitude de s'adapter en permanence.  
Des solutions existent pour s'adapter à certaines problématiques.  
Les jeunes générations sont impliquées dans la profession.  
Amélioration de l'image des produits / des métiers.  
Une analyse budgétaire à moyen ou long terme permettrait de basculer vers des pratiques vertueuses.

### Impacts économiques

Valorisation et accompagnement de la filière conchylicole. Diminution des coûts de réparation de la voirie (pistes cyclables, petites routes, chemins) grâce à l'utilisation de coquilles de moules et d'huitres. Investissement à réaliser pour l'achat d'équipements alternatifs au plastique.

# Axe 5 : Prenons en main notre territoire, à chacun d'agir

La CdC de l'île d'Oléron a impulsé une politique d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Pour favoriser sa réussite, il est essentiel d'associer la population autour de différents projets dans le but de créer un territoire plus durable et résilient.

Dans cet axe, la participation citoyenne est mise en avant, tout comme les initiatives pour que chacun soit acteur. Les habitants de l'île et les touristes seront amenés à se questionner sur les enjeux environnementaux et les impacts de leurs actions, afin d'encourager un changement de pratiques et de comportement. Ainsi, l'ensemble de la population est concerné car nous sommes tous acteurs dans cette transition écologique. L'environnement est un bien commun dont chacun est responsable, et sur lequel nos actions ont des conséquences. Réduire sa production de déchets, œuvrer pour la conservation de la biodiversité, consommer local, savoir réagir en cas de crise, sont des thématiques dans lesquelles toutes et tous peuvent agir.

## 5-1 Encourager la participation citoyenne pour un territoire résilient

### CONTEXTE



L'insularité du territoire oléronais entretient chez les habitants une appartenance forte à leur territoire. Cet esprit communautaire est une opportunité considérable pour développer la participation citoyenne et ainsi associer les habitants autour de différents projets dans le but de créer un territoire plus durable et résilient.

Il est possible de mettre en place des actions concrètes pour encourager l'implication et la collaboration de toutes et tous pour un changement de pratiques plus durable. À Oléron, chaque commune possède un réseau d'associations culturelles, sportives ou qui animent la vie de quartier.

Un groupement de citoyens a vu le jour en 2020. À l'échelle de l'île, OSS 17 développe les énergies renouvelables et montre ainsi la possibilité d'intégrer pleinement les citoyens dans des projets qui les touchent.

La participation citoyenne est un levier non négligeable pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. En effet, les citoyens deviennent réellement acteurs des décisions comme l'a montré la mise en place de la convention citoyenne pour la transition écologique.

### OBJECTIFS

- Permettre aux citoyens d'être acteurs dans le développement de leur territoire
- Donner du poids aux citoyens dans la prise de décision et de réflexion
- Encourager les citoyens à adopter des pratiques plus durables

### ACTIONS EN COURS

Maison de village au Château d'Oléron. OSS 17 (société citoyenne).

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Adhérer au programme DECLICS (Défis Citoyens Locaux d'Implication pour le Climat et la Sobriété)

DECLICS propose un ensemble de défis à des familles volontaires pour agir concrètement et de façon ludique pour le climat. Avec le défi de sobriété énergétique Familles à Énergie Positive a permis à plus de 40 000 foyers de se mobiliser afin de lutter efficacement contre les émissions de gaz à effet de serre et de réduire leurs factures d'énergie. Aujourd'hui, DECLICS propose des thématiques élargies comme la réduction des déchets (famille zéro déchet), la mobilité, l'alimentation (production de ses propres légumes), en suivant et en accompagnant les familles dans le but de faire évoluer leurs pratiques quotidiennes vers plus de sobriété.

#### **Court Terme** Création d'un budget participatif

Mettre en place un budget participatif par la CdC permettrait aux citoyens d'agir directement sur la répartition du budget d'investissement en proposant des idées de projets de leur propre initiative ou en votant pour des projets. Cette démarche de budget participatif permet de redonner sa place au débat public sur des questions qui engagent les conditions de vie des habitants et sur la réalisation de projets pour un aménagement et un développement durable des territoires. De nombreuses collectivités en France proposent déjà ce type d'initiatives.

### INDICATEURS DE SUIVI

Mise en place des différentes démarches

Nombre d'adhérents au programme DECLICS

Journée citoyenne mise en place

## Court Terme A l'instar de la ville d'Anger, création d'une journée citoyenne

Sur une journée, toutes les générations se retrouvent pour donner de leur temps pour leur ville, et pour les autres. Ce sont des actions concrètes proposées par les citoyens, cela peut se mettre en place par des chantiers d'amélioration du cadre de vie, de rénovation d'équipements, de valorisation de l'histoire et du patrimoine, des projets associatifs, culturels, éducatifs ou tout simplement ludiques (organisation de Clean Walk, de visites de parcs et d'ateliers zéro-phyto, actions diverses intergénérationnelles...). Cette journée peut être mise en place via l'élargissement du festival Oléron Durable en permettant aux associations et citoyens acteurs d'avoir la parole et d'être mis en avant.

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle urbanisme
- Pays Marennes Oléron

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Citoyens et élus
- CLER
- ADEME

### CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens

### Gains pour le territoire

Développement des comportements plus éco-responsables sur le territoire avec un objectif d'économie des ressources. Création de conditions favorables pour créer du lien social. Le budget participatif permet de répondre aux attentes des citoyens

### Impacts sur l'environnement

### Freins

Participation citoyenne encore trop peu connue et développée. Difficulté d'impliquer les citoyens.

### Opportunités

De plus en plus place d'initiatives citoyennes et des collectivités apparaissent.

### Documents de références

Journée citoyenne : ville d'Angers.

### Impacts économiques

Diminution des dépenses énergétiques. Production d'énergie via la pose d'énergie renouvelable.

## 5-2 Permettre à chacun d'être acteur de sa santé



### CONTEXTE

En Nouvelle-Aquitaine, trois personnes sur quatre prennent davantage en compte la santé environnementale dans leur vie quotidienne qu'il y a cinq ou dix ans mais un quart de ces personnes pense manquer d'informations et de connaissances sur ce sujet. Le renforcement de l'information en direction de la population est donc une action prioritaire.

Des informations régionales en santé environnementale sont disponibles et centralisées sur le site Acteurs-Actions Santé Environnement Nouvelle-Aquitaine, qui a été mise en œuvre par le Plan Régionale de Santé Environnementale 2.

Permettre à chacun de prendre les bonnes décisions concernant sa santé nécessite d'être bien informé et sensibilisé aux risques potentiels ainsi qu'aux pratiques du quotidien et aux gestes simples à réaliser. Néanmoins, les relais locaux (médecins, pharmaciens, collectivités) font état d'une insuffisance de diffusion de l'information en santé environnementale. L'information existe, mais elle est fournie par de nombreux outils souvent créés de façon monothématique (guides, plaquettes, affiches). Leur existence n'est pas toujours connue et pas toujours adaptée à une population ciblée.

### OBJECTIFS

- Renforcer et faciliter l'accessibilité de l'information sur la santé environnementale
- Faire prendre conscience de la santé environnementale et de son importance
- Adopter des gestes adaptés à la situation pour améliorer sa santé

### ACTIONS EN COURS

Les actions spécifiques à la santé environnementale sont assez récentes et les informations sont principalement internes aux services. La santé environnementale commence à être prise en compte sur Oléron, notamment au travers du second volet du Contrat Local de Santé.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

**Court Terme Organisation d'un forum santé** dont le but est d'informer tout public sur la Santé Environnementale.

**Court Terme Mobiliser les relais de proximité**

En particulier les professionnels de santé du premier recours pour la diffusion d'informations sur la santé environnementale fiables, ciblées et accessibles à la population. Il pourra être judicieux d'utiliser la plaquette régionale d'informations réalisée par le PRSE Nouvelle-Aquitaine et la mettre à disposition dans les pharmacies et maisons de santé.

**Court Terme Mise en place de panneaux pédagogiques** lors des nouveaux aménagements, et travaux de rénovation réalisés par la CdC pour informer sur l'impact de l'aménagement sur la santé environnementale des habitants et futurs utilisateurs.

**Moyen Terme Valoriser les actions qui ont été faites ou en cours sur la santé environnementale.**

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de personne par forum  
Nombre de panneaux déposés et nombre de personnes sensibilisées  
Evolution de la fréquentation du portail santé environnement (site Acteurs-Actions Santé Environnement Nouvelle-Aquitaine)  
Nombre de documents demandés par les professionnels de santé  
Niveau de satisfaction des usagers du site  
Avis des visiteurs du forum sur la pertinence du forum  
Adoption de gestes adaptés contre les perturbateurs endocriniens

## PILOTES DES ACTIONS

- TEPos/Enfance Jeunesse

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- ARS
- Acteurs de la santé sur l'île
- Région nouvelle aquitaine
- DREAL

## CIBLES DES ACTIONS

- Les citoyens

### Gains pour le territoire

Montée en compétence des citoyens sur leur santé.

### Impacts sur l'environnement

### Freins

### Opportunités

La santé environnementale pourra être mise en valeur et prise au sérieux plus facilement suite à la crise de la Covid-19.

### Documents de références

Contrat Local de Santé 1 et 2

### Impacts économiques

Coûts évités à la sécurité sociale lié à la meilleure prise en compte de la santé de chacun.

## 5-3 Développer la culture du risque



### CONTEXTE

La tempête Xynthia qui a frappé l'île d'Oléron en 2010 a montré la fragilité de la réponse en cas de risque majeur. Le nombre d'événements exceptionnels tend à augmenter avec le changement climatique. C'est pourquoi le développement de la culture du risque est indispensable. Selon le portail national de références Géorisques, il s'agit de "la connaissance par tous les acteurs (élus, techniciens, citoyens, etc.) des phénomènes naturels et l'appréhension de la vulnérabilité.

L'information des populations, et ceci dès le plus jeune âge, est le moteur essentiel pour faire progresser la culture du risque. Celle-ci doit permettre d'acquérir des règles de conduite et des réflexes, mais aussi de débattre collectivement des pratiques, des positionnements, des enjeux, etc.". Des citoyens et des élus bien informés sont capables d'adopter des réflexes adaptés

### OBJECTIFS

- Développer des comportements responsables
- Adopter des réponses collectives et unies à l'échelle de l'île
- Prendre conscience des enjeux, impacts et conséquences du changement climatique

### ACTIONS EN COURS

Les risques sont pris en compte dans certains documents d'urbanisme comme le SCoT, le PAPI ou le PPRN. Trois expositions sur la prévention des inondations et submersions ont été réalisées depuis 2015 par la CdC. Le rappel d'événements marquants permet de conserver une mémoire du risque. Des repères de crue ont été déposés suite à la tempête Xynthia et des actions seront menées à la fin de l'année 2020, pour rappeler les 10 ans de la tempête. La commune de La-Brée-les-Bains a également participé à une simulation de vent violent.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

**Court Terme** Installer au niveau des enrochements ou des poteaux anti-érosion de témoins de retrait du trait de côte passé et éventuellement futur pour sensibiliser à l'érosion marine.

**Court Terme** Créer un outil de communication pour le grand public sur le retrait de côte à partir d'une modélisation de l'île réactualisée tous les ans. Celle-ci pourrait prendre la forme d'une vidéo qui présente le retrait du trait de côte à l'échelle de l'île en accéléré ou une infographie (superposition de calques).

**Moyen Terme** Proposer des actions dans les écoles pour que les enfants adoptent les bons gestes dès le plus jeune âge.

**Moyen Terme** Encourager les citoyens à suivre des formations de premiers secours.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de témoins d'érosion installés

Nombre d'ateliers réalisés avec les écoles par an

Nombre de personnes qui ayant suivi une formation pour les premiers secours par an

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Communes
- Ecoles
- SDIS

## CIBLES DES ACTIONS

- Enfants
- Citoyens

### Gains pour le territoire

Montée en compétence des citoyens sur la prévention des risques en cas d'incidents sur le territoire.

### Impacts sur l'environnement

### Freins

Anxiété politique de faire peur aux touristes. Dénier de la réalité des risques par les habitants sur certains sites.

### Opportunités

Climat politique et social opportun pour ces démarches.

### Documents de références

Etude des actions innovantes pour développer une culture du risque en Nouvelle-Aquitaine faite par le CEREMA.

### Impacts économiques

La montée en compétence des citoyens pour la gestion du risque permet une meilleure réaction en cas de crise et donc d'éviter des dégâts.

## 5-4 Alimentaire et grand public



### CONTEXTE

La France importe de l'étranger 40 % des fruits et légumes consommés sur le territoire. Parmi ces produits importés, 60 % pourraient être cultivés en France métropolitaine. Les citoyens ont un poids non négligeable sur la qualité et la provenance de la nourriture. En effet, ce sont les consommateurs qui vont modifier l'offre. Actuellement, les consommateurs prêtent plus d'attention au coût de leurs achats plutôt qu'à leurs provenances.

La crise sanitaire nous a montré qu'il était possible de consommer local, tout en

participant au développement de l'économie locale, au soutien des petits producteurs avec une meilleure qualité alimentaire des produits. Ainsi, il est nécessaire de sensibiliser la population à l'alimentation et aux solutions existantes pour s'approvisionner localement.

Aujourd'hui sur l'île d'Oléron, l'offre et la demande en produits locaux sont à peu près équivalentes. Dans les années à venir, la demande risque d'augmenter aux vues de la prise de conscience générale.

### OBJECTIFS

- Informer et sensibiliser les citoyens pour les encourager à consommer local
- Informer les citoyens sur les actions à visée alimentaire proposées par les mairies, CdC, associations.

### ACTIONS EN COURS

Labels MOPS et ASMO. Plan National Nutrition Santé n°4. Support de communication sur le PAT. Promotion des producteurs et restaurateurs locaux par les associations MOPS et ASMO. Actions "Cœur de Villages".

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### Long Terme Sensibilisation des consommateurs sur l'impact de leur achat

- Faire prendre conscience aux citoyens des impacts carbone et environnementaux de leurs achats alimentaires. Sensibiliser les citoyens sur le coût réel des aliments (coûts en eau, émissions de carbone, moyens humains, santé, ...) et les externalités positives de l'agriculture respectueuse de l'environnement.
- Informer sur les différentes offres locales pour montrer la possibilité de changer les modes de consommation.
- Reconduire l'action "Cœur de Villages" pour inciter les citoyens à consommer différemment.

#### Moyen Terme Adaptation des horaires de travail

Adapter les horaires de travail via le Plan De Mobilités des entreprises aux horaires des marchés et autres groupements alimentaires pour permettre aux citoyens de s'approvisionner en produits locaux.

#### Moyen Terme Adhérer au réseau "Villes actives du PNNS"

Réaliser plusieurs actions par an pour sensibiliser à la bonne nutrition et l'alimentation de manière globale.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre d'action de communication

Nombre de PDM permettant une flexibilité des horaires pour le marché

Nombre de participants aux actions "Cœur de Villages"

Horaires adaptés pour les employés

Nombre de support de communication créés

Nombre d'actions moyen réalisé par les participants

## **Moyen Terme** Renforcer la communication et l'information sur les actions ouvertes au public.

S'aider des moyens de communication actuels ainsi que du programme DECLIC [cf. fiche action 5-1] pour mettre en avant les initiatives en cours comme les jardins partagés sur le site de la Cailletière, les cours de cuisine de la ville de Dolus. Lancer Potag'10\* pour aider et accompagner les particuliers dans la création de leur jardin. Comme le suivi du défi des familles zéro déchet, l'objectif de Potag'10 est de suivre des familles afin qu'elles produisent efficacement une partie de leur consommation annuelle en fruits et légumes.

## **Long Terme** Inclure les citoyens dans l'élaboration du prochain PAT

[En lien avec la fiche 5-1]

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC pôle développement économique
- CdC pôle Santé
- ROD

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- Elus d'Oléron et Marennes
- Associations
- Communes
- DECLIC
- CCI

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Citoyens

### **Gains pour le territoire**

Amélioration de la qualité de l'alimentation des citoyens.

### **Impacts sur l'environnement**

Baisse de la production de GES due aux changements de pratique alimentaires.

### **Freins**

Convaincre les entreprises, les habitants. Habitudes des consommateurs et réflexion en termes de coût plutôt qu'en fonction de la provenance.

### **Opportunités**

La crise Covid-19 a développé une volonté des citoyens de manger mieux.

### **Documents de références**

PNNS. PDM. Guide à l'usage des élus et des services communaux et intercommunaux ([https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide\\_pnns\\_ville\\_new.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_pnns_ville_new.pdf)).  
Fiche 5-1 du PCAET.

### **Impacts économiques**

Développement de l'économie locale.

## 5-5 Baisser la production de déchet



### CONTEXTE

L'ensemble de la population est concerné par la production de déchets. En 2018, les oléronais ont produits 68 kg de déchets ménagers et assimilés par mois par habitant. De 2010 à 2018, les actions consécutives du Programme Local de Prévention puis du programme Zéro Gaspillage Zéro Déchets ont permis de diminuer de 150 kg par an et par habitant la quantité de déchets ménagers et assimilés produits. En 2023, les collectivités auront l'obligation de proposer un tri à la source des déchets organiques pour tous les usagers.

Bien que les sites de traitement des déchets aient beaucoup évolués ces dernières années et restent très contrôlés, les déchets ont des impacts néfastes sur l'environnement. Leur incinération, qui émet des particules dans l'atmosphère et des résidus classés dangereux est une cause de pollution atmosphérique et contribue au changement climatique. Chaque année, plus de 8 millions de tonnes de plastiques sont rejetés dans les océans, contaminant les espèces vivantes dans l'eau et ainsi les poissons que nous consommons.

Il est donc primordial de réduire à la source la quantité de déchets produits.

### OBJECTIFS

- Changer les modes de consommation pour limiter la production de déchet
- Obtenir une quantité de déchets verts à l'Écopole inférieure à sa capacité maximale de 8 000 tonnes

### ACTIONS EN COURS

Des composteurs individuels ou partagés sont mis en place au cours de l'année 2020 pour les particuliers et quelques écoles sont également équipées. La collectivité réalise la promotion du broyage de déchets verts et le jardinage au naturel. 50 établissements sont suivis dont 15 campings pour le compostage.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** Rendre chaque citoyen acteur de la gestion des déchets avec la mise en place de la redevance incitative

La redevance incitative doit permettre à terme que chaque foyer modifie ses habitudes afin de réduire sa quantité de déchets produits.

#### **Court Terme** Limiter l'utilisation d'emballages à usage unique

- Inciter les consommateurs à venir dans les commerces de proximité et les supermarchés avec leur propre contenant pour limiter l'usage d'emballages à usage unique.
- Développer la vente sans emballages à usage unique, grâce à des emballages consignés ou biodégradables sur les marchés, commerces de proximité, supermarchés.

### INDICATEURS DE SUIVI

Quantité de déchets ménagers produits par habitant par an

Quantité de déchets verts dans les déchetteries et l'Écopôle

**Moyen Terme** Etendre la mise en place de composteur dans les écoles, EHPAD et maison de santé afin de réduire la production de biodéchets.

Il sera nécessaire de réaliser une présentation de l'utilisation des composteurs afin que les responsables de la restauration collective soient formés à leur utilisation.

**Moyen Terme** Encourager les professionnels et les particuliers à choisir des essences d'arbres adaptées pour limiter la quantité de déchets verts et faciliter l'entretien des espaces verts.

Diminution de la production d'ordures ménagères d'au moins 15 % par habitant  
Changement de comportement des consommateurs

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC (ROD)

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Commerces de proximité
- Supermarchés
- Marchés
- Restauration collective

### CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens
- Professionnels

### Gains pour le territoire

Quantité de déchets verts en moins à l'Écopôle. Prise de conscience par les citoyens des impacts de leurs actions.

### Impacts sur l'environnement

Quantité en moins d'emballages. Quantité de GES en moins pour le traitement des déchets ménagers. Diminution de la quantité de déchets traités (enfouies ou incinérés).

### Freins

Méconnaissance par rapport à la redevance incitative.

### Opportunités

Nouvelle initiative issue des particuliers pour diminuer leurs déchets.

### Documents de références

PLPDMA

### Impacts économiques

Si la production de déchets baisse sur l'île, le coût de traitement de ces derniers baissera de même.

## 5-6 Développer l'éducation environnementale pour renforcer la responsabilité individuelle et collective liée à l'environnement



### CONTEXTE

L'éducation à l'environnement développe la perception et la compréhension des enjeux environnementaux et civiques, et permet un engagement individuel : c'est ce que l'on nomme l'éco-citoyenneté.

La conservation de la biodiversité est un aspect critique du développement durable, présentant des enjeux forts sur le plan écologique (perte rapide de diversité biologique, risque d'atteinte de seuils écologiques irréversibles), mais aussi sociétaux et économiques du fait de la dépendance de nos sociétés aux services

écosystémiques (purification de l'air, stockage de carbone, lutte contre le changement climatique grâce à toutes les actions menées en faveur de la TVB (en lien avec la fiche 3-3). Cette action consiste à rappeler que la nature est un bien commun pour raviver le sens de nos responsabilités à l'égard de l'avenir de la planète. Cette action révèle le pouvoir d'agir de chacun dans cette transition écologique et renforce la citoyenneté. Les citoyens et acteurs concernés sont amenés à se questionner sur les enjeux environnementaux et les impacts de chacune de leurs actions. Cette prise de conscience de tous est une clé importante de réussite de toutes les politiques environnementales et de leur amélioration continue.

### OBJECTIFS

- Adopter des comportements collectifs respectueux de l'environnement
- Faire comprendre les enjeux liés à la biodiversité
- Valoriser une gestion durable des espaces verts des particuliers et publics

### ACTIONS EN COURS

Trois enjeux de préservation se combinent au sein de ces propositions d'actions (en référence à l'État Initial de l'Environnement du SCOT actuellement en cours de révision) :

- La diversité des milieux naturels
- Leur continuité
- La montée en compétences des acteurs et usagers sur ces sujets.

Publications sur la biodiversité, panneaux pédagogiques sur toute l'île. Interventions ponctuelles et projets pluriannuels dans les écoles (Aires éducatives, projets thématiques). Pédagogie professionnelle à l'année dispensée par la CdC, le CPIE et le réseau d'acteurs de l'éducation. Multiplication d'initiatives écocitoyennes.

**Moyen Terme** Intégrer chaque année un thème sur le changement climatique et l'environnement dans les programmes pédagogiques pour les écoles et accueils de loisirs que gère la CdC.

Les enfants sont les adultes, les citoyens et les décideurs de demain ; les sensibiliser à la protection de l'environnement les amènera plus tard à adopter des pratiques vertueuses. Les professionnels de ces établissements sont directement en contact avec les enfants et leurs parents, et jouent un rôle essentiel de transmission d'informations et des gestes de conduite éco-responsable. Il est donc nécessaire d'accentuer la sensibilisation sur l'environnement et le changement climatique.

**Moyen Terme** Sensibiliser les citoyens à la biodiversité, au rôle qu'ils ont à jouer à travers des actions pédagogiques.

À Oléron, une très grande majorité des habitants possède une maison individuelle avec un jardin. Ces jardins et espaces boisés font partis à plus grande échelle d'une trame verte, de la continuité du potentiel arboré du territoire. Ces zones sont donc d'intérêt écologique et sous la responsabilité des propriétaires, qui ont la capacité d'agir, à leur échelle. Il est donc primordial de les informer sur les services écosystémiques que rendent la biodiversité afin qu'ils adaptent leurs pratiques.

- Actions de sensibilisation et de communication pour les citoyens à la présence et la préservation des espèces communes dans les milieux anthropisés et semi-naturels, à la nature en ville, à l'objectif "zéro phyto". Sensibiliser les citoyens aux espèces exotiques envahissantes, les accompagner dans le choix d'essences de plantes et d'arbres.
- Accompagner les propriétaires pour éviter les coupes franches. Une coupe franche consiste en la coupe de l'intégralité des arbres de toute une parcelle pour en récolter le bois. Le cycle de vie de la forêt est donc stoppé net et cela concerne toute la biodiversité, c'est un véritable désastre écologique. Il est indispensable de sensibiliser les propriétaires de parcelles boisées et de forêts privées à ce sujet, pour encourager une gestion durable (mise en place d'îlots de sénescence, éviter la coupe de plusieurs arbres sur la parcelle pour conserver partiellement les services écosystémiques et la biodiversité présente).

**Moyen Terme** Sensibiliser les acteurs dits « relais », qui sont des personnes ou structures en contact régulier avec le grand public qui informent, sensibilisent et communiquent sur les divers sujets liés à la TVB (biodiversité et espaces naturels/agricoles). Par exemples, les acteurs nautiques (écoles de surfs, sauveteurs, loueurs de matériel, ...), les campings, les centres équestres, etc.

**Moyen Terme** Informer et sensibiliser les acteurs de la filière portuaire (plaisance et pêche).

Mettre en avant les éco gestes et les pratiques responsables pour chaque catégorie d'acteur (pêcheurs, manutentionnaires, mareyeur, plaisanciers, ...). Durant les discussions avec les différents acteurs, des actions peuvent être envisagées comme :

- Initier les ports à des labels éco-responsables publics (ex : port propre)
- Accompagner les pêcheurs dans le changement de leurs pratiques de pêche
- Accompagner les ports dans la gestion plus résiliente des marchandises et des déchets organiques ou non
- Encourager les ports à sensibiliser les plaisanciers dans les démarches éco-responsables
- Sensibiliser les plaisanciers sur les pratiques en mer, l'entretien des bateaux (modes de carénage, produits utilisés)
- Valoriser certains espaces dans les ports afin d'y implémenter des énergies renouvelables (pontons solaires, panneaux photovoltaïques sur les toitures, panneaux solaires thermiques pour le chauffage de l'eau, ...)

Nombre d'écoles et d'accueils de loisirs engagés dans l'éducation à l'environnement et au développement durable

Nombre de personnes sensibilisées aux coupes franches et au choix des essences d'arbres

Ports possédants de nouveaux labels publics (ex : port propre)

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC Oléron (Service enfance jeunesse, espaces naturels)
- Communes
- Port de la Cotinière

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- CPIE (accompagnement port Cotinière au zéro déchet) et réseaux d'éducation à l'environnement
- Ecoles maternelles, primaires, collèges → éducation nationale, centres d'accueils de loisirs
- Association Terragir, programme Eco-école
- Parc naturel marin, réseaux associatifs, opérateurs du sport...
- Département 17 / Echappées Nature
- Conservatoire Espaces Naturels (CEN)
- AFNOR (label port propre)

## CIBLES DES ACTIONS

- Les professionnels de la sylviculture, paysagisme, arboriculture, horticulture
- Plaisanciers
- Pêcheurs

### Impacts sur l'environnement

Diminution des comportements non respectueux pour l'environnement. Renforcement de l'identité du territoire. Participation à une dynamique vertueuse, une politique cohérente. Réduction de la quantité de déchets. Impact de l'activité de valorisation de déchets suite à la loi sur le non-rejet en mer. Crainte que les pêcheurs ramènent des quantités de déchets organiques toujours aussi importantes (et contribuent à la destruction des écosystèmes marins). Eau des ports plus propres grâce aux pratiques éco-responsables.

### Freins

Nécessité d'augmenter le nombre et la formation des différents intervenants professionnels. Libre décision des ports, non coopération des plaisanciers.

### Opportunités

Volonté des pêcheurs de changer leurs pratiques. CdC force de proposition aux écoles et accueils loisir, en contact grâce au service enfance jeunesse. De nombreux programmes éducatifs existent déjà pour les écoles (programme éco-école, terragir, citeo). Augmentation nette de la sensibilité des citoyens et acteurs sur ces sujets, urgence des problématiques. Les actions pédagogiques se développent sur le territoire.

### Documents de références

Fiches EE1 du DOCOB. SCOT. Référence à la fiche 2-10 et 3-3 du PCAET. <https://www.eco-ecole.org>. <https://www.clubciteo.com/programmes-pedagogiques-edd/club-citeo-et-ledd/>. <http://www.notreterre.org/article-36009619.html>

### Impacts économiques

Ces projets sont relativement faciles à subventionner (Etat, Europe, ADEME, Parc marin...). Cette action se traduit par une augmentation des budgets en direction des actions de sensibilisation, d'éducation et d'implication des différents publics. Économiquement aussi, les actions de prévention sont plus pertinentes que les actions curatives (exemples : diminution des coûts de dépollution et de traitement des déchets, évitement de risques de dégradation de la qualité de l'eau pour la filière conchylicole, attractivité par la qualité du territoire, évitement ou retardement de phénomènes fâcheux liés au risque climatique...). Nouveaux raisonnements économiques pour un territoire vertueux et résilient. Coût de traitement des biodéchets, utilisation des déchets organiques comme une ressource, moins d'électricité achetée grâce à la création d'énergie renouvelable.

## 5-7 Développer une gouvernance et une concertation citoyenne pour la construction d'un bien-vivre-ensemble respectueux de l'autre et de l'environnement



### CONTEXTE

La gouvernance citoyenne est une nouvelle forme de coopération et de partage du pouvoir entre les collectivités et la société civile qui sont associés autour de différents projets. Elle permet de redonner sa place au débat public sur des questions qui engagent les conditions de vie des habitants et sur la réalisation de projets pour un aménagement et un développement durable des territoires.

La concertation avec les habitants permet aux citoyens d'être entendus par les pouvoirs publics sur tout projet qui les concerne directement et de faire partie de la

solution des principaux problèmes de sa communauté.

L'accès à l'information est un élément important de la bonne gouvernance et de la démocratie participative. Il faut penser à développer l'accès aux outils d'information. L'insularité du territoire oléronais entretient chez les habitants une appartenance forte à leur territoire. Cet esprit communautaire est un levier considérable pour le développement de la participation citoyenne.

### OBJECTIFS

- Donner du poids aux citoyens dans la prise de décision et de réflexion
- Permettre aux citoyens d'être acteurs dans le développement de leur territoire

### ACTIONS EN COURS

Action de co-construction qui a fait émerger OSS 17. Projet d'instaurer la demi-heure citoyenne à Saint-Trojan-les-Bains

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Court Terme** La demi-heure citoyenne

Encourager les citoyens à assister aux réunions de conseils municipaux, en les conviant trente minutes avant le conseil afin d'échanger sur des sujets dont ils voudraient faire part aux élus. Cette action permettrait d'encourager les citoyens à assister par la suite aux conseils municipaux.

#### **Moyen Terme** Renforcer et inciter la population à participer aux débats

Le faire lors de la réalisation de projets d'aménagement au travers de ciné-débats, de forums à thème et d'ateliers. Le but est d'associer les habitants au développement de leur territoire tout en leur expliquant les raisons des aménagements, en faisant preuve de pédagogie. Il est nécessaire qu'ils comprennent l'intérêt de chaque changement ou décision, en leur inculquant des modes de réflexion durables.

#### **Moyen Terme** Mettre en place des conseils de quartier ou de village

Proposer des échanges plus réguliers avec les citoyens sur des thématiques précises, sous forme de réunions, d'ateliers, de sorties de terrain, ciné-débats... Le but serait d'impliquer les citoyens dans le développement et la compréhension des projets de leur commune. Un représentant par conseil de quartier ou de village pourrait assister à un conseil communal regroupant les représentants de tous les conseils de quartier, afin de faire remonter les propositions ou les remarques aux élus.

### INDICATEURS DE SUIVI

Suivi de l'évolution des étapes des projets

Nombre de citoyens participants aux différents projets (demi-heure citoyenne, ciné-débat, conseils de quartier...)

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle TEPos

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Elus d'Oléron
- CPIE
- CdC
- Communes

## CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens

### Gains pour le territoire

Montée en compétences des citoyens dans la prise de décisions. Réalisation de projets non adaptés aux attentes des citoyens.

### Impacts sur l'environnement

Evolution des comportements, changement des usages, pratiques.  
Meilleure préservation des ressources, économie de l'eau, de l'énergie.

### Freins

Difficulté d'intégrer tous les citoyens et pas seulement une population avertie.

### Opportunités

L'insularité du territoire oléronais entretient chez les habitants une appartenance forte à leur territoire. Cet esprit communautaire est un grand levier d'acteur pour la participation citoyenne.

## Impacts économiques

# Axe 6 :

# Devenons une île exemplaire en valorisant les activités et initiatives à carbone favorable

Le territoire oléronais est un territoire déjà investi dans la transition énergétique et écologique. L'île s'est engagée depuis 2016, dans le projet TEPos conduit par la Communauté de Communes, dont le but est d'atteindre une totale indépendance énergétique à l'horizon 2050 avec 100 % d'énergies renouvelables. Le territoire est également labellisé Cit'ergie, qui récompense les collectivités pour la mise en œuvre d'une politique climat-air-énergie ambitieuse.

Ainsi, il faut poursuivre cette dynamique afin de réduire l'impact carbone du territoire à long terme. L'objet de cet axe est de proposer des actions qui permettent de faire de l'île d'Oléron, un territoire exemplaire pour la réduction de son empreinte écologique.

La CdC et les collectivités se doivent d'être exemplaires à travers leurs activités, leur fonctionnement, leurs infrastructures, afin de devenir des modèles et des déclencheurs d'initiatives pour la population oléronaise.

Par conséquent, il est possible d'agir sur différents secteurs afin de répondre à ces enjeux, notamment via la sobriété énergétique et la production d'énergie renouvelable. Également en agissant sur les performances écologiques de la CdC et des communes. D'autre part, le tourisme représente également un levier considérable pour réduire l'empreinte écologique du territoire, ce dernier doit être plus soutenable et à terme, plus vertueux.

## 6-1 Accompagner le tourisme durable et responsable



### CONTEXTE

Le tourisme de masse, fruit des évolutions sociétales du XXe siècle (augmentation du niveau de vie, apparition des congés payés...), est aujourd'hui remis en cause par son empreinte écologique. En effet, les conséquences du tourisme sur l'environnement sont nombreuses : consommation démesurée de l'eau et de l'énergie, forte pression sur les espaces naturels et la biodiversité, émission de gaz à effet de serre et pollution de l'air dues au transport essentiellement.

Il devient nécessaire de se tourner vers un tourisme plus soutenable. L'Organisation Mondiale du Tourisme définit le tourisme durable comme "un tourisme qui tient

pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil".

L'Office de Tourisme de l'île d'Oléron et du bassin de Marennes a déjà mis en place une stratégie de développement touristique durable, avec un plan d'actions qui arrive à terme. Il est donc nécessaire de réviser cette stratégie avec des objectifs plus ambitieux, notamment en matière d'environnement.

### OBJECTIFS

- Se rassembler pour une vision partagée du tourisme durable
- S'affirmer comme territoire référence en termes de tourisme durable à l'échelle régionale et nationale

### ACTIONS EN COURS

L'île d'Oléron et le bassin de Marennes choisis comme territoires Test pour l'expérimentation d'un programme ambitieux pour le tourisme durable qui concerne les hébergeurs touristiques (UNAT, l'UMIHNA, Aquitania). Création et animation du label "ASMO". Label des acteurs éco-responsable soutenu par l'ADEME en cours. Forum annuel du tourisme durable à destination des professionnels du tourisme. Sensibilisation des touristes à la préservation de l'environnement grâce aux acteurs relais, notamment les prestataires nautiques du réseau « Nautisme Responsable Marennes-Oléron ».

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme Réviser la stratégie de développement touristique durable du territoire**

En visant des objectifs plus ambitieux afin d'encourager un tourisme vertueux pour limiter les impacts sur l'environnement. Développement d'offres pour allonger la période de tourisme, favoriser les activités de découvertes des espaces naturels, sportives, favoriser la découverte du patrimoine oléronais avec le réseau explore Oléron avec des modes de déplacements doux.

**Long Terme Accompagner les établissements touristiques dans leur démarche de communication**, notamment pour les descriptions de ces derniers sur le site internet de l'office de tourisme afin que la stratégie de tourisme durable soit plus connue et que leur engagement en faveur de l'environnement soit mis en avant.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de partenaires relais

Nombre de personnes participants aux formations

Révision de la stratégie de tourisme durable effectuée

Évolution des comportements/prise de conscience des touristes

**Moyen Terme** Former et sensibiliser les acteurs du tourisme aux enjeux de la transition écologique et climatique afin qu'ils soient un relai auprès du public :

- Formation en interne dans les offices de tourisme communales et mise en place d'éduc'tours. Les offices de tourisme de chaque commune ont un rôle de relais aux touristes, notamment pour la mobilité et les activités durables. Leurs connaissances sur la transition écologique et la stratégie de tourisme durable mise en place sont donc primordiales.
- Elargir la formation et la sensibilisation des acteurs relais à d'autres secteurs d'activités et développer des démarches de mise en réseau à l'image du réseau Nautisme Responsable Marennes-Oléron Pour sensibiliser le grand public, il faut cibler les lieux où ils se rendent et s'appuyer sur les acteurs de terrain qui sont essentiels pour sensibiliser les touristes à la biodiversité et à la protection de l'environnement

### PILOTES DES ACTIONS

- Office de Tourisme de l'île d'Oléron et du bassin de Marennes

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Professionnels du tourisme
- CdC, mairies
- Fédérations de professionnels (UNAT, U.M.I.H.N.A, Aquitania, AOHPA...)
- CPIE / associations environnementales
- CDT (Charentes Tourisme)

### CIBLES DES ACTIONS

- Acteurs du tourisme

### Gains pour le territoire

Montée en compétences des acteurs du tourisme. Création de valeur pour le territoire. Allongement de la période touristique tout au long de l'année.

### Impacts sur l'environnement

Evolution des comportements. Changement des usages et des pratiques. Meilleure préservation des ressources naturelles. Réduction des émissions de GES, des déchets.

### Freins

Demande un travail d'accompagnement important des prestataires du tourisme.

### Opportunités

Il existe une conscience collective sur Oléron, grâce au caractère insulaire de l'île, qui donne la volonté de vouloir préserver son territoire. Un gros travail a déjà été effectué par la CdC et l'Office du Tourisme depuis plusieurs années.

### Documents de références

Stratégie de développement touristique durable du territoire. Fiches actions mobilité 2-4, 2-5, 2-6 du PCAET. Nouvelle Organisation Touristique Territoriale (NOTT).

### Impacts économiques

Coût des formations, du forum annuel. Nouvelle offre touristique qui peut attirer un nouveau public et donc des revenus supplémentaires.

## 6-2 Réduire la consommation énergétique des bâtiments publics



### CONTEXTE

Les territoires de l'île d'Oléron et du Bassin de Marennes se sont dotés d'un conseiller en énergie partagé. Son rôle est d'étudier les consommations énergétiques du patrimoine communal afin d'identifier les domaines sur lesquels il faut agir pour tendre vers la sobriété énergétique. En complément, le conseiller accompagne les particuliers afin de les encourager à des changements de comportement

et de pratiques concernant la consommation d'énergie. Il est important de diminuer les consommations énergétiques des bâtiments publics afin de réduire l'émission de GES qui en est la conséquence. L'exemplarité de la CdC et des communes a et aura pour but d'inciter les citoyens à suivre cette démarche.

### OBJECTIFS

- Réduire les coûts énergétiques du patrimoine des collectivités
- Mettre en avant l'exemplarité de la collectivité en matière de sobriété énergétique
- Adapter les collectivités territoriales aux changements climatiques

### ACTIONS EN COURS

Changement de certains éclairages en LED, deux chantiers BEPOS, nombreux chantiers d'isolation de toitures communales, trois chantiers de réhabilitation globale en cours.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

**Moyen Terme** S'engager dans des plans pluriannuels d'actions par commune et réinvestir les économies dans les bâtiments publics via le conseiller en énergie partagé

Suivre et réduire la consommation énergétique des bâtiments publics permettra une baisse des coûts financiers et environnementaux via l'application d'un PPA (Plan Pluriannuel d'Actions).

**Long Terme** Supervision à distance des consommations énergétiques

Surveiller à distance les consommations énergétiques de chaque élément des bâtiments publics (chauffage, ventilation, climatisation, éclairage) afin d'identifier les pertes énergétiques et les marges d'économies possibles à réaliser.

**Moyen Terme** Actions de sensibilisation pour les gestes à adopter par les usagers dans les bâtiments publics gérés par la CdC et les communes

Le comportement des usagers d'un bâtiment va de pair avec sa sobriété énergétique. Un bâtiment sobre en énergie n'est efficace que si ses utilisateurs ont été formé aux bonnes pratiques à avoir (fenêtres fermées si la climatisation est activée par exemple). Il est recommandé d'effectuer des actions de sensibilisation afin d'orienter les comportements des usagers pour réduire les consommations d'énergie.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de bâtiments diagnostiqués

Consommation énergétique des collectivités

Avancement des PPA

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Communes
- Réseaux professionnels

## CIBLES DES ACTIONS

- Usagers des bâtiments

### Gains pour le territoire

Les comportements vertueux appliqués dans le milieu professionnel pourront être répliqués dans la vie de tous les jours. Formation et animation des équipes techniques pour une montée en compétence.

### Impacts sur l'environnement

Economie de l'énergie grâce à la supervision à distance des consommations énergétiques.

### Freins

Coût de mise en place de la supervision à distance.

### Opportunités

Possibilité de faire des économies d'énergie.

### Impacts économiques

Baisse de la facture énergétique, baisse du coût des projets (recherche de subventions et prestations intellectuelles).

## 6-3 Améliorer le bilan carbone de la politique d'achats des collectivités du territoire et de la CdC



### CONTEXTE

En 2017, l'achat de fournitures a coûté plus de 190.000 € à la CdC soit 7 % du budget. À cela s'ajoute les coûts de l'électricité et de l'eau des bâtiments publics. Bien que n'étant pas la plus grande part du budget, des économies financières peuvent être réalisées. De plus, le bilan environnemental global (émissions de GES, cycle de vie,

possibilité de recyclage, pollutions émises etc...) des achats peut être amélioré. Dans leur ensemble, communes et CdC peuvent agir pour réduire le coût d'achat de mobilier, fournitures, énergie, ressources et de maintenance du matériel informatique.

### OBJECTIFS

- Améliorer le bilan environnemental de la politique d'achats des collectivités
- Diminuer les coûts des fournitures par une démarche de mutualisation
- Baisser les coûts d'achat de fournitures

### ACTIONS EN COURS

Des actions en matière de sobriété énergétique sont déjà en œuvre via la mission du conseiller en énergie partagé sur l'ensemble des bâtiments publics et le comportement des usagers.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### Moyen Terme Dans une démarche d'exemplarité, améliorer la politique d'achat de la CdC

- Effectuer un achat d'occasion en priorité : Pour tout achat de nouveau matériel (meubles, électroménager, fournitures...), il est conseillé de vérifier si celui-ci peut s'effectuer d'occasion par exemple à La Ressourcerie. Le coût sera plus faible, l'achat local, la production de déchets diminuée et cela contribuera à aider des associations locales.
- Prendre en compte l'impact carbone dans les marchés publics : Pour tout futur marché public, il est nécessaire de prendre en compte l'impact carbone dans le choix du prestataire afin de diminuer l'empreinte écologique.
- Faire évoluer les contrats de maintenance du matériel informatique : Actuellement à la CdC, le matériel informatique est remplacé tous les quatre ans (en moyenne), quel que soit l'état de fonctionnement. Une évaluation au cas par cas pourrait s'avérer nécessaire selon l'usage et les besoins des utilisateurs, en lien avec Soluris.
- Groupement de commandes pour les achats communaux : Afin de réaliser des économies et de réduire la production de GES et de polluants atmosphériques liés aux livraisons, un groupement de commandes pourrait être mis en place. Notamment pour les fournitures des différentes communes. Une réflexion pourrait se faire pour mutualiser les services marchés publics à l'échelle du territoire ou a minima via un « club MP ».
- Réduire la consommation en eau des bâtiments publics : Des économies pourraient être réalisées sur la consommation d'eau via le conseiller en énergie partagé.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre d'achats d'occasion réalisés

Nombre de prestataire renseignant leur impact carbone

Nombre de litre d'eau économisés

Économies faites via le groupement de commandes (baisse des coûts d'achats de fournitures)

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC service comptabilité et marchés publics

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- La Ressourcerie - OCEAN
- Les communes
- Soluris

## CIBLES DES ACTIONS

- Tous les services de la CdC et des communes

### Gains pour le territoire

Amélioration de l'exemplarité de la CdC et des communes.

### Impacts sur l'environnement

Réduction de l'empreinte carbone de la CdC et des communes. Économie de l'eau. Réduction de la production de polluants atmosphériques grâce au groupement de commandes.

### Freins

Difficulté de la mise en place du groupement de commandes.

### Opportunités

Mission du CEP déjà en cours.

### Impacts économiques

Coûts d'achat du matériel réduit. Baisse des coûts d'achats de fournitures lié au groupement de commandes.

## 6-4 Appuyer la mise en place des panneaux photovoltaïques sur le territoire et une meilleure distribution de l'énergie



### CONTEXTE

La problématique des énergies, de la production jusqu'à la consommation, est centrale dans le contexte de changement climatique. La transition énergétique vers des technologies de production durable et l'usage de ressources renouvelables, est un défi qui se retrouve à toutes les échelles. Concernant la production d'énergie renouvelable locale, l'île d'Oléron a déjà entamé sa transition énergétique

et s'est engagée dans la voie des énergies renouvelables au travers du projet TEPOS conduit depuis 2016 par la CdC.

L'objectif de la stratégie TEPOS est d'atteindre une indépendance énergétique à l'horizon 2050 avec 100 % d'énergies renouvelables. Aujourd'hui, la production d'ENR du territoire représente 12 % de l'énergie totale consommée.

### OBJECTIFS

- Accroître la part d'énergie renouvelable solaire sur l'île
- Inciter à l'installation de panneaux photovoltaïques pour les particuliers, les entreprises, le patrimoine public
- Revoir le système de distribution énergétique

### ACTIONS EN COURS

Développement du photovoltaïque sur l'île grâce au plan d'actions TEPOS :

- Sur les bâtiments publics (1MWc fin 2020).
- Projet de panneaux photovoltaïques au sol au Château et à la Brée les bains.
- Projet d'ombrières en autoconsommation individuelle avec tiers investisseurs centre aquatique)
- Projets de massification d'ombrières à l'échelle du territoire (soit 15-20 ombrières minimum)

Mise à disposition d'un cadastre solaire avec In Sun We Trust

Un accompagnement est proposé par la collectivité pour aider les particuliers dans leur démarche d'installation de photovoltaïque sur leur toiture et pour équiper les toitures des entreprises de panneaux photovoltaïques. (plateforme de la rénovation énergétique, service TEPOS de la CdC).

## PROPOSITIONS D'ACTIONs 2021-2027

**Moyen Terme** Accompagner la mise en place de panneaux photovoltaïque sur les toitures par OSS 17 : 5 projets en cours actuellement. (Cf. fiche action 4-1).

**Moyen Terme** Mise en place de parc photovoltaïque sur des espaces artificialisés ou des friches industrielles

Prospecter les terrains susceptibles d'accueillir ce genre d'installation. La Loi littoral peut freiner ce genre de projets. Il serait nécessaire d'alerter les parlementaires sur les enjeux que représente l'implantation de photovoltaïque sur ces espaces afin d'impulser des évolutions réglementaires.

**Long Terme** Continuer l'accompagnement des particuliers et professionnels dans la pose de panneaux photovoltaïques : à l'aide de la plateforme de la rénovation énergétique et des subventions de l'État.

**Long Terme** Diversifier les zones d'installations de photovoltaïque sur l'île

- Massification des ombrières à l'échelle des 8 communes. Installations de photovoltaïque sur les ombrières de parkings, de terrains agricoles et ostréicoles.
- Installation de photovoltaïque sur les toitures de bâtiments communaux, publics.
- Prendre en compte l'impact carbone des panneaux photovoltaïques, choisir des panneaux fabriqués en France, avec possibilité de recyclage.
- Projet photovoltaïque d'autoconsommation collective

**Long Terme** Réfléchir au principe de smart grid lors de l'ajout d'infrastructures pour les énergies renouvelables sur l'île

Ces installations pourraient être testées dans un premier temps au niveau des ZAE. La circulation d'informations entre les fournisseurs et les consommateurs permet d'ajuster le flux d'électricité en temps réel pour une gestion plus efficace du réseau électrique. Par la suite, le processus pourrait être étendu aux citoyens pour qu'ils deviennent actifs quant à la production et la consommation d'énergie.

## INDICATEURS DE SUIVI

Suivre l'évolution de la réglementation

Changement de la réglementation

Nombre de panneaux photovoltaïques posés et le type de toiture (ombrière ostréicole, maison particulier, ...)

Principe de smart grid développé sur l'île

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- OSS17
- Fournisseur d'électricité (ENEDIS)
- ADEME
- Région Nouvelle-Aquitaine

## CIBLES DES ACTIONS

- Agriculteurs
- Ostréiculteurs
- Particuliers

### **Gains pour le territoire**

Renforcement de l'indépendance énergétique du territoire, création de ressource.

### **Impacts sur l'environnement**

Compétition d'usage entre le développement d'énergies renouvelables et le développement de la biodiversité. La mise en place des infrastructures de smart grid impacte l'environnement.

### **Freins**

Coûts d'investissement pour les particuliers et entreprises. Obstacles au niveau du modèle économique et de l'intégration architecturale de ces installations.

### **Opportunités**

Territoire impliqué dans une stratégie TEPos.

### **Documents de références**

Stratégie PCAET. Document TEPOS et biodiversité. Fiche 4-4 du PCAET.

### **Impacts économiques**

Production d'énergie électrique locale, revente de l'électricité créée. Investissements importants nécessaires pour répondre à la stratégie TEPos. Développement de l'économie locale à long terme.

## 6-5 Réaliser un bilan carbone de l'île tous les 6 ans



### CONTEXTE

L'«équivalent CO<sub>2</sub>» (ou eqCO<sub>2</sub>) est, pour un GES, la quantité de CO<sub>2</sub> qui aurait la même capacité à retenir le rayonnement solaire.

La Nouvelle-Aquitaine a produit 63,2 millions de tonnes d'équivalent carbone en 2015. Un bilan carbone a permis d'identifier les principaux secteurs émetteurs de GES qui sont l'alimentation, la consommation de biens matériels et les déplacements des

personnes. Un bilan carbone permet d'entreprendre des politiques précises de réduction d'émissions de GES.

La loi impose la réduction des émissions de GES de 40 % entre 1990 et 2030 pour les EPCI de plus de 20.000 habitants, il est donc important de pouvoir quantifier ces émissions régulièrement.

### OBJECTIFS

- Analyser la production de GES à l'échelle de l'île
- Examiner les résultats d'actions de réduction des émissions de GES

### ACTION EN COURS

Bilan carbone réalisé pour le diagnostic du PCAET.

### PROPOSITION D'ACTION 2021-2027

**Moyen Terme** Réaliser un bilan des émissions de GES de l'île à chaque début de PCAET

La réalisation d'un bilan carbone tous les six ans, en début de PCAET permet de créer des éléments de diagnostic. Ce bilan permettrait également d'effectuer un bilan du PCAET précédent afin de quantifier les impacts des actions de ce dernier.

### INDICATEURS DE SUIVI

Avancé du bilan carbone  
Bilan carbone effectué et actions  
modifiées en conséquence

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- ADEME

### CIBLES DES ACTIONS

- Tous les services de la CdC et communes

### **Gains pour le territoire**

Suivi et meilleure connaissance du territoire sur les émissions de GES.

### **Impacts sur l'environnement**

### **Freins**

Coût du bilan carbone.

### **Opportunités**

Accompagnement par l'ADEME et l'AREC.

### **Documents de références**

Guide méthodologique pour la réalisation des bilans d'émissions de gaz à effet de serre des collectivités conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement Version 3, Octobre 2016, Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

### **Impacts économiques**

50 % du coût du bilan financé par l'ADEME à hauteur maximum de 30.000 €.

## 6-6 Renforcer la trame brune : augmenter le stockage de carbone des sols et limiter leur artificialisation

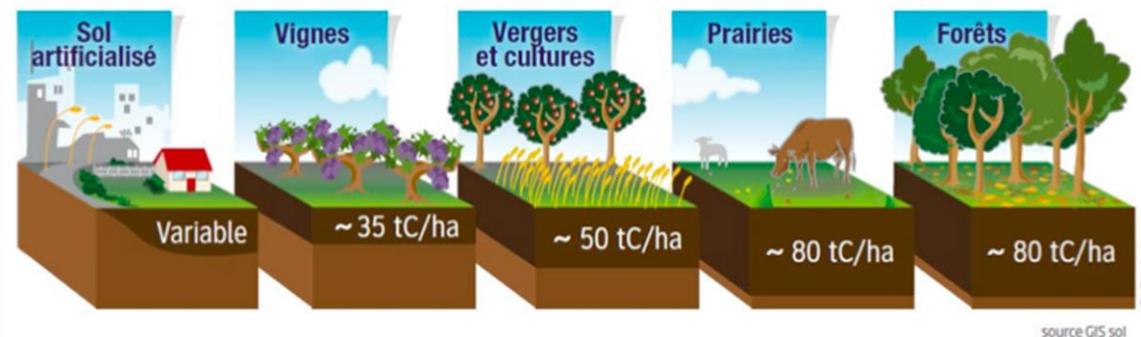


### CONTEXTE

Le stockage du carbone dans les sols et les végétaux contribue à la fois à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation des territoires. Les sols captent des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et les stockent sous forme de matières organiques, constituant ainsi des puits de carbone. Leur capacité à stocker du carbone est deux à trois fois supérieure à l'atmosphère mais cette capacité varie en fonction de leur occupation. C'est une raison pour laquelle il est nécessaire renforcer la trame brune, qui est la continuité des sols vivants. Ainsi, il est essentiel de limiter au maximum l'artificialisation des sols qui a des impacts sur le cycle de l'eau, empêche son infiltration dans les nappes phréatiques et augmente le ruissellement, souvent cause d'érosion des sols. Cette fonction devrait s'avérer de plus en

plus utile si l'on se réfère aux prévisions du rapport Acclimaterra (précipitations plus brutales en hiver, plus faibles en été). En suivant l'initiative "4 pour 1000", lancée par la France, le territoire d'Oléron pourrait augmenter ses capacités de stockage de carbone grâce à des actions concrètes, réalisables par les citoyens, les entrepreneurs, les agriculteurs, les élus afin de lutter contre le changement climatique.

L'agriculture, et en particulier les sols agricoles, peuvent jouer un rôle crucial pour la séquestration de carbone. Certains types de pratiques telles que l'agroécologie, l'agroforesterie, l'agriculture de conservation, de gestion des paysages ont des potentiels élevés de stockage.



Estimation du stock de carbone dans les 30 premiers centimètres du sol  
Source GIS Sol / ADEME, Carbone organique des sols, l'énergie de l'agro-écologie, une solution pour le climat

### OBJECTIFS

- Augmenter le stockage de carbone des sols

### ACTIONS EN COURS

Accompagnement par la CdC des agriculteurs qui souhaitent mettre en place des pratiques agroécologiques. Création de jardins d'agrément sur les espaces non bâti pour faciliter l'infiltration à Saint-Pierre d'Oléron et Saint-Trojan.

## PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

### **Moyen Terme** Limiter l'imperméabilisation des sols

- Favoriser la réalisation des parkings en plaquettes de bois pour tous les nouveaux aménagements et en remplacement d'anciens parkings : en plus de ne pas artificialiser le sol, cela permet une infiltration de l'eau et évite l'absorption de chaleur réalisée par les enrobés issus du pétrole (bitume, asphalte). Ces types de parkings possèdent une bonne résistance aux intempéries, avec un coût moindre que les parkings enrobés.
- Favoriser la perméabilisation des surfaces en utilisant des enrobés écologiques et des matériaux perméables lors des aménagements pour favoriser l'infiltration et le rechargement des nappes.
- Acquérir et diffuser (aux aménageurs) des solutions techniques pour des parkings écologiques et perméables.

### **Moyen Terme** Encourager la désartificialisation des sols

Identifier les zones susceptibles d'être désartificialisées pour permettre une réhabilitation des sols par la suite.

**Moyen Terme** Continuer d'encourager les pratiques d'agroforesterie et à d'agroécologie mises en place par les agriculteurs : voir fiche 3-1.

## INDICATEURS DE SUIVI

Diagnostic des surfaces qui pourraient être désartificialisées

Suivi de la perméabilité des centres bourgs

Surface désartificialisée et réhabilitée

Nombre / surface de parkings réhabilités en parkings écologiques avec des copeaux de bois

Nombre de corridors écologiques créés et/ou préservés

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle urbanisme, service espaces naturels et service technique

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Élus
- ROD
- Aménageurs (industriels, commerces...)

### **Gains pour le territoire**

Montée en compétences des aménageurs pour la réalisation de parkings écologiques.

### **Impacts sur l'environnement**

La désartificialisation a des effets bénéfiques sur le climat et la biodiversité, elle permet de diminuer les îlots de chaleur. Elle est moins polluante que les systèmes artificialisés et génère moins de déchets à terme. Elle peut avoir des vertus pédagogiques.

### **Freins**

Usage massif de la voiture qui incite à laisser de nombreuses places de parking vacantes la majeure partie de l'année. Veiller à conserver des places en parking dans les centres-bourgs pour permettre un accès aux PMR.

### **Opportunités**

Développement des mobilités douces suite à la crise sanitaire Covid-19. Acceptation sociale en amélioration pour ce type d'aménagements et d'expérimentations.

### **Documents de références**

CEREMA : <https://www.cerema.fr/system/files/documents/2018/11/stockage.pdf>  
SCOT. Fiche 3-1 du PCAET. 4p1000 : <https://www.4p1000.org/fr>

### **Impacts économiques**

Une fois les solutions techniques adoptées, elles seront très probablement moins coûteuses que les solutions actuelles en bitume. L'entretien de ces parkings doit être réalisé plus fréquemment et nécessite des moyens humains. Ces aménagements peuvent permettre d'éviter des coûts de dépollution, de déchets, et de gestion de crise en cas de pluies brutales. La désartificialisation contribue à éviter des externalités économiques très importantes liées au changement climatique, à la pollution ou à l'érosion de la biodiversité (exemples : atténuation de canicules, évitement de crises sanitaires pour les coquillages, attractivité du territoire, évitement de déséquilibres dans la biodiversité en zones cultivées...).

# Axe 7 : Cultivons un territoire d'innovation

Enfin, pour dépasser l'exemplarité, l'île pourra se démarquer avec le développement de secteurs innovants. L'innovation traduit la recherche constante d'améliorations de l'existant à laquelle est associée une prise de risque plus ou moins importante. Cependant, l'innovation joue un rôle clé dans l'adaptation du territoire au changement climatique et permettra de développer sa résilience. Ces améliorations concernent l'ensemble des domaines d'activités présents sur Oléron. Certains d'entre eux pourront être soutenus par des universitaires. De plus, cet axe a pour but de faire devenir l'île d'Oléron plus autonome en énergie renouvelable, avec la diversification des moyens de production, actuellement centrés sur le photovoltaïque. La démarche de valorisation des déchets est également à poursuivre car cette thématique, transversale à toutes les activités, peut-être associée à la production d'énergie.

## 7-1 Développer une démocratie du long terme pour l'avenir de l'île d'Oléron



### CONTEXTE

Par nos institutions représentatives, les mandats des maires et de tous les élus sont relativement courts par rapport aux enjeux climatiques. Cela les entraîne à focaliser leurs réflexions et leurs actions sur la durée de leur mandat et rend complexe la prise en compte des intérêts environnementaux sur le long terme.

Il est nécessaire d'adapter nos institutions démocratiques aux enjeux du long terme et de faire un premier pas vers une démocratie qui intègre le savoir scientifique, la nature et les conséquences à prévoir pour les générations futures. En effet, leurs intérêts sont quasiment systématiquement les sacrifiés de la décision publique.

Introduire la conscience permanente de l'impact au cœur du processus de décision des enjeux de long terme nous aurait contraints à une plus grande cohérence en

termes de politiques publiques. Cela nous aurait permis d'éviter des dépenses aujourd'hui lourdes de conséquences pour les finances publiques et les ménages. Effectivement, les externalités économiques très lourdes pèsent sur les générations futures. Ce sont les conséquences de choix passés n'ayant pas suffisamment tenu compte des effets climatiques (par exemple le recul stratégique des activités du littoral, les risques littoraux accrus, l'augmentation des aléas sanitaires sur la filière conchylicole, les dépenses de défense et de gestion de crises...)

Au-delà du conseil et de la réflexion qui peut émaner de cette expérimentation, on peut en attendre l'acquisition de nouveaux réflexes de raisonnement.

### OBJECTIF

- Créer un groupe de réflexion, sur les problématiques futures (horizon 2050, 2100)

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme** Création d'une chambre du futur locale

Inspirée du projet d'assemblée citoyenne du long terme de la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), l'objectif est d'expérimenter sur Oléron la création d'un groupe externe et indépendant des volontés politiques. Ce groupe serait composé de personnalités qualifiées pour leurs compétences en matière d'environnement (issues du monde associatif et académique), de citoyens aléatoirement démarchés, et d'élus intéressés par l'aspect novateur de la démarche.

Cette « chambre du futur » permettrait aux citoyens de réfléchir au développement durable à long terme grâce à un pouvoir d'initiative et de propositions. Ces initiatives pourraient s'en tenir aux principes généraux et aux lignes directrices, laissant aux élus le soin du choix et de la mise en œuvre des actions. Ce groupe de réflexion serait également doté d'un droit d'auto-saisine et libre de produire un avis sur tout projet pouvant concerner le territoire.

### INDICATEURS DE SUIVI

- Etat d'avancement de la création du groupe
- Pertinence des productions, intérêt de la part des décideurs locaux
- Groupe créé et pérenne dans le temps

## PILOTES DES ACTIONS

- CdC service TEPos

## PARTENAIRES DES ACTIONS

- Associations
- Représentants de quartiers, villages

## CIBLES DES ACTIONS

- Citoyens
- Élus

### Gains pour le territoire

Montée en compétences des citoyens sur les questions environnementales. L'île d'Oléron deviendrait un territoire innovant en matière de participation citoyenne.

### Impacts sur l'environnement

Les effets sur l'environnement seront au cœur du travail de la chambre du futur. L'évitement de projets aggravant les risques de crise climatique.

### Freins

Réussir à pérenniser le groupe.

### Opportunités

Changement des mentalités, volonté des citoyens de débattre de ces sujets, de réfléchir et de s'investir pour inventer la transition écologique.

### Documents de références

Dominique Bourg : « Inventer la démocratie du XXIème siècle : l'Assemblée Citoyenne du futur » (éditions Les liens qui libèrent – 2017).

### Impacts économiques

Moyens d'animation. Coûts importants évités provenant des catastrophes et des crises liées à la non-adaptation aux changements climatiques.

## 7-2 Promouvoir les énergies renouvelables



### CONTEXTE

La réduction des consommations énergétiques et le développement des énergies renouvelables locales s'inscrit dans le projet TEPos conduit depuis 2016 par la CdC. L'objectif du programme TEPos est d'atteindre une totale indépendance énergétique à l'horizon 2050 avec 100 % d'énergies renouvelables. Cet objectif ambitieux doit, en

plus de développer grandement le photovoltaïque, diversifier son offre d'énergie afin d'être polyvalent et résilient.

De plus, l'île d'Oléron pourrait être un territoire d'innovation.

### OBJECTIFS

- Diversifier l'offre énergétique, la production d'énergies renouvelables présente sur l'île
- Atteindre 100 % d'ENR en 2050

### ACTIONS EN COURS

Carte des potentiels géothermiques réalisée. Projet de géothermie réalisés sur certaines zones du territoire (gendarmerie de Saint-Pierre-d'Oléron, centre de Saint-Denis-d'Oléron). Projet d'éolienne offshore. Étude sur les véhicules à l'hydrogène.

### PROPOSITIONS D'ACTIONS 2021-2027

#### Long terme Développer le potentiel géothermique

La géothermie peut être utilisée afin de produire de l'eau chaude sanitaire et d'alimenter les radiateurs d'un logement. Les calories produites par la chaleur de la Terre sont ainsi récupérées. C'est une énergie respectueuse de l'environnement qui présente un potentiel intéressant à développer sur le territoire, notamment dans les logements collectifs et les bâtiments tertiaires.

Il serait nécessaire de recenser des bâtiments collectifs et individuels dans lesquels l'installation de pompes à chaleur géothermique est possible puis d'accompagner les porteurs de projets privés et public.

#### Long terme Création du parc éolien en mer de l'île d'Oléron

Un projet de parc éolien composé de 50 à 80 machines au large de l'île d'Oléron est en réflexion avec une mise en service des éoliennes prévue pour 2028. Ce parc éolien, s'il est réalisé, produira de l'électricité pour 1,2 millions d'habitants. Une partie (entre 3 % et 10 %) de l'électricité produite sera normalement attribuée au territoire oléronais. La mise en place de ce parc éolien qui fait partie du Plan Pluriannuel des Énergies et de la Commission Nationale du Débat Public est un projet porteur d'emplois, qui prévoit la création de 400 à 600 emplois pour la construction du projet et la maintenance des éoliennes. Ce projet est indispensable pour répondre à la stratégie TEPos prévue à l'horizon 2050. L'appui politique dans l'accompagnement de ce projet sera nécessaire et décisif pour l'avenir du territoire.

### INDICATEURS DE SUIVI

Part d'énergies renouvelables produites

Suivi du recensement des sites capables d'accueillir de la géothermie

Construction de réseaux de chaleur en géothermie

Production d'énergie par la géothermie

Développement du projet à hydrogène

## Long terme Énergie marine

Porter une attention particulière aux initiatives portant sur les énergies marines (houlomotrice, participations aux études, soutien aux initiatives...).

## Long terme Développement des stations électro-hydrogène.

Sur l'île, il faudra dans un premier temps analyser le potentiel économique de l'installation de stations de production d'hydrogène. Une possible mise en place dans les ZAE est à envisager. Les centrales à développer sont celles à électrolyse, produisant l'hydrogène soit grâce à l'énergie produite par des panneaux photovoltaïques apposés sur les stations, soit avec le surplus d'énergie non utilisé dans le réseau d'un quartier en autoconsommation.

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC pôle TEPos

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- AFHYPAC
- FNCCR
- CdA de La Rochelle
- ADEME
- ENEDIS
- SDEER17

### Gains pour le territoire

Diversification et création d'énergies renouvelables. Indépendance énergétique du territoire.

### Impacts sur l'environnement

Impact du parc d'éoliennes offshore sur la biodiversité marine et les écosystèmes. Impact des infrastructures de géothermie sur le sol. Impact de la construction de la station électro-hydrogène sur l'environnement, travaux, consommation d'énergie. Conséquences sur les ressources naturelles. Impacts paysagers.

### Freins

Efficacité de la géothermie très variable en fonction de la localisation. Réticence liée à l'impact environnemental des installations.

### Opportunités

Développement grandissant de la recherche sur l'hydrogène en France, projet de station électro-hydrogène à La Rochelle. Construction du parc éolien national prévu par l'état.

### Documents de références

Potentiels géothermiques en Charente-Maritime (<http://sigespoc.brgm.fr/IMG/pdf/rp-57683-fr.pdf>). Éolien en mer : (<https://www.parc-eolien-en-mer-oleron.fr/>). Stations à hydrogènes (<https://www.afhypac.org/documents/divers/GUIDE-STATION-HYDROGENE-WEB.pdf>).

### Impacts économiques

Revente de l'énergie. Création d'emplois.

## 7-3 Encourager l'émergence de solaire thermique et hybride



### CONTEXTE

L'île d'Oléron a déjà entamé sa transition énergétique et s'est engagée dans la voie des énergies renouvelables au travers le projet territorial TEPos conduit depuis 2016 par la CdC.

Le solaire thermique permet de produire de la chaleur pour répondre notamment aux besoins en eau chaude sanitaire et en chauffage. C'est une filière adaptée au

territoire oléronais qui mérite d'être développée. Il existe un potentiel important dans le secteur tertiaire avec l'hôtellerie de plein-air où certains projets sont en cours de développement. De plus, de nouvelles innovations permettront de réaffirmer la politique innovante de l'île avec les panneaux solaires hybrides qui produisent de l'énergie thermique et électrique.

### OBJECTIFS

- Augmenter la part d'énergies renouvelables solaires sur l'île
- Encourager l'installation de solaire thermique pour les particuliers, les entreprises et sur le patrimoine public
- Revoir le système de distribution énergétique

### ACTIONS EN COURS

Accompagnement des particuliers et des artisans grâce à la plateforme de rénovation énergétique. Développement du solaire thermique sur l'île grâce au plan d'action TEPos. Création d'un partenariat avec l'entreprise Eklor pour réaliser le suivi et le dépannage local. Mise en place de six installations de solaire thermique (190 m<sup>2</sup>), cinq campings équipés en chauffe-eau solaire et dix en projet en 2016.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme** Encourager l'installation de panneaux solaires thermiques ou hybrides chez les particuliers

En poursuivant les aides de la plateforme énergétique, la sensibilisation et les actions de communication, le solaire thermique et hybride pourraient se développer davantage pour répondre aux besoins de chauffage et d'eau des logements. Des aides de l'État seront aussi à mobiliser.

#### **Long Terme** Favoriser le montage de projets de solaire thermique dans les bâtiments publics ayant besoin de couvrir des besoins d'eau chaude importants

Ces dispositifs peuvent être installés dans les campings, pour les piscines, dans les EHPAD. En offrant conseils et subventions aux établissements d'hôtellerie en plein-air, la production d'eau chaude pour les douches pourrait être totalement issue de l'énergie solaire.

### INDICATEURS DE SUIVI

Nombre de panneaux solaires thermiques installés chez les particuliers

Nombre de panneaux solaires thermiques installés dans les campings

Nombre de campings et de particuliers devenus autonomes en production d'eau chaude une partie de l'année.

## **Moyen Terme** Mettre en avant des projets innovants de panneaux solaires hybrides

Des subventions de la CdC via la plateforme de rénovation énergétique pour des panneaux solaires hybrides pourraient être créées afin d'appuyer le développement de cette innovation chez les particuliers. La CdC et les communes pourront également développer cette technologie sur leurs bâtiments.

## **Moyen Terme** Rechercher des applications innovantes en matière de solaire thermique

- Privilégier les bâtiments bioclimatiques et sobres en énergie
- Soutenir les nouvelles énergies renouvelables expliquées dans les fiches 6-4, 7-2 et 7-3

### **PILOTES DES ACTIONS**

- CdC pôle TEPos
- Communes

### **PARTENAIRES DES ACTIONS**

- Région Nouvelle-Aquitaine
- ADEME
- Distributeurs d'électricité

### **CIBLES DES ACTIONS**

- Citoyens
- Communes

### **Gains pour le territoire**

Indépendance énergétique du territoire, création de ressource.

### **Impacts sur l'environnement**

Prendre en compte le cycle de vie global des matériaux utilisés dans les installations.

### **Freins**

Obstacles liés à l'intégration architecturale de ces installations (en lien avec la fiche 1-1 du PCAET).

### **Opportunités**

Territoire impliqué dans une stratégie TEPos. Nécessité de devenir autonome en énergie à l'horizon 2050.

### **Documents de références**

Stratégie du PCAET, document TEPos et biodiversité. Fiches actions du PCAET 1-1, 6-4, 7-2 et 7-3.

### **Impacts économiques**

Économie sur les factures en électricité et en autres énergies pour les particuliers. Revente de l'électricité produite. Coûts d'investissement pour les particuliers et entreprises.

## 7-4 Encourager le co-portage de projets avec les universités



### CONTEXTE

L'innovation peut être développée lors de travaux communs entre des professionnels d'expertises ou apporter leur savoir sur des thématiques tout en prenant en compte issus du territoire et des acteurs à la pointe de certains domaines spécifiques. Les étudiants et les chercheurs peuvent participer à l'élaboration d'études, les caractéristiques de l'île.

### OBJECTIFS

- Favoriser l'émergence de partenariats réguliers avec les universités
- Approfondir la connaissance du territoire
- Faire de l'île d'Oléron un territoire d'expérimentation attractif

### ACTIONS EN COURS

La collaboration avec des universités et des chercheurs a déjà permis de travailler sur différents programmes dont un programme de recherche "Démarche pour la réduction de la vulnérabilité" de l'Université de La Rochelle. Un autre projet "Larguons les amarres pour un Dolus solidaire" a été porté par les étudiants de l'école d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée.

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme** Créer des liens avec des universités

Afin de développer l'intérêt des académiciens et étudiants à venir étudier sur l'île d'Oléron et de développer l'expérimentation sur le territoire, plusieurs actions peuvent être mises en place. Un bureau à la MDE pourrait être mis à disposition gratuitement pour les étudiants ou les chercheurs le temps de leur recherche. Ces derniers pourraient bénéficier d'aide et d'accompagnement pour trouver un logement (résidences jeune en construction). Les véhicules de la CdC pourraient être partagés.

#### **Moyen Terme** Encourager la coopération territoriale nationale et internationale

Des travaux de coopération pourront également être réalisés avec des territoires insulaires qui sont soumis à des questionnements similaires en matière de changement climatique. Il peut s'agir par exemple de territoires internationaux.

### INDICATEURS DE SUIVI

Création de partenariats avec les universités

Pérenniser les travaux entre les universités et l'île d'Oléron

Nombre de travaux réalisés avec d'autres territoires

### PILOTES DES ACTIONS

- CdC

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Universités (La Rochelle, Nantes, Bordeaux, ...)
- Communes de l'île d'Oléron

### CIBLES DES ACTIONS

- Etudiants et chercheurs

### **Gains pour le territoire**

Ces travaux permettront de développer les connaissances du territoire à moindre coût. Permettra la montée en compétences de nombreux acteurs du territoire.

### **Impacts sur l'environnement**

### **Freins**

### **Opportunités**

Point de vue extérieur et neuf. Possibilité de faire des projets d'études en présentiel et/ou à distance.

### **Impacts économiques**

Les travaux universitaires nécessitent des moyens financiers modérés par rapport à des professionnels.

## 7-5 Méthanisation et étude de faisabilité



### CONTEXTE

En 2014, un comité de pilotage du Pays Marennes-Oléron a étudié la faisabilité d'une unité de méthanisation. Une telle unité permet de transformer de la matière organique en méthane (biogaz) par fermentation. Ce biogaz peut être utilisé en combustible ou pour produire de l'énergie. Le Port de la Cotinière et la ferme marine du Douhet ont été retenus comme lieux d'implantation potentiels d'une unité de méthanisation sous réserve de faisabilité technique et financière.

### OBJECTIFS

- Développer de nouvelles énergies renouvelables
- Baisser la production de déchets

### PROPOSITIONS D' ACTIONS 2021-2027

#### **Moyen Terme** Relancer l'étude de faisabilité d'une unité de méthanisation

En six ans, les méthodes et technologies de la méthanisation ont évolué. La micro-méthanisation peut être une piste alternative à étudier. Les potentiels sites d'implantation et les quantités de déchets sont également à revoir selon les évolutions des six dernières années. Il serait nécessaire d'engager une réflexion pour la conduite d'une nouvelle étude ou de développer des scénarios préalablement établis.

### INDICATEURS DE SUIVI

Mise à jour de l'étude  
Identification du potentiel de méthanisation de l'île

### PILOTES DES ACTIONS

- CDC (ROD/TEPos)
- Pays Marennes Oléron

### PARTENAIRES DES ACTIONS

- Agriculteurs
- Ferme Marine du Douhet
- Port de la Cotinière

### **Gains pour le territoire**

Traitement des déchets en moins. Production de biogaz. Utilisation des déchets comme ressource. Diversification des énergies renouvelables.

### **Impacts sur l'environnement**

Les conséquences de la méthanisation ne sont pas toutes connues, elles sont très variables selon les territoires et les produits utilisés.

### **Freins**

La vision au sujet de la méthanisation est partagée.

### **Opportunités**

Apparition de nouvelles technologies de méthanisation depuis l'étude de 2014.  
Utilisation de déchets classés SPA3.

### **Documents de références**

Etude sur la méthanisation réalisée en 2014.

### **Impacts économiques**

Coût d'installation d'une ou des unités de méthanisation/micro-méthanisation.

## Annexe 2 : Tableau EES

N° FA	AXE	FICHE ACTION	Air	CC	Santé	Sols	Eau	Bruits	Risques naturels	Ressources	Milieus naturels et	
1-1	Repensons nos modes d'habitation et notre patrimoine bâti	Révision charte architecturale et paysagère		ip		ip	ip			ip		
1-2		Intégrer le changement climatique aux PLU/PLUi pour un territoire plus résilient	ip	ip	ip	ip	ip		ip	ip	ip	
1-3		Accompagnement des particuliers dans la rénovation de leur logement dans un but de sobriété énergétique	dp	d-i/p	ip					ip	ip	
1-4		Des logements à faible impact carbone et peu énergivores	ip	ip	ip				dp		dp	
2-1	Réduisons les émissions de gaz à effet de serre et améliorons la qualité de l'air	Créer de nouveaux plans de mobilités	dp	ip	dp	dp			dp			
2-2		Développer les connaissances et compétences du personnel en matière de santé environnementale	ip		dp							ip
2-3		De nouveaux outils pour se déplacer autrement	dp	ip	dp	dp			dp			
2-4		Renforcer les aménagements pour la pratique du vélo	dp	ip	ip	dp			dp			
2-5		Renforcer les aménagements pour les déplacements piétons	dp	ip	ip				dp			
2-6		Renforcer les aménagements et les dispositifs pour les transports en commun	dp	ip	ip	dp			dp			
2-7		Protéger la santé des jeunes enfants en améliorant la qualité de l'air intérieur dans les lieux de	dp		dp							
2-8		Un chauffage au bois responsable et moins polluant	dp	dp	ip						dp	
2-9		Agir sur les produits phytosanitaires et risques émergents	dp	ip	dp	dp	dp				ip	dp
2-10		Entretien des espaces verts avec des méthodes plus vertueuses		ip		dp	dp				dp	ip
3-1	Préservez et valorisez les ressources naturelles pour s'adapter au changement climatique	Développer les pratiques agro-écologiques	ip	ip	ip	dp	ip		ip	dp	dp	
3-2		Encourager le développement de la filière bois énergie en favorisant une gestion durable des	dp		dp	ip	ip		ip	ip	ip	
3-3		Renforcer la trame verte pour favoriser ses fonctions dans les	dp	dp	dp	dp	dp	dp	dp	dp	dp	
3-4		Valoriser les eaux usées					dp		ip	ip	ip	
3-5		Economiser la ressource en eau		ip			dp			ip		
3-6		Adapter et préserver le littoral face au dérèglement climatique	dp	ip	dp	ip			ip	ip	dp	
3-7		Carbone bleu, une solution pour réduire notre empreinte carbone		dp						ip	ip	
4-1	Changeons nos modes d'organisation pour une économie et une consommation plus résiliente	Se tourner vers une économie plus citoyenne		ip						dp		
4-2		Penser le risque à l'échelle intercommunale			ip				dp			
4-3		Avoir des entreprises résilientes au changement climatique		ip	ip		dp			dp		
4-4		Avoir une gestion des ZAE avec moins d'impacts sur l'environnement	dp	ip	dp	dp		ip			ip	
4-5		Limiter le gaspillage alimentaire			dp					dp		
4-6		Approvisionnement local de la restauration collective	dp	ip	dp							
4-7		Développement des circuits-courts et de la production locale			ip	ip	ip			dt		
4-8		Une gestion collective de la logistique des marchandises	dp		ip							
4-9		Favoriser le recyclage		ip		ip	ip			dp	ip	
4-10		Favoriser le réemploi		ip						dp		
4-11		Valoriser les pratiques vertueuses au sein de la conchyliculture		ip	ip		dp				dp	
5-1	Prenons en main notre territoire, à chacun d'agir	Encourager la participation citoyenne pour un territoire résilient		ip	ip							
5-2		Permettre à chacun d'être acteur de sa santé			dp							
5-3		Développer la culture du risque			dp				ip			
5-4		Alimentaire et grand public			dp					ip		
5-5		Réduire la production de déchet	ip	ip	ip	ip	ip	ip		dp	ip	
5-6		Développer l'éducation environnementale pour renforcer la responsabilité individuelle et	ip	ip	ip	ip	ip	ip	ip	ip	ip	
5-7		Développer une gouvernance et une concertation citoyenne pour la construction d'un bien-			ip							

6-1	Devenons une île exemplaire en valorisant les activités et initiatives à carbone favorable	Accompagner le tourisme durable et responsable	ip	ip	ip	ip	ip		ip	ip	ip
6-2		Réduire la consommation énergétique des bâtiments	ip	ip						dp	
6-3		Améliorer le bilan carbone de la politique d'achats des collectivités du territoire et de la CdC	ip	dp			dp			dp	
6-4		Appuyer la mise en place des panneaux photovoltaïques sur le territoire et une meilleure		dt						ip	dp
6-5		Réaliser un bilan des émissions de GES de l'île à chaque début de PCAET									
6-6		Trame brune : augmenter le stockage de carbone des sols et limiter leur artificialisation	ip			dp	dp				dp
7-1	Cultivons un territoire d'innovation	Développer une démocratie du long terme pour l'avenir de l'île d'Oléron	ip								
7-2		Promouvoir les énergies renouvelables				ip				ip	dp
7-3		Encourager l'émergence de solaire thermique et hybrides								ip	
7-4		Encourager le co-portage de projets avec les universités	ip								
7-5		Méthanisation et étude de faisabilité									

Les incidences positives(+), c'est-à-dire participant à une meilleure prise en compte /préservation /valorisation des enjeux environnementaux

Les incidences négatives(-), c'est-à-dire impactant la qualité environnementale ou portant atteinte à l'environnement

Les incidences positives/négatives (+/-),c'est-à-dire ayant des incidences négatives modérées ou contrebalancées par des incidences positives

Certaines actions ne sont pas suffisamment détaillées (?)pour aboutir à une analyse.

Ces incidences pourront être directes (d)ou indirectes (i)et s'inscrire sur le temps long (permanentes –p)ou sur un temps court (temporaires –t)

t temporaire

p permanent

d direct

i indirect

## Glossaire

**Agenda 21** : « La démarche Agenda 21 est fondée sur un diagnostic concerté et permet de concevoir un projet stratégique, traduit par un plan d'actions périodiquement évalué et renforcé. Son succès repose sur la mobilisation des acteurs, du diagnostic à l'élaboration du plan d'actions et à la mise en œuvre d'initiatives très concrètes. Ce processus engage donc les acteurs d'un territoire à se projeter dans l'avenir (pourquoi pas à l'échelle d'une génération ?), à identifier les défis et à définir les grandes orientations de progrès. ». *Agenda 21 France*

**AMORCE** : Dans le domaine de la gestion des déchets, de l'eau et de l'énergie, Amorce est en France une association de collectivités territoriales et de professionnels (entreprises, associations, fédérations professionnelles) fondée en 1987, dédiée au partage d'expériences et d'information. C'est un réseau national des territoires engagés dans la transition écologique.

**Benchmarking** : « Le benchmarking est une méthode qui consiste à étudier et analyser les techniques de gestion ainsi que les modes d'organisation des autres entreprises ayant une activité sensiblement identique à celle qui réalise le benchmark. ». *Journal du Net*

**Citer'gie** : « C'est un programme de management et de labellisation qui récompense les collectivités pour la mise en œuvre d'une politique climat--air--énergie ambitieuse ». *ADEME*

**Elus communautaires** : « Ils représentent les communes au sein des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Une fois élus, ils constituent le conseil communautaire. Le conseil désigne ensuite le président et le ou les vice-présidents. ». *Vie publique*

## Signification des sigles et des acronymes

**ARS** : Agence Régionale de Santé  
**CdC** : Communauté de Communes  
**CIRENA** : Citoyens en Réseau pour les Energies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine  
**CLER** : Comité de Liaison des Énergies Renouvelables  
**CNDP** : Commission Nationale du Débat public  
**COVNM** : Composées Organiques Volatils Non Méthaniques  
**CPIE** : Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement  
**DCE** : Dossier de Consultation des Entreprises  
**DOCOB** : Document d'Orientation  
**DUP** : Déclaration d'utilité publique  
**EES** : Évaluation Environnementale Stratégique  
**EPCI** : Établissement Public de Coopération Intercommunal  
**FFB** : Fédération Française du Bâtiment  
**GES** : Gaz à Effet de Serre  
**IODDE** : Ile d'Oléron Développement Durable Environnement  
**NOTRe (loi)** : Nouvelle Organisation Territoriale de la République  
**MAPTAM (loi)** : Modernisation de l'Action Publique Territoriale et de l'Affirmation des Métropoles  
**MDE** : Maitrise de la Demande d'Énergie  
**MDE** : Maison des Entreprises  
**NOx** : Oxyde d'azote (ou vapeurs nitreuses)  
**OAP** : Opération d'Aménagement Programmée  
**PAPI** : Programmes d'Actions de Prévention des Inondations  
**PCAET** : Plan Climat Air Énergie Territorial  
**PDM** : Plan De Mobilité  
**PDU** : Plan de Déplacement Urbain  
**PGD** : Plan Général de Déplacement  
**PLH** : Plan local de l'Habitat  
**PLPDMA** : Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés  
**PLU** : Plan Local de l'Urbanisme  
**PMR** : Personne à Mobilité Réduite  
**PPE** : Plan Pluriannuel des Énergies  
**PPRN** : Plan de Prévention des Risques Naturels  
**RAGE** : Règles de l'Art Grenelle Environnement  
**ROD** : Régie Oléron Déchets  
**SDAGE** : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux  
**SRCE** : Schéma régional de cohérence écologique  
**SRADET** : Schéma Régional D'aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires  
**TEPos** : Territoire à Énergie Positive  
**VAE** : Véhicule à Assistance Électrique

## Bibliographie

Pour rendre la bibliographie accessible à tous et plus claire, seuls les documents les plus importants seront mentionnés.

*Agenda 21*. (2019, 12 mars). Communauté de communes de l'île d'Oléron. <https://www.cdc-oleron.com/agir-pour-lenvironnement/agenda-21/>

*Avenant au Programme d'Actions de Prévention des Inondations*. (2017, décembre). <https://www.cdc-oleron.com/wp-content/uploads/2019/04/Dossier-davenant.pdf>

*Diagnostic du PCAET de l'île d'Oléron*. (2018). Ile d'Oléron Communauté de Communes. « 01\_Éléments PCAET Oléron - Google Drive ». Consulté le 31 juillet 2020. <https://drive.google.com/drive/folders/1hFkWU9iyI9A3j0GJueqIHs1RNKxBW2LB>

*DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER CHARENTE-MARITIME Révision du Plan de Prévention des Risques Naturels du bassin de l'île d'Oléron : risques littoraux et risque feux de forêt*. ARTELIA Eau&Environnement. (2016, février). [http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/cc-pprn-ile-oleron\\_web.pdf](http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/cc-pprn-ile-oleron_web.pdf)

*INPN, ZNIEFF 540120003 - VASIERES COTE EST D'OLERON - Description*. Inventaire National du Patrimoine Naturel. Musée National d'Histoire Naturelle. (2008). <https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/540120003>

*La biodiversité, une composante essentielle pour l'économie et la culture en Nouvelle-Aquitaine*. (2019, décembre). Région Nouvelle-Aquitaine.

*Loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral*. (2020, 27 juillet). Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. <https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/loi-relative-lamenagement-la-protection-et-la-mise-en-valeur-du-littoral>

*Natura 2000*. (2020, 13 mai). Communauté de communes de l'île d'Oléron. <https://www.cdc-oleron.com/agir-pour-lenvironnement/littoral-espaces-naturels/natura-2000/>

*NEO TERRA Fiches actions*. (2019, juillet). <https://www.neo-terra.fr/wp-content/uploads/NeoTerra-fiches-actions.pdf>

*Plan Climat Air et Energie*. Pornic Agglo - Pays de Retz. (2020, 3 mars). <http://www.pornicagglo.fr/plan-climat-air-et-energie/>

*PCAET*. (2018, 11 mai). Sybarval. <https://www.sybarval.fr/le-plan-climat/>

*PCAET*. (2017). Vendée Grand Littoral. <https://www.vendeegrandlittoral.fr/pcaet-plan-climat-air-energie-territorial/>

*PCAET. Loire-Atlantique*. (2017, novembre). <http://www.loire-atlantique.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Energies-renouvelables/PCAET-Plan-Climat-Air-Energie-Territorial>

*PCAET*. (2019). Lorient Agglomération. <https://www.lorient-agglo.bzh/en-actions/transition-energetique/plan-climat-air-energie/>

*PCAET*. (2020, 25 juin). Site officiel de Quimperlé Communauté. <https://www.quimperle-communaute.bzh/projet/plan-climat-air-energie-territorial-2/>

PCAET\_ Tome 3 Programme d'actions. (2018). [https://www.saintbrieuc-armor-agglo.fr/fileadmin/3-PROGRAMME\\_D\\_ACTIONS\\_PCAET.pdf](https://www.saintbrieuc-armor-agglo.fr/fileadmin/3-PROGRAMME_D_ACTIONS_PCAET.pdf)

PCAET - CARENE Saint-Nazaire agglomération. (2019, 24 juillet). <https://www.agglo-carene.fr/lagglomeration/nos-competences/le-plan-climat-air-energie-territorial-7340>

PCAET. (2015). Communauté Urbaine de Dunkerque. <https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/planclimat/>

PCAET. Grenoble Alpes Métropole. (2020). <https://www.grenoblealpesmetropole.fr/463-plan-air-energie-climat.htm>

PCAET. Rennes Ville Métropole. (2019). <https://metropole.rennes.fr/le-plan-climat-de-rennes-metropole>

PCAET. Communauté d'Agglomération du Niortais. (2019, 23 décembre). <http://www.niortagglo.fr/fr/details-de-lactualite/consultation-plan-climat-air-energie-territorial-8898/index.html>

PCAET. (2020, 20 mai). Grand Besançon. <https://www.grandbesancon.fr/infos-pratiques/environnement/developpement-durable/plan-climat-nouvel-elan/>

PROGRAMME NATIONAL NUTRITION SANTÉ 2019-2023. (2019). [https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pnns4\\_2019-2023.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pnns4_2019-2023.pdf)

Règlementations. Communauté de communes de l'Île d'Oléron. (2020, 9 avril). <https://www.cdc-oleron.com/vivre-et-habiter/urbanisme/reglementations/>

Schéma d'Aménagement de Développement Durable du Territoire - SRADDET. (2019). <http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/schema-d-amenagement-de-developpement-durable-du-r4426.html>

Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Poitou-Charentes. (2015, novembre). Trame Verte & Bleue en Nouvelle-Aquitaine. <http://www.tvb-nouvelle-aquitaine.fr/Consulter-le-SRCE-de-Poitou-Charentes.html>

Programme d'action de l'habitat. Programme d'actions. Ile d'Oléron Communauté de Communes. (2019, mars). <https://www.cdc-oleron.com/wp-content/uploads/2019/03/Programme-dactions-PLH-2019-2024.pdf>

Un plan de mobilité, qu'est-ce que c'est ? Ile d'Oléron Communauté de Communes. (2019a). [https://www.cdc-oleron.com/wp-content/uploads/2018/11/PDM\\_plaquette\\_de\\_presentation.pdf](https://www.cdc-oleron.com/wp-content/uploads/2018/11/PDM_plaquette_de_presentation.pdf)

## Table des figures

Figure 1 Compétences et missions de la communauté de commune de l'île d'Oléron.....	5
Figure 2 Aide à la lecture des fiches actions (1).....	9
Figure 3 Aide à la lecture des fiches actions (2).....	10